



CANADA

# Débats de la Chambre des communes

---

VOLUME 140 • NUMÉRO 093 • 1<sup>re</sup> SESSION • 38<sup>e</sup> LÉGISLATURE

---

COMPTE RENDU OFFICIEL  
(HANSARD)

**Le vendredi 6 mai 2005**

—  
Présidence de l'honorable Peter Milliken

## **TABLE DES MATIÈRES**

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve  
à la fin du présent numéro.)

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le  
réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :

**<http://www.parl.gc.ca>**

## CHAMBRE DES COMMUNES

Le vendredi 6 mai 2005

La séance est ouverte à 10 heures.

---

Prière

---

### INITIATIVES MINISTÉRIELLES

• (1000)

[Traduction]

#### LOI SUR LA MISE EN QUARANTAINE

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 5 mai, de la motion relative aux amendements apportés par le Sénat au projet de loi C-12, Loi visant à prévenir l'introduction et la propagation de maladies transmissibles, et de la motion: Que la question soit maintenant mise aux voix.

**Mme Bonnie Brown (Oakville, Lib.):** Monsieur le Président, je suis ravie d'intervenir aujourd'hui au sujet du projet de loi C-12, la Loi sur la mise en quarantaine. Le gouvernement remanie la loi sur la quarantaine parce que cette mesure législative est dorénavant tout à fait dépassée. Elle n'a pas été modernisée de façon importante depuis 1872.

L'objet de la Loi sur la mise en quarantaine est on ne peut plus clair et direct. Cette mesure législative vise à protéger les Canadiens aux points frontaliers en autorisant le recours à des mesures de santé publique pour prévenir l'introduction et la propagation de maladies transmissibles à la population canadienne. Le Canada n'a pas encore oublié la récente crise du SRAS. De plus, avec la menace que la grippe aviaire fait peser à l'échelle mondiale et le risque accru d'une pandémie chez les humains, les experts en santé et le public sont fort conscients que de nouvelles maladies peuvent rapidement survenir et évoluer de telle façon que les gouvernements doivent disposer d'une panoplie d'outils modernes pour intervenir de façon rapide et décisive.

Nombre d'entre nous se rappellent l'important travail effectué par le Dr David Naylor, président du Comité consultatif national sur le SRAS et la santé publique. La nouvelle Loi sur la mise en quarantaine est une des mesures directes prises par le gouvernement suite aux recommandations du rapport Naylor, recommandations d'ailleurs réitérées par le comité sénatorial.

De nos jours, les maladies ne voyagent plus seulement par bateau lors de voyages transatlantiques. Elles arrivent par avion et sont à nos portes en quelques heures. En adoptant ce projet de loi très important pour la protection de la santé publique, le gouvernement du Canada aura le pouvoir de réagir immédiatement aux menaces de transmission de maladies à l'échelle mondiale, problème transfrontalier de plus en plus préoccupant.

Les députés se souviendront peut-être que le projet de loi C-36 avait été la première tentative effectuée pour moderniser la Loi sur la quarantaine. Ce projet de loi avait été déposé à la dernière session parlementaire, le 12 mai 2004, mais il est mort au *Feuilleton* quand les élections ont été déclenchées.

L'automne dernier, le projet de loi C-12 a été déposé de nouveau. Ce projet de loi révisé reflétait les commentaires de bon nombre d'intervenants, y compris des experts du domaine de la santé des provinces et des territoires. Après un processus d'examen exhaustif, comprenant des auditions de témoins et l'inclusion d'amendements par le Comité permanent de la santé, le projet de loi a été adopté par la Chambre des communes le 10 décembre 2004.

Récemment, le Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie a procédé à un examen semblable du projet de loi C-12. Il a adopté des amendements portant précisément sur le dépôt de règlements sur les mesures de quarantaine. Il avait demandé que ces règlements soient déposés afin qu'il puisse les examiner. Le Sénat, après avoir pris connaissance de l'amendement du projet de loi, a également décidé d'examiner les règlements.

Si la Chambre adopte aujourd'hui les amendements proposés, le dépôt des règlements relatifs au projet de loi C-12 reflétera le rôle du Sénat du Canada en renforçant l'autorité équivalente de cette chambre dans le processus législatif du Parlement.

Les Canadiens veulent être protégés. Ils s'attendent à ce que le gouvernement ait recours à toute une gamme d'outils modernes afin de gérer les risques pour la santé publique. La version révisée de la Loi sur la quarantaine dont nous sommes saisis vient compléter les lois provinciales et territoriales sur la santé, puisque chaque secteur de compétence est responsable de la santé publique.

La loi fédérale sur la mise en quarantaine représentera la première ligne de défense. Elle jouera un rôle d'atténuation afin de protéger la santé des Canadiens contre l'importation de maladies. La collaboration des différentes administrations est primordiale pour la protection de la santé publique, surtout lorsque de nouvelles menaces pour la santé surgissent. Le mécanisme législatif complémentaire prévu dans le projet de loi C-12 renforce le réseau de protection pour les Canadiens.

• (1010)

Nous n'avons pas besoin d'une autre crise dans le domaine de la santé pour reconnaître à quel point il est important de collaborer avec nos partenaires provinciaux et territoriaux.

*Initiatives ministérielles*

Après la crise du SRAS, le gouvernement du Canada s'est immédiatement employé à renforcer la santé publique. Cette loi pourrait devenir un instrument important pour concrétiser cet engagement, puisqu'elle constituerait un autre outil d'intervention dans ce secteur à l'échelle du Canada. La nouvelle Agence de la santé publique du Canada et la nomination de l'administrateur en chef de la santé publique du Canada permettront de gérer toute nouvelle épidémie de maladie infectieuse.

Nous avons des obligations envers les Canadiens, certes, mais nous avons également un rôle important à jouer dans la révision de la réglementation internationale en matière de santé qu'effectue actuellement l'Organisation mondiale de la santé.

Le projet de loi C-12, notre nouvelle Loi sur la mise en quarantaine, s'inscrit dans le cadre de cet effort. Elle est compatible avec les efforts déployés à l'échelle mondiale dans le domaine de la santé publique. Cette nouvelle loi établit un juste équilibre entre les droits et libertés individuels et la protection du bien commun. Dans le contexte de la mondialisation, cette loi reflète la complexité accrue des questions de santé publique et la nécessité de communiquer avec les autres autorités, y compris les partenaires locaux et provinciaux, les agents des douanes, la GRC et l'Organisation mondiale de la santé, pour coordonner la capacité d'intervention.

Les révisions apportées au projet de loi C-12 assureraient une meilleure communication et une meilleure collaboration entre les partenaires et préciseraient mieux le rôle de chacun et le moment des interventions. Elles renforceraient l'expertise et les forces actuelles en gestion des maladies pour faire en sorte que les Canadiens bénéficient d'un système de santé publique intégré à l'échelle du pays qui assure leur protection.

Une fois promulguée, notre nouvelle Loi sur la mise en quarantaine garantira que le gouvernement du Canada dispose des outils législatifs nécessaires pour réagir rapidement et gérer efficacement la prochaine crise dans le domaine de la santé publique.

Je souhaite que, dans un esprit de collaboration, les députés continuent d'appuyer les efforts déployés pour améliorer ce projet de loi au nom du Comité permanent de la santé de cette Chambre et du Sénat du Canada.

[Français]

**M. Robert Vincent (Shefford, BQ):** Monsieur le Président, ma collègue, de l'autre côté de la Chambre, nous parle de la quarantaine, des douanes, de la GRC et des agents aux postes frontaliers. J'aurais une question à lui poser. Si on enlève les agents de la GRC aux postes frontaliers, s'il n'y a seulement qu'une personne au service des douanes et qu'on veut protéger les Canadiens par une mise en quarantaine au cas où des gens passeraient les frontières avec des gripes ou toute autre sorte de maladies, comment peut-on faire pour vérifier ces gens s'ils passent tout droit aux postes frontières, comme cela arrive régulièrement?

Comment peut-on avoir un contrôle, mettre des gens en quarantaine ou quoi que ce soit d'autre concernant la mise en quarantaine, s'il n'y a plus de policiers, plus personne ni plus rien pour arrêter ces gens aux postes frontaliers?

•(1015)

[Traduction]

**Mme Bonnie Brown:** Madame la Présidente, la Loi sur la mise en quarantaine vise le grand nombre de personnes arrivant au Canada par nos aéroports. Les transports aériens amènent à nos frontières des gens qui sont parfois très malades ou sur le point de le devenir. Les

principales mesures prévues dans le projet de loi seraient appliquées aux aéroports.

Aux autres points de passage frontalier, cependant, les mesures habituelles s'appliqueront et les forces policières provinciales et municipales pourront s'acquitter des tâches qui étaient confiées auparavant à la GRC. Je ne crois pas que les agents de la GRC détectaient des gens malades dans les voitures et leur disaient qu'ils devaient être mis en quarantaine. Ils avaient mieux à faire. On propage une légende urbaine en disant cela.

**M. Paul Szabo (Mississauga-Sud, Lib.):** Monsieur le Président, j'apprécie l'intervention de la députée d'Oakville, qui est la présidente du Comité permanent de la santé et qui a guidé les parlementaires dans l'étude de mesures législatives importantes au cours des dernières années.

Il convient de signaler également que ce projet de loi est très important, tout particulièrement pour la population ontarienne, qui a été grandement éprouvée par le SRAS. De nombreuses personnes sont mortes et de nombreuses autres ont été malades. Des collectivités entières ont été paralysées. Je sais que les députés de l'Ontario se sont intéressés tout particulièrement aux procédures, du fait que, durant l'épidémie du SRAS, nous ne savions pas comment composer avec ce genre de situation.

Les enquêtes subséquentes ont permis de constater que l'on aurait pu mieux faire dans certaines situations, mais nous en avons tiré des leçons. Notre processus vise justement à nous permettre de tirer des leçons des situations où les choses n'ont pas fonctionné aussi bien qu'elles auraient dû. Il faut se rendre compte que la Loi sur la mise en quarantaine n'a pas été dépeussée depuis 1872, ou quelque chose du genre, comme l'a signalé la députée.

Il serait utile que la députés nous renseigne davantage sur certaines des questions liées au SRAS. Elles pourront fournir un bon exemple des raisons qui doivent nous inciter à adopter ce projet de loi.

**Mme Bonnie Brown:** Monsieur le Président, je remercie mon collègue de ses commentaires. Bien qu'il ne fasse pas officiellement partie du Comité de la santé, il assiste souvent aux réunions pour se tenir au courant.

Je veux d'abord dire que, s'il y a une question à la Chambre qui ne devrait pas faire l'objet de manoeuvres partisans, c'est bien celle des mesures de santé publique nécessaires dans ce nouveau monde où nous vivons. Il faut espérer que tous les députés présents aujourd'hui appuieront ce projet de loi, ce qui permettra de mettre en oeuvre ses dispositions, surtout qu'elles ont pour but, essentiellement, de protéger la santé des Canadiens.

Mon collègue affirme à juste titre que ceux de nous qui habitent dans la région métropolitaine de Toronto ou à proximité de l'aéroport international Pearson ont été particulièrement frappés par les répercussions en cascade du SRAS. La plupart d'entre nous connaissons au moins une famille, peut-être même la famille d'un travailleur de la santé, qui a été mise en quarantaine pendant un certain temps, et nous avons réalisé l'impact de cette mesure sur les autres membres de la famille. Cette mesure était nécessaire pour assurer la protection de l'ensemble de la population et bénéficiait de notre appui.

*Initiatives ministérielles*

Dès qu'une maladie comme celle-là commence à se propager, l'effet domino sur la vie des individus, des familles et des enfants, ainsi que sur l'économie, est beaucoup plus important qu'on ne pourrait le penser initialement. C'est pourquoi nous avons été ravis d'apprendre la nomination d'une nouvelle ministre d'État à la santé publique, la députée de St. Paul's, et la création du poste d'Administrateur en chef de la santé publique, dont le rôle sera de coordonner ces initiatives à la grandeur du pays. J'invite tous les députés à visiter leurs bureaux en banlieue d'Ottawa. Ils sont très impressionnants. Ils rassureront les députés quant à leur propre rôle, en tant que parlementaires, dans la protection de la santé publique des Canadiens.

• (1020)

**M. Bill Siksay (Burnaby—Douglas, NPD):** Monsieur le Président, je suis reconnaissant envers la députée pour ses commentaires ce matin et je suis content que le NPD appuie ce projet de loi, parce qu'il s'agit d'une importante mise à jour de nos lois concernant la quarantaine. Je suis heureux que les néo-démocrates aient décidé de suivre le mouvement dans ce dossier. Mais j'ai une question.

Certains problèmes ont été soulevés lors des travaux du comité, dont la question des agents de contrôle et des tâches supplémentaires qui incomberont à nos agents des douanes, auxquels on demande déjà d'appliquer la Loi sur les douanes et de s'occuper de divers problèmes de sécurité de même que de problèmes agricoles. Maintenant, nous leur demandons en plus de faire une sorte de contrôle médical.

Je me demande si le ministre ne pourrait pas nous faire ses commentaires sur la surcharge de travail de nos agents des douanes ou sur la formation supplémentaire qui pourrait leur être offerte pour les aider à remplir cette fonction importante.

**Mme Bonnie Brown:** Monsieur le Président, il y a eu des discussions à ce sujet, mais on nous a assurés que les agents des douanes n'auraient pas à faire d'évaluation médicale approfondie. Il s'agira d'un simple contrôle, et on leur donnera la formation nécessaire pour les préparer en conséquence. Personne d'entre nous ne veut surcharger ces importants employés de l'État canadien au point où ils ne pourraient pas bien faire leur travail. Personne ne veut ralentir le passage à la frontière pour les touristes et les autres voyageurs. Personne ne veut ce genre de chose. Les agents des douanes constitueront seulement une sorte de première ligne, et il y aura du personnel médical de disponible pour effectuer toute évaluation jugée nécessaire.

**M. James Lunney (Nanaimo—Alberni, PCC):** Monsieur le Président, ma question porte sur l'indemnisation. C'est une question qui a suscité beaucoup d'intérêt au comité.

Diverses questions ont été soulevées relativement à l'espace disponible dans les aéroports et il a été établi que les administrations aéroportuaires devraient libérer de l'espace pour le contrôle du public en cas d'urgence, et ce, sans indemnisation, fournir les aménagements nécessaires et autres choses du genre. Elles paient des loyers très élevés au gouvernement. De plus, d'autres installations pourraient également être réquisitionnées sans indemnisation. On pourrait par exemple vouloir utiliser un stade de curling ou de hockey pour des mesures de santé publique, toujours sans indemnisation. La décision d'offrir ou non une indemnisation revient au ministre.

Malheureusement, en raison de la recommandation royale, le comité n'a pas été autorisé à accepter des amendements qui forceraient le gouvernement à déboursier de l'argent. La députée

est-elle d'avis que ces mesures permettront au ministre de protéger l'intérêt du public ainsi que celui des citoyens et des sociétés?

**Mme Bonnie Brown:** Monsieur le Président, le projet de loi C-12 tel qu'il est conçu prévoit une approche prudente qui est conforme avec le principe des dépenses responsables, c'est-à-dire que l'on évaluera le niveau d'indemnisation pertinent le cas échéant, après un incident ou une épidémie. Il y a une certaine flexibilité qui permet d'accorder une indemnisation lorsque des installations doivent être réquisitionnées pour isoler les voyageurs qui présentent des risques.

Le projet de loi ne prévoit pas directement une indemnisation pour les voyageurs retenus en vertu d'une ordonnance de quarantaine, mais le gouvernement du Canada pourrait offrir une certaine aide aux voyageurs incommodés par ces mesures.

En cas de crise dans le domaine de la santé publique, le gouvernement peut tout d'abord évaluer la situation et déterminer au cas par cas la nécessité d'accorder un niveau d'indemnisation approprié et par la suite les formes d'indemnisation possibles.

• (1025)

**M. Paul Szabo (Mississauga-Sud, Lib.):** Monsieur le Président, nous étudions ce matin les amendements que le Sénat a apportés au projet de loi C-12. J'ai revu ce qui s'est dit dans des débats précédents pour vérifier ce qui préoccupait mes collègues. Je constate que certains des députés qui ont étudié cette mesure législative, dont l'intervenant précédent, sont ici ce matin.

Le député d'Oakville a soulevé un point qui mérite réflexion, à savoir que ces questions de santé transcendent les intérêts partisans. Je pense que tous les députés en conviendront: tout ce qui touche la sécurité publique et la santé publique constitue la priorité des priorités pour les Canadiens et pour le Parlement du Canada aussi d'ailleurs.

Je tiens également à souligner que je suis ravi que nous débattions de nouveau cette importante mesure législative qui a évolué avec le temps. Comme nous le savons, la tenue possible d'élections et les conséquences que cela aurait donnent lieu à toutes sortes de conjectures ces temps-ci. Ces conséquences seraient principalement politiques, mais ce qui importe aux Canadiens en réalité, c'est le travail que le Parlement a accompli au cours des derniers mois.

Il y a un grand nombre de projets de loi, de mesures législatives ainsi que d'autres initiatives qui en sont à diverses étapes du processus législatif. J'en ai un certain nombre en tête. Il y a même un projet de loi qui est le fruit de mes propres efforts, celui qui porte sur le syndrome de l'alcoolisation foetale. Le déclenchement d'élections aurait pour effet de torpiller tous ces projets de loi et d'autres mesures législatives ainsi que tout le travail déjà effectué par certaines personnes, très compétentes selon moi, au sein du comité et de l'appareil législatif et par l'ensemble des parlementaires. Je tiens simplement à ce que les Canadiens sachent que nous déployons beaucoup d'efforts pour que d'importantes mesures législatives soient adoptées à la Chambre le plus rapidement possible, et cela en vue de leurs intérêts supérieurs.

Le projet de loi C-12 vise à prévenir l'introduction et la propagation de maladies transmissibles au Canada. Il abroge et remplace la Loi sur la quarantaine, qui n'a pas été mise à jour depuis 1872. Je le répète, il vise à prévenir l'introduction et la propagation de maladies transmissibles au Canada.

*Initiatives ministérielles*

Le projet de loi s'applique aux personnes et aux véhicules qui entrent au Canada ou qui s'apprentent à quitter le pays. Le texte prévoit le recours à certaines mesures, telles que l'application de technologies de détection, le contrôle médical et l'examen médical, pour détecter la présence d'une maladie transmissible chez le voyageur. Il prévoit également la prise de mesures pour prévenir la propagation d'une telle maladie, telles que le renvoi aux autorités sanitaires, la détention, le traitement et la désinfection. De plus, le texte prévoit la révision administrative de la détention.

Par ailleurs, le texte prévoit l'inspection et l'assainissement des véhicules et des marchandises à bord de ceux-ci pour faire en sorte qu'ils ne soient pas une source de maladies transmissibles. Le texte établit également des contrôles applicables à l'importation et à l'exportation de cadavres, d'organes et de restes humains.

En outre, il permet la collecte et la communication de renseignements personnels si une telle mesure est nécessaire pour prévenir la propagation d'une maladie transmissible ou pour le contrôle d'application des lois. Finalement, le texte autorise le ministre à prendre des arrêtés en cas d'urgence sanitaire et à ordonner la prise de mesures pour assurer le respect de la loi.

Excusez-moi, monsieur le Président, mais il semble y avoir pas mal de bruit à la Chambre en ce moment.

**Le Président:** Il y a peut-être beaucoup de questions à poser au député de Mississauga, mais elles ne pourront être posées qu'après son intervention.

**M. Paul Szabo:** Lorsqu'on examine le sommaire du projet de loi, on se rend compte qu'il touche à de nombreux sujets qui ont été abondamment débattus à la Chambre. En fait, il y est même question de la Charte des droits, dont nous avons beaucoup parlé, et de diverses dispositions, des droits et des libertés des...

**Des voix:** Oh, oh!

• (1030)

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît.

**M. Paul Szabo:** Monsieur le Président, depuis quelques jours, le comportement du Bloc québécois dérange quelque peu les activités de la Chambre.

Un certain nombre de députés s'intéressent de près aux droits fondamentaux de la personne et aux droits et libertés individuels auront sans doute des réserves par rapport aux dispositions du projet de loi qui ont trait à ces questions. Nous nous retrouvons ici devant des intérêts divergents: d'un côté, les droits individuels; de l'autre, la responsabilité des autorités sanitaires d'assurer la santé et le bien-être des Canadiens. Certaines questions importantes se posent. Par exemple: pouvons-nous démontrer qu'il y a atteinte justifiée aux droits individuels?

Je suis conscient que nous sommes en présence d'intérêts divergents; toutefois, les députés savent que nous avons la responsabilité d'appliquer les mesures sanitaires prévues par la Loi sur la quarantaine pour assurer la santé et le bien-être des Canadiens. Nous en avons eu la preuve avec le SRAS. Nous avons appris que la maladie est transmissible. Par ailleurs, certaines données indiquent qu'elle serait aérogène.

• (1035)

J'aimerais faire quelques observations au sujet de l'incidence et de la portée du projet de loi.

Premièrement, la loi n'ayant pas été modernisée depuis de nombreuses années, en tant que législateurs, nous devons tenir compte du fait que les choses changent. De nouvelles menaces pour

la santé apparaissent et d'autres resurgissent. Le SRAS est certainement un exemple. Ce qu'il faut retenir, c'est que ces maladies transmissibles, à l'instar de la pollution, ne respectent pas les frontières. Par exemple, nous savons que la pollution, la mauvaise qualité de l'air et les matières particulaires dans le corridor de l'autoroute 401 en Ontario, de Windsor à Toronto, sont causées en majeure partie par la vallée de l'Ohio aux États-Unis, qui est densément peuplée de centrales de production hydroélectrique au charbon.

Ainsi, la source de certains de nos problèmes n'est pas nécessairement canadienne. Taiwan a dû faire face à une situation semblable, son problème étant causé par l'arrivée de personnes en provenance de la Chine continentale.

Les pays doivent veiller à prendre les mesures défensives nécessaires et à mettre en place les meilleurs processus possibles afin d'éviter que les maladies transmissibles ne deviennent un grave problème, comme cela a été le cas dans le passé, surtout avec le SRAS.

Du fait des progrès de la technologie, la rapidité des voyages en avion est devenue monnaie courante dans la vie quotidienne des Canadiens, remplaçant l'époque des longs voyages par bateau ou par chemin de fer. La nouvelle ère des voyages en avion à réaction ouvre la voie à une augmentation de la mobilité des populations. C'est une question très importante. Tant de gens entrent au Canada et en sortent. Il ne s'agit pas simplement des gens qui viennent visiter le Canada. Il est également question des Canadiens qui se sont rendus à l'étranger dans certaines zones touchées et qui reviennent. Il est important de prendre toutes ces précautions également. Cela ne touche pas que les gens qui visitent notre pays, mais également ceux qui reviennent de voyages à l'étranger effectués pour une raison ou une autre. Un nombre énorme de personnes passent par nos aéroports.

Les députés se rappellent sûrement qu'au pire de la crise de la vache folle, les voyageurs entrant au Canada devaient marcher sur un tapis, afin de désinfecter leurs chaussures. Nous n'étions pas certains qu'ils n'apportaient pas avec eux sans le vouloir une matière quelconque pouvant menacer notre secteur agricole. C'est un autre cas où des mesures défensives sont extrêmement importantes.

Les experts nous disent qu'une grave maladie transmissible peut se répandre n'importe où dans le monde en 24 heures. Nous connaissons certains des effets de ces maladies, mais nous ne savons rien d'elles. Le SRAS est un excellent exemple. Lorsque cette maladie a frappé, nous ignorions de quoi il s'agissait. Nous ne savions pas comment elle agissait, comment elle était transmise. Ce que nous savions, c'est qu'un grand nombre de personnes ayant un lien commun entre elles, qu'il s'agisse d'un foyer de soins infirmiers ou d'un hôpital, avaient tous des symptômes indiquant que nous étions au début d'une épidémie.

Cela a exigé la mobilisation immédiate d'un grand nombre de personnes. Il va sans dire que nous sommes très reconnaissants aux fournisseurs de soins de santé, les médecins et les infirmières et tous les autres professionnels de la santé importants, qui, sans le savoir, mettent littéralement leur santé en danger pour aider ceux qui sont frappés par ces maladies. Cela ressemble beaucoup aux pompiers. Ils se précipitent à l'intérieur pendant que d'autres fuient pour sauver leur vie. Nous l'avons vu lors des attentats du 11 septembre.

N'oublions pas l'importance des soignants qui ont fait de leur mieux dans des situations où ils disposaient de très peu d'information sur la façon d'intervenir.

La nouvelle réalité relative à la santé des immigrants devient également de plus en plus un problème transfrontalier. Les députés ont une importante responsabilité à assumer dans leur circonscription; ils doivent en effet s'occuper des gens qui sont parrainés par leurs électeurs pour venir au Canada, en vue d'obtenir le statut d'immigrant reçu et, peut-être, au bout du compte, celui de citoyen.

Nous savons tous que les exigences en matière de santé pour entrer au Canada sont également très strictes. Il importe que ces exigences soient appliquées. C'est en outre une question très importante à cause du problème transfrontalier.

La situation dans son ensemble a de nombreuses ramifications liées à la santé. C'est une des raisons pour lesquelles nous avons une représentante de la santé publique au Cabinet. Nous pouvons aussi compter sur le premier administrateur en chef de la santé publique. Ces deux personnes ont un rôle important à jouer advenant une autre épidémie comme celle du SRAS. Nous avons de plus établi, à Winnipeg, un centre semblable aux centres d'Atlanta chargés du contrôle des maladies. Des progrès sont réalisés. Le projet de loi C-12 fait partie de cette évolution.

Notre système de protection de la santé, tel qu'il existe actuellement, a bien servi les intérêts des Canadiens. De toute évidence, nous devons mettre nos lois à jour pour qu'elles tiennent compte de la nouvelle réalité que constituent la mobilité de notre population et le nombre grandissant d'étrangers qui viennent nous visiter. En d'autres termes, il faut que notre politique et nos procédures à cet égard reflètent cette nouvelle réalité.

La députée d'Oakville a déjà dit que le Dr David Naylor avait rédigé le rapport principal là-dessus. Le rapport renferme quelques recommandations qui sont très importantes. Nous avons tenu compte de ces recommandations non seulement dans le projet de loi, mais encore dans d'autres activités.

Je voudrais dire quelques mots sur d'autres éléments. Le projet de loi C-12 vise à moderniser la Loi sur la quarantaine, mais il ne s'agit là qu'un des moyens à notre disposition dans le domaine de la santé. Comme je l'ai déjà dit, nous pouvons maintenant compter sur l'Agence de santé publique du Canada, sur le premier administrateur en chef de la santé publique du Canada, le Dr David Butler-Jones, et le plan de lutte du Canada contre la pandémie de grippe. Ce sont là les éléments essentiels de la stratégie du gouvernement visant à renforcer le système de santé publique du Canada.

Ainsi que je l'ai déjà précisé, les pouvoirs dont dispose actuellement le gouvernement fédéral en vertu de la Loi sur la quarantaine sont fondamentalement dépassés. C'est ce qui explique pourquoi la présente mesure législative doit être adoptée par le Parlement. J'espère que tous les députés appuieront le projet de loi.

C'est pourquoi nous donnons rapidement suite au projet de loi. Il dotera le gouvernement des moyens voulus pour affronter et endiguer les épidémies et améliorer la communication, la collaboration et la coopération entre les responsables de la santé publique. La crise du SRAS a fortement mis en évidence la nécessité de mesures en ce sens. On sait que l'épidémie a suscité plus de questions que de réponses et qu'il y a eu un manque de coordination des organismes de santé publique à l'échelle nationale. Des conférences de presse avaient lieu à intervalles réguliers pour rassurer la population, mais les gens avaient aussi besoin de savoir comment se protéger.

●(1040)

Dans des situations aussi graves, nous devons tous être bien informés, de façon à pouvoir appliquer les mesures de prévention nécessaires pour empêcher l'épidémie de se répandre davantage, et

même pour l'endiguer. La crise du SRAS a mis en évidence la nécessité d'une collaboration et d'une coopération, même au sein des ministères, qui étaient à peu près tous concernés.

Je me souviens qu'un bulletin informait le public au sujet du SRAS et indiquait un ou deux sites web aux personnes qui avaient des questions ou qui souhaitaient obtenir plus d'information. Or, il n'y avait pas un ou deux sites, mais les adresses Internet de quelque 21 organismes gouvernementaux, qui tous y traitaient du SRAS dans le cadre de leurs compétences respectives.

La création du nouveau poste, au Cabinet, permettra d'éviter la répétition de ce genre de situation. Un centre de communication assurera la diffusion générale des renseignements importants à tous les intervenants, toutes les parties intéressées, à la population canadienne, aux dispensateurs de soins et aux autres parties concernées.

Le projet de loi a pour objet de prévenir l'introduction de maladies transmissibles graves au Canada et leur propagation dans d'autres pays. Il permettra également d'atténuer les menaces futures pour la santé publique chez nous et chez nos partenaires internationaux.

Grâce à l'expérience acquise pendant l'épidémie du SRAS, le Canada fait maintenant figure de leader et de modèle quant à la manière de gérer les situations de ce genre. Je sais que l'Organisation mondiale de la Santé, comme un certain nombre de pays, s'est intéressée de près aux mesures que nous avons prises. De nombreux visiteurs sont également venus au Canada pour s'informer de la manière dont nous avons géré la crise.

Les modifications proposées à la Loi sur la mise en quarantaine, qui, je n'en doute pas, seront adoptées, permettront au Canada d'appliquer, dans l'intérêt de nos concitoyens, les meilleures mesures de protection et de prévention possible des maladies transmissibles.

●(1045)

[Français]

**Mme Nicole Demers (Laval, BQ):** Monsieur le Président, j'ai bien écouté le discours de mon collègue de Mississauga-Sud. Je ne sais pas s'il sera d'accord avec moi quant à la perspective d'une stratégie globale. Convient-il qu'il faut appuyer la position du Bloc québécois soutenant que le gouvernement canadien doit s'engager à augmenter rapidement son aide internationale, notamment envers l'Afrique, pour atteindre 0,7 p. 100 du PIB, ainsi que s'y sont déjà engagés plusieurs autres pays d'Europe? Cela pourrait entre autres permettre à des pays d'Afrique de combattre efficacement des maladies terriblement contagieuses qui pourraient facilement être transportées ici, comme il en a si savamment fait la démonstration dans son discours.

[Traduction]

**M. Paul Szabo:** Monsieur le Président, je sais que le premier ministre, tout comme son prédécesseur, s'intéresse de très près à la question de l'Afrique et a pris des engagements très semblables à ce que prône le Bloc. Je me permettrai de rappeler à la députée que, hier à la Chambre, le premier ministre a fait le point une fois de plus sur nos engagements à l'égard de l'Afrique.

En ce qui concerne la question de la députée, je suis content que le Bloc québécois soit d'accord avec le gouvernement du Canada à cet égard.

**M. James Lunney (Nanaimo—Alberni, PCC):** Monsieur le Président, un certain nombre de questions ont surgi au cours du débat en comité sur ce sujet et cela a suscité chez nous certaines préoccupations. Je vais en donner des exemples à la Chambre.

### *Initiatives ministérielles*

Au paragraphe 22(1), relativement à l'examen médical, le texte dispose:

L'agent de quarantaine peut exiger que le voyageur subisse un [examen médical] s'il a des motifs raisonnables de croire qu'il est atteint d'une maladie transmissible ou infesté de vecteurs ou qu'il a récemment été en contact avec une personne atteinte d'une telle maladie ou infestée de vecteurs.

Ce qui a inquiété bon nombre d'entre nous, ce sont les « ou ». Ce n'est pas le fait qu'une personne ait une maladie, mais le fait qu'elle puisse avoir été en contact avec quelqu'un qui avait peut-être quelque chose.

Le paragraphe 28.1 dispose qu'au-delà de l'examen, un particulier pourrait être détenu:

d) dont il a des motifs raisonnables de croire qu'il est ou pourrait être atteint d'une maladie transmissible, qu'il est infesté de vecteurs ou qu'il a récemment été en contact avec une personne qui est ou pourrait être atteinte d'une telle maladie ou qui est infestée de vecteurs

L'article 26 est plus préoccupant. Il prévoit que:

L'agent de quarantaine qui, à la suite de l'examen médical du voyageur, a des motifs raisonnables de croire que celui-ci est ou pourrait être atteint d'une maladie transmissible, qu'il est infesté de vecteurs ou qu'il a récemment été en contact avec une personne qui est ou pourrait être atteinte d'une telle maladie ou qui est infestée de vecteurs peut lui ordonner de se soumettre à un traitement ou à toute autre mesure visant à prévenir l'introduction et la propagation de la maladie transmissible.

Personne, je crois, ne s'inquiète exagérément du fait qu'une personne doive être examinée afin que la maladie soit contenue. Toutefois, après avoir subi un examen n'ayant permis de déceler aucune preuve de maladie, la personne peut encore être contrainte à la quarantaine pendant une période pouvant aller jusqu'à une semaine. Ce qui me trouble, c'est qu'après une semaine, si, de l'avis de l'agent, cette personne pourrait toujours représenter une menace, elle peut être détenue plus longtemps, même s'il n'y a pas de signe de la maladie. Elle peut également être contrainte à accepter un traitement ou autre mesure préventive simplement parce qu'elle s'est trouvée en contact avec quelqu'un qui était malade.

Le député est-il d'accord pour qu'on force une personne à subir un traitement simplement parce qu'un agent croit qu'elle a été en contact avec quelqu'un qui pourrait avoir une maladie, même si elle ne présente pas de symptômes de la maladie?

**M. Paul Szabo:** Monsieur le Président, c'est certainement la grosse question qu'ont posée plusieurs membres du comité. Elle concerne en grande partie les droits de la personne et des Canadiens en général, qui sont garantis par la Charte, ainsi que la responsabilité du gouvernement et des autorités sanitaires qui sont chargés de nous protéger contre les maladies dont les conséquences pourraient être énormes. Il pourrait s'agir d'une pandémie qui pourrait faire des centaines de milliers, voire des millions de victimes, si on ne prend pas des mesures dès le début.

Lorsque le député a lu un passage de l'article 22, il a peut-être fait erreur quand il a dit qu'un voyageur devrait subir une enquête. Le projet de loi parle plutôt d'un « examen médical ».

Je ne crois pas qu'un agent de quarantaine, un médecin, une infirmière ou qui que ce soit qui sera chargé d'effectuer ces contrôles médicaux interviendront pour causer du tort aux voyageurs. Ils ont reçu une bonne formation et sont là pour protéger les Canadiens. Ils ne retiendront pas une personne par caprice, par préjugé ou quoi que ce soit.

Le député a cité le passage de l'article 26 qui dit « l'agent de quarantaine qui a des motifs raisonnables ». Ces motifs ne doivent pas être frivoles. En cas d'urgence, quelqu'un doit prendre des décisions graves, et nous devons d'abord nous assurer que les personnes qui sont placées en position d'autorité ont les moyens

d'intervenir, ont reçu une bonne formation et agissent dans l'intérêt supérieur des Canadiens.

Le député a posé ses questions en demandant presque ce qui se passerait si ces intervenants n'étaient pas de bonne foi et n'agissaient que pour nuire aux droits et aux libertés des voyageurs ou s'immiscer dans leur vie privée.

Un examen médical est une chose, mais il ne nous apprend pas d'où vient une personne, avec qui elle a été en contact et dans quel endroit à risque elle s'est trouvée. Cela ne fait pas partie d'un examen médical. Un examen médical porte sur l'état de santé d'une personne.

S'il y avait une raison, quelle qu'elle soit, d'examiner les titres de voyage de certaines personnes, et s'il était utile d'obtenir ces renseignements aux fins d'une enquête, alors je crois que ce serait la chose appropriée et responsable à faire, parce que les gens qui arrivent dans un pays et qui ont subi un examen médical peuvent très bien ne pas savoir ce qui se passe, quel est le problème, de quelle maladie il s'agit et quelles en sont les causes. Il y a énormément de renseignements à obtenir, dont la grande majorité ne peut être obtenue à la suite d'un simple dépistage ou d'un examen médical.

Voilà un très bon exemple de cas où les parlementaires se trouvent dans une situation où différents intérêts entrent en conflit. On peut parfois juger qu'il s'agit d'un moindre mal, mais dans ce cas-ci, la loi prescrit quels outils les professionnels de la santé, qui ont reçu la formation appropriée et qui sont prêts à prendre l'immense responsabilité de protéger la santé publique, doivent utiliser. Il en va non seulement de l'intérêt de cette personne, mais aussi de l'intérêt supérieur du pays en entier. Nous prenons ces décisions difficiles. C'est pourquoi je suis d'avis que les dispositions du projet de loi C-12 sont justes et raisonnables.

• (1050)

[Français]

**M. Jean-Yves Roy (Haute-Gaspésie—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ):** Monsieur le Président, effectivement, le débat d'aujourd'hui porte non pas sur le projet de loi, mais bien sur l'amendement proposé par le Sénat. Celui-ci ferait en sorte que les règlements soient étudiés non seulement par le comité approprié de la Chambre des communes, mais aussi par un comité sénatorial. C'est le premier élément sur lequel je voudrais prendre la parole et qui m'apparaît tout à fait aberrant.

Il est justifiable que le comité approprié de la Chambre des communes prenne le temps d'analyser le projet de loi et les règlements. Toutefois, qu'un comité du Sénat vienne doubler le travail de la Chambre des communes m'apparaît tout à fait aberrant. Ce qui est légitime, lorsqu'on discute d'un projet de loi en vue de l'adopter, c'est l'intervention de la Chambre des communes et de ses comités. Le Bloc québécois ne peut donc être favorable à l'amendement proposé par le Sénat.

Hier, mon collègue de Peterborough a pris la parole au sujet de ce projet de loi, la Loi sur la mise en quarantaine. Même s'il s'agit uniquement d'être humains dans le cas présent, il a fait une comparaison entre ce projet de loi et ce qui s'est passé lors de la crise de la vache folle.

Il faut réaliser que, au cours des 100 dernières années, les moyens de transport ont tellement évolué, et ce, tellement rapidement, qu'il y a toujours un danger de propagation très rapide de maladies infectieuses. Le projet de loi tente, dans la mesure du possible, de modifier cette situation en instaurant une mise en quarantaine et des mesures permettant de limiter au maximum l'introduction de maladies infectieuses au Québec comme au Canada.

Je ne dirais pas que c'est une illusion, bien qu'il soit extrêmement difficile de contrôler ce genre de maladies, même en instaurant les mesures qui sont proposées. À la limite, c'est presque une illusion.

Je voudrais donner un exemple très concret, soit celui des espèces exotiques envahissantes. Au cours des 25 ou 30 dernières années, on s'est rendu compte que nos eaux avaient été envahies par une multitude d'espèces exotiques qui détruisent notre environnement et nos ressources. On a été incapable de contrôler ce type d'envahissement de la part des espèces exotiques.

On nous propose maintenant un projet de loi dont le rôle serait justement d'empêcher l'introduction de maladies infectieuses, afin d'éviter que la population en soit atteinte.

J'ai écouté la question qu'a posée ma collègue de Laval. Je pense qu'elle a parfaitement raison. Bien entendu, il faut adopter un projet de loi. Cependant, en tant que pays développé, il nous faudrait investir davantage dans la santé et l'hygiène publiques dans les pays en voie de développement, là où se trouve un potentiel de création et de développement de maladies infectieuses. Comme le dit mon collègue de Montmorency—Charlevoix—Haute-Côte-Nord, il faut d'abord faire des efforts pour régler le problème à la source. Par conséquent, des investissements doivent être faits en santé publique.

Hier soir, j'ai écouté un reportage sur Médecins sans frontières, qui oeuvrait dans un pays en Afrique du Centre. Cet organisme remplace presque les institutions qui devraient être parrainées et soutenues par le gouvernement. C'est exactement ce que ces gens disaient. On laisse se développer des situations extrêmement dangereuses. L'exemple du sida, entre autres dans les pays d'Afrique, est très éloquent.

●(1055)

Au début des années 1970, on s'est rendu compte que cette maladie, qu'on ne connaissait pas à l'époque, s'est répandue comme une traînée de poudre à l'échelle mondiale parce que, justement, on n'a pas su prévoir ni prévenir sa propagation extrêmement rapide. On sait aujourd'hui que dans certains pays d'Afrique, plus de 50 p. 100 de la population est porteuse du sida en on se dirige directement vers une catastrophe majeure.

Évidemment, d'autres types de maladies apparaissent au fur et à mesure de la surutilisation des antibiotiques, semble-t-il. Cela fait en sorte que le système immunitaire des gens — particulièrement dans les contrées développées du nord — est beaucoup plus sensible et donc plus apte à être touché par ces types de maladies. Des pandémies peuvent se répandre de façon extrêmement rapide sur notre territoire.

Nous sommes favorables au principe du projet de loi et, bien entendu, au fait de nous donner des mesures de protection. Cependant, il faudrait que ces mesures soient directement prises avec l'ensemble des provinces qui sont responsables des services de santé et des services sociaux. Ceci est extrêmement important.

Le lien doit être fait entre les systèmes, de manière à coordonner toute intervention et de manière à respecter les juridictions de chacune des provinces. On sait qu'elles sont responsables de leur

système de santé. Il faut donc coordonner avec chacune d'entre-elles l'ensemble de...

●(1100)

**Le Président:** Je regrette d'interrompre l'honorable député au milieu de son discours. Il lui restera 13 minutes pour compléter ses remarques après la période des questions orales, ou quand le projet de loi sera de nouveau à l'étude à la Chambre.

Nous passons maintenant aux déclarations de députés. L'honorable député d'Ottawa-Sud a la parole.

## DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

### L'ASSOCIATION DES BIBLIOTHÈQUES DE RECHERCHE DU CANADA

**M. David McGuinty (Ottawa-Sud, Lib.):** Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je prends la parole pour féliciter Mme Leslie Weir, bibliothécaire en chef de l'Université d'Ottawa depuis 2003. Elle a suscité l'admiration de toute la communauté professionnelle pour avoir innové en fournissant de l'information électronique aux corps enseignants et aux chercheurs de l'Université d'Ottawa.

En avril, Mme Weir a été élue vice-présidente et présidente désignée de l'Association des bibliothèques de recherche du Canada, dont elle sera la présidente de 2007 à 2009. Cette organisation est le chef de file dans le secteur des bibliothèques de recherche. Elle est composée des 27 grandes bibliothèques de recherche universitaires du Canada, de Bibliothèque et Archives Canada, de l'Institut canadien de l'information scientifique et technique et de la Bibliothèque du Parlement.

Je demande à tous les députés de se joindre à moi pour féliciter Leslie Weir de son élection à titre de présidente de l'Association des bibliothèques de recherche du Canada; c'est tout un honneur.

\* \* \*

### SAMUEL IAN SERIGHT

**M. Deepak Obhrai (Calgary-Est, PCC):** Monsieur le Président, j'aimerais prendre un moment pour rendre hommage à la vie bien remplie d'un de mes illustres électeurs décédé récemment.

Monsieur Samuel Ian Seright a vécu une vie exemplaire. Sa communauté, sa province et son pays lui tenaient beaucoup à coeur. On l'appelait souvent le maire officieux de Calgary-Est.

Récemment, j'ai eu le privilège de lui décerner la médaille d'or du Jubilé de la Reine, une maigre récompense pour ses nombreuses années de service. Ian aimait la vie et tous ses menus détails. Il était fier de participer à des événements communautaires, même après la mort de sa femme. Il ne se tenait pas à l'écart pour regarder évoluer sa communauté; il célébrait le changement et accueillait les nouvelles personnes à bras ouverts.

Je me rappelle de ce qu'Ian a dit à propos des changements démographiques croissants dans sa communauté: « Le milieu a changé, mais nous nous entendons tous très bien. C'est ce qui donne du coeur à la région. »

Il nous manquera, mais sa vie demeurera un modèle pour nous tous.

*Article 31 du Règlement***LE PROGRAMME NOUVEAUX HORIZONS POUR LES AÎNÉS**

**M. Mario Silva (Davenport, Lib.):** Monsieur le Président, le 29 avril, j'ai eu le plaisir de me joindre à mon collègue, le ministre d'État à la Famille et aux Aidants naturels, pour annoncer l'octroi d'un financement additionnel destiné aux initiatives du programme Nouveaux Horizons pour les aînés.

Deux organismes d'aide sociale de ma circonscription, Davenport, ont reçu des fonds dans le cadre de cet excellent programme. La St. Christopher House et le Working Women Community Centre ont tous deux bénéficié d'un financement dans le cadre de Nouveaux Horizons. Encore une fois, le gouvernement du Canada fait preuve d'un solide engagement à l'égard des aînés de tout le Canada.

Je félicite la St. Christopher House et le Working Women Community Centre, d'une part, d'avoir réussi à faire accepter leur demande de subvention et, d'autre part, du travail remarquable qu'ils font jour après jour dans la collectivité de Davenport.

\* \* \*

[Français]

**LE CYCLISME**

**M. Pierre Paquette (Joliette, BQ):** Monsieur le Président, je suis extrêmement fier que la première épreuve internationale de BMX au Québec ait lieu à Crabtree les 9 et 10 juillet prochain.

La décision de l'Union cycliste internationale d'octroyer une sanction au comité organisateur de Crabtree est historique et souligne l'entrée du Québec sur la scène internationale dans cette discipline.

La sanction octroyée à Crabtree est à la fois une marque de reconnaissance à l'endroit de la qualité démontrée par le passé par ces organisateurs, ainsi qu'un levier important pour le développement de cette discipline au Québec. Avec l'introduction du BMX comme discipline officielle aux Jeux olympiques en 2008, la venue d'une épreuve internationale au Québec en 2005 tombe à point.

Je tiens à féliciter les organisateurs locaux, Nathalie Houle, présidente, Dylan Vanier, directeur général, et Mélanie Desrochers, quadruple championne canadienne et résidente de Crabtree, ainsi que Louis Barbeau, directeur général de la Fédération québécoise des sports cyclistes pour cette grande réalisation.

\* \* \*

[Traduction]

**LA SANTÉ**

**Mme Marlene Catterall (Ottawa-Ouest—Nepean, Lib.):** Monsieur le Président, une des choses les plus importantes que le gouvernement peut faire pour assurer la viabilité du système public de soins de santé est de veiller à ce que les Canadiens restent en bonne santé.

La ministre d'État à la Santé publique a lancé une série de consultations nationales auprès des citoyens et d'experts des provinces et des territoires dans le but d'élaborer des objectifs nationaux de santé publique.

Le lundi 9 mai, j'organise dans ma circonscription, Ottawa-Ouest—Nepean, un forum sur la santé publique où la ministre d'État à la Santé publique sera la conférencière d'honneur.

J'invite tous les citoyens d'Ottawa-Ouest—Nepean à assister à ce forum, lundi prochain, pour nous présenter des idées sur la façon

d'assurer la santé des Canadiens. J'invite également les députés à participer à cette activité.

\* \* \*

●(1105)

**L'ASSURANCE-EMPLOI**

**M. Ed Komarnicki (Souris—Moose Mountain, PCC):** Monsieur le Président, le gouvernement se préoccupe-t-il vraiment de la question ou est-il encore une fois à la remorque de l'opposition?

Peu après l'annonce par un sous-comité du Parti conservateur d'un plan visant la création d'un fonds général pour la protection des salariés qui fonctionnerait dans le cadre du régime d'assurance-emploi, le ministre du Travail a déclaré en grande pompe qu'il avait immédiatement une annonce à faire. Quelle était la teneur de cette annonce et à quel point s'appliquait-elle dans l'immédiat? L'annonce concernait l'intention du gouvernement de présenter rapidement un train de mesures pour la mise en place d'un fonds de protection des travailleurs. Je ne gagerais pas ma chemise là-dessus.

Cette annonce a certainement été faite en réaction à quelque chose, mais c'est comme si c'était le monde à l'envers. Quelle est la véritable raison expliquant la soudaine prise de conscience sociale du ministre? L'amendement budgétaire néo-démocrate-libéral, qui a été accepté par un gouvernement minoritaire. Sous la menace d'une motion de défiance, le gouvernement a ajouté une disposition prévoyant l'investissement de 100 millions de dollars pour protéger les travailleurs dans l'éventualité d'une faillite.

Les priorités du ministre se sont tout à coup précisées. Le problème existait depuis des années et le ministre est à la Chambre des communes depuis 1988; il a été secrétaire parlementaire particulièrement chargé des petites entreprises en 2003, et il est maintenant ministre du Travail. Pendant toutes ces années, plus de 45 milliards de dollars perçus auprès des employés et des employeurs ont été versés dans les recettes générales, et le ministre veut maintenant remettre une somme dérisoire correspondant à moins du quart de 1 p. 100. Comment...

**Le Président:** La députée de Parkdale—High Park a la parole.

\* \* \*

**LA CONSTITUTION DE LA POLOGNE**

**L'hon. Sarmite Bulte (Parkdale—High Park, Lib.):** Monsieur le Président, je prends aujourd'hui la parole pour rendre hommage aux électeurs canado-polonais de ma circonscription, Parkdale—High Park, qui ont célébré le 3 mai dernier l'anniversaire de la Constitution polonaise, qui date de 1791 et qui est la plus ancienne Constitution rédigée en Europe; dans le monde, une seule autre Constitution est plus ancienne que celle de la Pologne. Cet anniversaire est un événement rassembleur pour les collectivités polonaises de partout au Canada, et du monde entier, celles-ci étant fières de leur tradition de défenseurs de la démocratie et des libertés civiles, non seulement dans leur pays d'origine, mais aussi dans leurs pays d'adoption.

Le 3 mai a été un jour de réflexion et de célébration du patrimoine et des idéaux en matière d'humanisme, de tolérance et de démocratie. La Constitution du 3 mai 1791 est l'instrument qui a donné naissance à la suprématie parlementaire. Elle a aussi procuré aux Polonais un nouvel accès au Parlement. Le Jour de la Constitution est un héritage dont les Canadiens d'origine polonaise sont fiers et la confirmation des libertés et valeurs fondamentales de notre société.

Je suis fière d'offrir mes meilleurs souhaits à l'occasion de cet anniversaire très mémorable.

*Article 31 du Règlement*

[Français]

**LA DICTÉE LAVALLOISE**

**M. Robert Carrier (Alfred-Pellan, BQ):** Monsieur le Président, depuis 20 ans, les villes de Laval, au Québec, et de Laval-en-Mayenne, en France, sont jumelées. L'Association Québec-France de Laval chapeaute ce jumelage.

En mars dernier, l'association tenait sa 10<sup>e</sup> édition de la Dictée lavalloise, qui s'intègre aux activités marquant la Semaine internationale de la francophonie et à la Francofête.

J'ai eu le plaisir de participer à cette dictée qui se donne simultanément dans les deux villes. Cette année, elle est l'oeuvre de Jacques Dreameau, spécialiste de la littérature québécoise.

Les lauréats de 2005 sont Hélène Dupuis-Palomo, participante du niveau « primaire », ainsi qu'Alexandra Lefebvre et Caroline Lafortune, des catégories « secondaire » et « cégep », tandis que Laurier Lapalme a rafflé les grands honneurs pour une troisième année consécutive en remettant un texte avec une seule faute. Pour ma part, j'ai commis quatre fautes. La lecture de la dictée vous permettrait toutefois de m'en excuser.

Je félicite tous les lauréats de cette 10<sup>e</sup> édition de la Dictée lavalloise.

\* \* \*

[Traduction]

**L'ASTHME**

**Mme Françoise Boivin (Gatineau, Lib.):** Monsieur le Président, nous saisissons l'occasion que nous offre la Journée mondiale de l'asthme pour souligner les efforts de l'Association pulmonaire canadienne et des organismes qui s'emploient, à l'échelle mondiale, à améliorer le dépistage et le traitement de cette maladie. Par ailleurs, nous sommes plus déterminés que jamais à sensibiliser le public à ce problème de santé sérieux, surtout chez les enfants.

[Français]

Les coûts associés à l'asthme sont significatifs, que ce soit les coûts médicaux directs ou ceux indirects. L'asthme est un fardeau dans beaucoup de pays, et son importance est suffisante pour en faire une maladie prioritaire en matière d'initiatives gouvernementales de santé.

On estime que l'asthme provoque, à l'échelle mondiale, un décès sur 250.

[Traduction]

Dans l'esprit du thème retenu cette année, « Les besoins non comblés de l'asthme », le gouvernement continuera de travailler avec des organismes tels que l'Association pulmonaire canadienne afin d'aider les Canadiens atteints d'asthme à mieux vivre avec cette maladie.

[Français]

En travaillant ensemble, on peut faire la différence, car quand on ne peut plus respirer, rien d'autre n'a d'importance.

\* \* \*

●(1110)

[Traduction]

**LE PROGRAMME DE COMMANDITES**

**M. Jeff Watson (Essex, PCC):** Monsieur le Président, permettez-moi de lire ce qui suit:

Plus les témoignages devant le juge Gomery sont sinistres,  
Plus on pointe du doigt l'actuel premier ministre.

Il panique à l'idée de mettre sa tête sur le billot.  
Du calme! Il n'a qu'à faire marcher ses doigts, c'est rigolo.

Pour se sentir mieux et reprendre de l'aplomb,  
Il n'a qu'à appeler info-corruption.

Pour Alain Renaud, appuyez sur le un. Sous serment il a parlé  
De discussions entre le premier ministre et Claude Boulay.

Pour Jean Brault, appuyez sur le deux. Il a dû, pour ne pas risquer la déconfiture,  
financer des campagnes libérales et présenter de fausses factures.

C'était le prix à payer  
Pour les commissions et les contrats libéraux à empocher.

Pour Castelli, appuyez sur le trois. Ce sous-fifre et ami du premier ministre  
A vu à ce que Serge Savard profite de l'argent des commandites, c'est sinistre.

Pour Kinsella, appuyez sur le quatre. Une affaire de trafic de marchés  
sur les ordres du premier ministre à Earnsccliffe réservés.

Appuyez sur le cinq pour Gagliano ou sur le six pour Guité,  
Ou pour nous délivrer de ce scandale, de cette calamité,

Appuyez sur le sept. La cavalerie sortira dans l'heure  
Et les escrocs libéraux seront punis par un gouvernement conservateur.

\* \* \*

**L'ENVIRONNEMENT**

**Mme Nancy Karetak-Lindell (Nunavut, Lib.):** Monsieur le Président, le 22 avril, Jour international de la Terre, j'ai participé, en compagnie d'enfants, d'adultes et de personnes âgées d'Iqaluit, à une célébration de la sagesse arctique. Cela se passait sur la mer gelée. De nombreuses personnes en visite dans la capitale de notre territoire, y compris des Américains, se sont joints à nous.

C'était un jour de grand vent et il faisait 20 degrés sous zéro. Nous avons réalisé une image sur la glace montrant l'effet dévastateur du réchauffement planétaire sur les glaces de l'Arctique. L'objectif était de sensibiliser davantage les gens au grave problème des changements climatiques, qui touche l'Arctique et ses habitants, et d'inciter les gens à agir. L'inscription accompagnant l'image était « Arctic Warming Naalagit »; le dernier mot signifie « écouter ». L'événement a été retransmis à la télévision partout dans le monde.

Était présente avec moi Sheila Watt-Cloutier, qui avait été désignée cette semaine-là Championne de la Terre par les Nations Unies. Elle a aussi reçu le prestigieux prix Sophie, décerné par la Norvège, pour ses travaux remarquables dans le domaine de l'environnement, elle qui attire l'attention du monde sur l'effet désastreux du réchauffement planétaire...

**Le Président:** Le député de Burnaby—Douglas a la parole.

\* \* \*

**LE JOUR DE LA VICTOIRE EN EUROPE**

**M. Bill Siksay (Burnaby—Douglas, NPD):** Monsieur le Président, ce week-end, nous célébrerons le 60<sup>e</sup> anniversaire de la victoire en Europe.

*Article 31 du Règlement*

Je suis heureux de rendre hommage aux valeureux soldats qui ont combattu durant la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, nous sommes encore les bénéficiaires de leur sacrifice. Nous nous rappelons de leur courage et de leur immense apport à notre pays.

Cette semaine, les Pays-Bas ont une fois de plus été l'hôte de cérémonies émouvantes exprimant la gratitude des Hollandais envers nos anciens combattants.

Je me joins aux anciens combattants, à leurs familles et à tous les Canadiens pour honorer, à l'occasion de cet anniversaire important, les milliers de soldats qui ont défendu notre liberté, ainsi que leurs camarades morts au combat.

Je veux rendre un hommage tout particulier aux anciens combattants de ma circonscription, Burnaby—Douglas, et à ceux de la filiale 148 de la Légion royale canadienne.

Du fond du coeur, je remercie tous nos anciens combattants.

\* \* \*

**L'ONTARIO**

**Mme Belinda Stronach (Newmarket—Aurora, PCC):** Monsieur le Président, les contribuables ontariens paient des milliards de dollars chaque année et se demandent où sont les services qu'on devrait leur fournir en retour.

Les soins de santé et le transport ont souffert en raison des compressions budgétaires du premier ministre libéral. Les gens perdent des centaines d'heures par année dans leur automobile sur des autoroutes congestionnées, ce qui diminue d'autant leur productivité, parce que le gouvernement libéral n'a pas tenu sa promesse de transférer la taxe sur l'essence aux municipalités pour les services essentiels de transport en commun et le réseau routier.

Le premier ministre du Canada rencontre le premier ministre de l'Ontario demain. J'exhorte le premier ministre du Canada à réduire l'écart grandissant entre, d'une part, les taxes et les impôts payés par les Ontariens et, d'autre part, les services qu'ils reçoivent en retour.

Les Ontariens sont fiers de leur contribution à l'édification d'un Canada fort. Il est grand temps que le gouvernement libéral se mette à réinvestir dans le moteur économique du Canada. Redonnons aux Ontariens leurs services. C'est vraiment le moins qu'on puisse faire.

\* \* \*

[Français]

**L'ÉCLAIRAGE NOCTURNE**

**Mme France Bonsant (Compton—Stanstead, BQ):** Monsieur le Président, je suis heureuse de vous faire part d'un projet original et avant-gardiste qui est en train de se réaliser dans ma circonscription. C'est à Scotstown, où il y a une population de 650 habitants et un budget annuel qui dépasse à peine les 600 000 \$.

Grâce au soutien d'une firme spécialisée en la matière, la municipalité déposait un peu avant les Fêtes, son « plan lumière », c'est-à-dire un modèle innovateur en matière d'éclairage extérieur nocturne en milieu rural.

L'ASTROLab du Mont-Mégantic et la municipalité unissent leurs efforts pour minimiser les impacts indésirables liés à l'utilisation de l'éclairage nocturne, ce qui permet ainsi de créer une des plus importantes réserves de ciel étoilé au monde.

Je rends hommage à Mme Chantal Ouellet, la mairesse, ainsi qu'à son conseil pour l'audace imaginative dont ils font preuve. Je salue aussi les contribuables qui ont accepté d'investir dans le XXI<sup>e</sup> siècle. Bravo à tous et à toutes.

●(1115)

[Traduction]

**LE JOUR DE LA VICTOIRE EN EUROPE**

**Mme Betty Hinton (Kamloops—Thompson—Cariboo, PCC):** Monsieur le Président, il y a trois importantes occasions à signaler pour le dimanche 8 mai.

C'est le 60<sup>e</sup> anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le Jour de la Victoire en Europe marque la fin d'une lutte féroce et sanglante qui s'étira sur presque six années. Un million de jeunes Canadiens ont revêtu l'uniforme pour aider l'Europe à se libérer de la tyrannie nazie, et 45 000 d'entre eux ne sont jamais rentrés au pays.

Le 8 mai est aussi la Fête des mères. À cette occasion, j'aimerais offrir mes meilleurs voeux à toutes les mères, et en particulier aux mères de nos militaires.

Dimanche, les portes du nouveau Musée canadien de la guerre seront ouvertes au public pour la première fois. C'est un bâtiment impressionnant qui regorge d'objets de notre patrimoine militaire, dont nous sommes fiers.

Des milliers d'anciens combattants seront présents lors de l'ouverture du musée et de la commémoration du Jour de la Victoire en Europe. Au nom de la nation reconnaissante, j'aimerais leur exprimer, à tous, notre gratitude.

\* \* \*

**LE BUDGET**

**M. Russ Powers (Ancaster—Dundas—Flamborough—Westdale, Lib.):** Monsieur le Président, dans un passé récent, le chef conservateur a soutenu que son caucus consulterait les Canadiens pour déterminer s'il y avait lieu de provoquer des élections hâtives. Avant même que son caucus ait eu la chance de lui faire rapport, le *Globe and Mail* nous apprenait que le chef de l'opposition avait affirmé, « Il sera très difficile d'adopter le budget avant le dépôt de la motion de censure ». On dirait bien qu'il avait déjà décidé quoi faire bien avant que débute ce simulacre de consultation.

Cette semaine, ses propres députés lui ont exprimé de sérieuses préoccupations quant à la pertinence de déclencher des élections avant que le Parlement n'adopte le budget, mais le chef de l'opposition a fait fi de leurs inquiétudes et a déclaré que le caucus était unanime. Non seulement le chef conservateur ne tient-il pas compte de l'opinion des Canadiens, mais il ignore aussi celle de son caucus.

Le budget de 2005 prévoit des nouveaux fonds considérables pour la défense nationale, l'environnement et les soins de santé, ainsi que pour les enfants et les aînés. De ce côté-ci de la Chambre, nous nous employons à faire fonctionner le Parlement et à travailler pour les Canadiens en adoptant le budget. Voilà ce qu'il convient de faire.

*Questions orales***QUESTIONS ORALES**

[Traduction]

**LES FINANCES**

**L'hon. Rob Nicholson (Niagara Falls, PCC):** Monsieur le Président, vous avez rendu hier une décision au sujet de la motion de mon parti selon laquelle le gouvernement devrait démissionner. Vous avez dit que la motion était recevable et pouvait donc être soumise à la Chambre. Aussi incroyable que cela puisse paraître, le leader du gouvernement à la Chambre a laissé entendre que, même si cette motion était adoptée, son gouvernement était prêt à faire fi de la volonté de la Chambre.

Je ne devrais pas avoir besoin de rappeler à la Chambre que les traditions démocratiques de notre pays ne sont pas un cadeau du Parti libéral. Le premier ministre saisira-t-il cette occasion pour manifester son respect à l'égard des décisions de la Chambre des communes et pour rejeter les remarques du leader du gouvernement à la Chambre?

**L'hon. Anne McLellan (vice-première ministre et ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, Lib.):** Monsieur le Président, ce que je trouve fort intéressant ici, c'est que, l'automne dernier, l'opposition officielle défendait évidemment une définition assez étroite de ce qui constitue une motion de défiance. Et voici que, soudainement, malgré ce que nous semblons trouver dans les règles de procédure et à d'autres endroits, ils sont en faveur d'une définition plus large de ce concept. Selon moi, cela ne fait que nous éclairer sur le penchant naturel de l'opposition officielle pour l'opportunisme politique.

\* \* \*

**LE PROGRAMME DE COMMANDITES**

**L'hon. Rob Nicholson (Niagara Falls, PCC):** Monsieur le Président, c'est ridicule.

Il y a un an, le premier ministre disait: « Il y a une chose que je peux vous promettre, et c'est que je vais changer l'opinion des citoyens à l'égard de leur gouvernement. » Je ne vais certainement pas le contredire à ce sujet.

Hier, nous avons entendu le témoignage sous serment d'un ancien directeur du parti, Michel Béliveau, qui a envoyé des dizaines de milliers de dollars dans des circonscriptions non libérales pour essayer de fausser le résultat des élections de 1997.

Le premier ministre a dit qu'il ne voulait pas d'argent sale. Pourquoi ne commence-t-il pas par discuter de la question avec les députés qui ont bénéficié de cet argent sale et voir à ce que l'argent soit remis aux contribuables canadiens?

**L'hon. Scott Brison (ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Lib.):** Monsieur le Président, encore une fois, les députés d'en face commentent certains témoignages choisis et ne veulent pas que les Canadiens sachent toute la vérité. M. Béliveau a également insisté sur le fait qu'il avait agi seul. Il a dit qu'il n'avait jamais informé les dirigeants libéraux. Il a dit que c'était lui, et personne d'autre.

Je veux être bien clair. Nous, les libéraux, et tous les Canadiens voulons que toute personne coupable soit punie. Nous voulons que la vérité sorte, et c'est pourquoi nous appuyons le juge Gomery, mais nous défendons la réputation de dizaines de milliers de militants au sein de notre parti et de tous les partis politiques partout au Canada.

**L'hon. Rob Nicholson (Niagara Falls, PCC):** Monsieur le Président, ce ne sont pas là des témoignages choisis. Tous les

témoignages présentés depuis un an montrent aux Canadiens, au-delà de tout doute, que tout ce gâchis était une tentative de la part des membres du Parti libéral en vue de s'en mettre plein les poches et de fausser le processus démocratique.

Pourquoi le premier ministre ne s'excuse-t-il pas auprès de tous ces Canadiens honnêtes qui ont participé au processus démocratique et respecté les règles? Pourquoi n'admet-t-il pas une fois pour toutes que tout ce gâchis n'avait rien à voir avec le Canada, mais qu'il visait plutôt à servir les intérêts du Parti libéral?

● (1120)

**L'hon. Scott Brison (ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Lib.):** Monsieur le Président, voici ce que le juge Gomery a dit hier:

[...] il n'y a rien de déshonorant à travailler à une campagne électorale. Malheureusement, la question des commandites a mis en doute, sans raison, la réputation de bien des gens. Les travailleurs de campagne électorale ne sont pas de mauvaises gens. En fait, ce sont de bonnes gens qui participent au processus démocratique.

Le juge Gomery a raison. Bien que nous voulions que les coupables soient punis, les Canadiens ne veulent pas que la réputation de milliers de militants politiques de tous les partis soit salie par les conservateurs et les séparatistes.

**Mme Diane Ablonczy (Calgary—Nose Hill, PCC):** Monsieur le Président, hier, de nouveaux témoignages faits sous serment ont révélé une fois de plus que les libéraux ont acheté les élections avec des fonds illégaux. L'argent a été soutiré aux Canadiens honnêtes et travailleurs et utilisé pour corrompre le système démocratique dont nous avons pu un jour être fiers.

L'achat de votes fait maintenant partie intégrante de la culture libérale et nous voyons que les tractations occultes quotidiennes du gouvernement coûtent des milliards de dollars. N'est-il pas juste de dire que le budget élastique du gouvernement libéral n'est qu'une tactique malhonnête de plus pour se maintenir au pouvoir?

**L'hon. Ralph Goodale (ministre des Finances, Lib.):** Monsieur le Président, le budget du gouvernement du Canada est très solide. Je suis très heureux de dire à la Chambre que, depuis que nous avons équilibré les livres pour la première fois, en 1997, après 27 ans de déficits, nous sommes passés au premier rang des pays du G7 pour le taux de croissance du niveau de vie, la création d'emplois, le taux d'emploi et la réduction de la dette.

Nous sommes le seul pays du G7 qui a un budget équilibré, cela depuis sept ans, et qui aura encore un budget équilibré au cours des cinq prochaines années. Ce n'est pas un budget élastique, mais un budget très solide.

**Mme Diane Ablonczy (Calgary—Nose Hill, PCC):** Monsieur le Président, il y a des libéraux que l'on ne peut pas croire en raison des témoignages d'autres libéraux.

Les libéraux savent maintenant qu'ils n'ont plus un budget légitime. Il s'est désintégré dans un coup monté où une opération de charme servait à camoufler un nid de vipères.

N'est-il pas vrai...

**Des voix:** Oh, oh!**Le Président:** Nous passerons à la question suivante.

La députée de Rivière-du-Nord a la parole.

*Questions orales*

[Français]

**Mme Monique Guay (Rivière-du-Nord, BQ):** Monsieur le Président, à la suite du témoignage de l'ancien président de l'aile québécoise du Parti libéral du Canada, Michel Béliveau, on apprend que le compteur tourne toujours et que le montant de l'argent sale, illégal et libéral ayant servi à des fins électorales atteint maintenant plus de 2 millions de dollars.

Devant ces révélations qui s'accumulent, qu'attend le gouvernement pour créer cette fiducie en faveur de laquelle la Chambre a voté majoritairement le 19 avril dernier?

**L'hon. Scott Brison (ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Lib.):** Monsieur le Président, le parti a été clair: s'il a reçu des fonds inappropriés, il va rembourser les contribuables. Cependant, il n'est pas possible de faire cela sans connaître tous les faits et, pour cela, il faut attendre le rapport du juge Gomery.

**Mme Monique Guay (Rivière-du-Nord, BQ):** Monsieur le Président, c'est avec une attitude comme celle-là que les libéraux vont perdre leur vote de confiance le 18 mai prochain.

Michel Béliveau affirme avoir obtenu, au minimum, une somme de 300 000 \$ d'argent sale de Jacques Corriveau et une autre somme de 121 000 \$ d'Alain Renaud, argent qui a été utilisé à des fins partisans, le tout en violation de la Loi électorale du Canada. Et le compteur tourne toujours.

Est-ce que le gouvernement entend respecter la volonté de la Chambre et créer, dès maintenant, une fiducie pour y déposer l'argent sale des commandites?

[Traduction]

**L'hon. Anne McLellan (vice-première ministre et ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, Lib.):** Monsieur le Président, nous avons dit très clairement que toute somme d'argent versée de façon illicite au Parti libéral sera entièrement remboursée.

De plus, nous avons dit très clairement que toute personne ayant commis des actes répréhensibles à cet égard doit être poursuivie selon la loi dans toute sa rigueur et assumer l'entière responsabilité de tels actes. C'est notre position et je tiens à l'énoncer très clairement.

[Français]

**Mme Pauline Picard (Drummond, BQ):** Monsieur le Président, Michel Béliveau ajoute que Jacques Corriveau n'était pas la seule source de financement « occulte » du Parti libéral du Canada. En 1997, Alain Renaud a aussi fait transiter 50 000 \$ par Groupaction vers le Parti libéral. Comme on peut le constater, le compteur tourne toujours.

Le gouvernement ne pense-t-il pas qu'il devrait porter une attention particulière à ces aveux qui viennent de ses propres rangs, et qu'il est temps qu'il mette tout cet argent sale, illégal et libéral dans une fiducie?

• (1125)

[Traduction]

**L'hon. Scott Brison (ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Lib.):** Monsieur le Président, on a allégué également que le Parti québécois avait encaissé des fonds illicites. De fait, la Commission Gomery a entendu des allégations contre le Parti conservateur, contre le Parti québécois et les partis séparatistes et, effectivement, contre le Parti libéral.

Mais le seul qui tient à aller au fond des choses est le premier ministre puisque les séparatistes et les conservateurs nient toute

responsabilité de leurs partis à cet égard. Si nous allons au fond des choses, c'est parce que nous sommes du côté des Canadiens, qui veulent connaître la vérité.

[Français]

**Mme Pauline Picard (Drummond, BQ):** Monsieur le Président, avec une telle attitude, c'est clair que les libéraux vont perdre le vote de confiance du 18 mai.

Ce n'est pas tout! On apprend du témoignage de Michel Béliveau qu'il faut encore ajouter 63 500 \$, reçus en 1998 de la compagnie personnelle d'Alain Renaud, en plus des 8 000 \$ reçus en argent comptant.

Le gouvernement ne pense-t-il pas qu'il est grand temps de déposer tout cet argent sale en fiducie?

[Traduction]

**L'hon. Scott Brison (ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Lib.):** Monsieur le Président, comme je l'ai déjà dit, le premier ministre a été clair, le gouvernement a été clair et le parti a été clair: toute somme d'argent versée de façon illicite sera entièrement remboursée aux contribuables canadiens.

Ne perdons pas de vue que, dans cette Chambre, il n'y a qu'un seul chef qui défend la justice, qui place son pays avant son parti, qui place ses principes au-dessus de la stratégie partisane et qui est disposé à faire ce qui doit l'être pour aboutir à la vérité. Il s'agit de notre premier ministre, qui se porte à la défense du juge Gomery, dans l'intérêt des Canadiens.

\* \* \*

**LA RÉFORME DÉMOCRATIQUE**

**L'hon. Ed Broadbent (Ottawa-Centre, NPD):** Monsieur le Président, ma question s'adresse à la vice-première ministre. Hier, en Grande-Bretagne, 63 p. 100 des citoyens ont voté contre le gouvernement travailliste, et pourtant, aujourd'hui, avec à peine 3 p. 100 de plus de voix que les conservateurs, le parti de M. Blair forme encore le gouvernement avec une majorité notable.

Étant donné que notre système électoral est calqué sur le système britannique, qu'il a les mêmes racines prédémocratiques et donne les mêmes résultats injustes, la vice-première ministre ne croit-elle pas que nous devrions procéder à une vaste réforme démocratique de notre système électoral maintenant?

**L'hon. Mauril Bélanger (leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes, ministre responsable des langues officielles, ministre responsable de la réforme démocratique et ministre associé de la Défense nationale, Lib.):** Monsieur le Président, dans le discours du Trône, la Chambre des communes a demandé à l'unanimité l'automne dernier qu'un comité du Parlement examine la façon dont les Canadiens pourraient participer au processus de réforme de nos institutions démocratiques, et notamment de notre système électoral. Ce comité prépare son rapport. Le gouvernement lui donnera suite lorsqu'il l'aura reçu, conformément aux souhaits unanimes de la Chambre.

**L'hon. Ed Broadbent (Ottawa-Centre, NPD):** Monsieur le Président, le ministre sait fort bien que les membres libéraux du comité font traîner les choses en longueur depuis le début de cette session du Parlement.

## Questions orales

Comme ce processus de réformes pourrait être lancé et terminé d'ici à la fin de l'année civile en cours, va-t-il discuter avec les membres libéraux du comité pour veiller à accélérer le processus, afin que nous puissions avoir au Canada une réforme électorale d'ici à la fin de cette année civile?

**L'hon. Mauril Bélanger (leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes, ministre responsable des langues officielles, ministre responsable de la réforme démocratique et ministre associé de la Défense nationale, Lib.):** Monsieur le Président, le député et moi-même avons eu des discussions là-dessus. Il sait que le gouvernement cherche sérieusement à procéder à une réforme démocratique, et notamment une réforme électorale.

Le gouvernement ne dicte pas à un comité ce qu'il doit faire, surtout dans ce cas-ci où c'est l'opposition qui détient la majorité au comité. Lorsque le gouvernement aura reçu le rapport, nous suivrons les règles pertinentes, prendrons le rapport en délibéré et agirons dans le respect du Règlement de la Chambre.

\* \* \*

## LE PROGRAMME DE COMMANDITES

**M. Joe Preston (Elgin—Middlesex—London, PCC):** Monsieur le Président, des hauts dirigeants du Parti libéral ont témoigné devant la Commission Gomery. Les Canadiens ont appris que 8 000 \$ d'argent sale avaient été versés à des travailleurs de campagne électorale dans la circonscription de l'ancienne ministre du Patrimoine, Hélène Scherrer, qui est maintenant secrétaire principale du premier ministre. Maintenant que nous savons que le cabinet du premier ministre était impliqué dans le scandale des commandites, quand le premier ministre en a-t-il été informé?

• (1130)

**L'hon. Anne McLellan (vice-première ministre et ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, Lib.):** Monsieur le Président, je veux être absolument claire à cet égard afin que tout le monde saisisse très bien la situation. Mme Scherrer n'avait absolument pas connaissance de l'allégation qui vient d'être faite relativement à sa circonscription.

Nous avons dit clairement que nous rembourserions tous les fonds qui auraient été mal utilisés ou donnés illégalement au Parti libéral.

Je tiens à souligner que Mme Scherrer n'avait absolument aucune connaissance de transactions de ce genre.

**M. James Bezan (Selkirk—Interlake, PCC):** Monsieur le Président, ce sont des aveux faits par des libéraux, pas des allégations. Ces aveux ont été faits sous serment. L'organisateur libéral Michel Béliveau a maintenant confirmé des témoignages au sujet de sacs de papier remplis d'argent...

**Des voix:** Oh, oh!

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît. Le député de Selkirk—Interlake a la parole pour poser une question. Je ne doute pas qu'il apprécie l'aide, mais nous voudrions bien entendre la question.

**M. James Bezan:** Monsieur le Président, l'organisateur libéral Michel Béliveau a maintenant confirmé des témoignages dans lesquels il a été question de sacs de papier remplis d'argent. M. Béliveau a confirmé que 8 000 \$ d'argent sale ont été utilisés pour payer des dépenses d'élection de l'ancienne ministre du Patrimoine, Hélène Scherrer, qui a été battue et qui est maintenant secrétaire principale du premier ministre.

Quand le premier ministre ordonnera-t-il à Mme Scherrer de rembourser cet argent aux contribuables, comme d'autres libéraux ont proposé de le faire?

**L'hon. Scott Brison (ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Lib.):** Monsieur le Président, nous savons déjà ce que les conservateurs ont dit de certains des témoignages. En fait, voici ce qu'ils ont dit il y a quelques mois au sujet du témoignage de Chuck Guité. Le député de Calgary-Sud-Est a dit que la seule personne qui croyait Chuck Guité était Chuck Guité, et que son témoignage n'était pas « crédible ».

Le fait est qu'ils vont choisir les témoignages qui font leur affaire pour étayer leurs arguments partisans étroits, mais voici ce qu'on lit dans le *Globe and Mail* d'aujourd'hui:

Nous n'avons entendu aucun témoignage convaincant au sujet de l'implication de M. Martin dans les faits allégués [...] M. Tremblay ne peut ni confirmer ni nier les allégations puisqu'il est décédé l'automne dernier. Et il est difficile d'imaginer [...]

**Le Président:** Le député de Calgary-Ouest a la parole.

**M. Rob Anders (Calgary-Ouest, PCC):** Monsieur le Président, voilà un bel exemple de manque de crédibilité. La loi du silence qui s'appliquait à l'argent sale des commandites versé aux candidats libéraux du Québec a été brisée. Comme les pistes mènent tout droit au cabinet du premier ministre, que sait exactement le premier ministre et combien de députés d'en face ont reçu la directive de se taire?

Hier, le directeur de l'aile québécoise du Parti libéral a avoué dans son témoignage avoir reçu 300 000 dollars dans des enveloppes brunes de la part d'un ancien organisateur libéral. Il a lui-même empoché 100 000 dollars que contenaient une enveloppe remplie de billets de 20 et de 100 dollars au siège montréalais du parti.

Quand les circonscriptions, qui ont fini par recevoir cet argent sale...

**Le Président:** Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux a la parole.

**L'hon. Scott Brison (ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Lib.):** Monsieur le Président, si le député voulait bien prendre connaissance de la totalité de ce témoignage, il constaterait que M. Béliveau a également dit qu'il n'avait jamais, jamais rien dit aux autres responsables libéraux. Il a affirmé avoir agi seul.

Il est évident que ces députés vont se contenter du témoignage d'une personne à des fins partisans bornées, même si ce témoignage est contredit par d'autres. Quant les Canadiens observent de telles activités à la Chambre, leur sentiment que le juge Gomery fait ce qu'il faut ne peut qu'être renforcé, et c'est pourquoi ils appuient son travail.

**M. Jeremy Harrison (Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill, PCC):** Monsieur le Président, nous avons appris hier de la bouche de l'organisateur libéral Michel Béliveau qu'il a reçu 300 000 dollars des mains de Jacques Corriveau pour financer la campagne libérale lors des élections de 1997. Ces politiciens ont scandalement échangé des enveloppes de billets d'argent appartenant aux contribuables, tout ça au profit du Parti libéral. Au moins cinq des députés ministériels ont été élus dans des circonscriptions qui auraient reçu de cet argent sale, à raison de 60 000 dollars chacune.

Quand le premier ministre remboursera-t-il aux contribuables l'argent que son parti leur a subtilisé?

**L'hon. Scott Brison (ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Lib.):** Monsieur le Président, cela ressemble à une campagne quotidienne de salissage de l'opposition. Hier, c'était Chuck Guité, le saint patron de l'opposition. Aujourd'hui, c'est M. Béliveau.

*Questions orales*

Lorne Gunter, dans l'édition d'aujourd'hui de l'*Edmonton Journal*, affirme ceci au sujet de Chuck Guité:

Guité est loin d'être un témoin crédible et ses assertions contre Martin ne sont pas vraiment des « preuves ». Un amaqueur compulsif comme lui n'est pas un témoin crédible.

Lorne Gunter n'est pas exactement un ami du Parti libéral du Canada. Je prierais les députés d'en face au moins d'écouter ce que dit leur copain Lorne Gunter.

• (1135)

[Français]

**M. André Bellavance (Richmond—Arthabaska, BQ):** Monsieur le Président, la farce a assez duré. Le compteur libéral indique que plus de 2 millions de dollars d'argent sale est allé dans les coffres du Parti libéral, de l'argent sale qui a été utilisé en violation de la Loi électorale du Canada. Devant autant d'indécence, il est temps de mettre cet argent en lieu sûr.

Qu'attend le gouvernement pour mettre en fiducie plus de 2 millions de dollars identifiés jusqu'à maintenant par l'ensemble des témoignages comme ayant servi à garnir la caisse occulte du Parti libéral du Canada?

**L'hon. Scott Brison (ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Lib.):** Monsieur le Président, ce n'est pas une blague; c'est très sérieux. Ce sont cependant des allégations, non pas des faits. Pour connaître les faits, il faut attendre le rapport du juge Gomery.

**M. André Bellavance (Richmond—Arthabaska, BQ):** Monsieur le Président, ce qui est clair, c'est qu'avec cette attitude, les libéraux perdront leur vote de confiance, le 18 mai. Le gouvernement doit se rendre à l'évidence que, contrairement à ses prétentions, il ne s'agit pas d'une affaire limitée à quelques individus. On parle plutôt d'un réseau organisé qui a fait tomber dans la caisse occulte du Parti libéral du Canada plus de 2 millions de dollars.

Qu'attend donc le gouvernement pour prendre ses responsabilités et déposer le tout en fiducie, comme la Chambre lui a ordonné de le faire en avril dernier?

**Des voix:** Oh, oh!

[Traduction]

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît. Les députés semblent plus volubiles que d'habitude. J'espère qu'ils vont faire preuve d'un peu de retenue.

[Français]

Peut-être que l'honorable députée de Drummond pourrait aider son collègue à garder le silence.

L'honorable ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux a maintenant la parole pour répondre à la question.

**L'hon. Scott Brison (ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Lib.):** Monsieur le Président, on avance plusieurs autres allégations. Par exemple, on allègue que le Parti québécois a reçu des fonds inappropriés. Le Bloc convient-il de ce témoignage? Sinon, peut-être devrait-on attendre le rapport du juge Gomery. Pour l'instant, c'est vraiment de la foutaise.

**M. Mario Laframboise (Argenteuil—Papineau—Mirabel, BQ):** Monsieur le Président, la voracité du Parti libéral du Canada semble sans bornes.

Après les révélations des Brault, Béliveau et Corbeil, on apprend que Serge Gosselin a effectué du travail partisan dans le cadre du Congrès libéral de 2000 et que ses services auraient été payés avec

de l'argent sale provenant des commandites. Aucune facture, aucune, n'aurait été transmise au Parti libéral pour son travail.

Que faut-il de plus au gouvernement pour mettre en place une fiducie et commencer à y verser l'argent sale des commandites?

[Traduction]

**L'hon. Scott Brison (ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Lib.):** Monsieur le Président, des allégations de méfaits au sein de l'organisation séparatiste au Québec, du Parti conservateur avant l'arrivée du gouvernement libéral et, évidemment, du Parti libéral, ont été formulées devant le juge Gomery.

Il y a un parti et un seul chef, soit notre premier ministre libéral, qui ont eu le courage de faire directement face à la situation, de faire ce qui s'impose, c'est-à-dire d'aller au fond des choses. J'invite les gens d'en face à faire preuve du même courage. Les Canadiens veulent que nous changions la culture de gouvernance au Canada et ils veulent que nous prenions les mesures appropriées. Seuls le Parti libéral et le premier ministre libéral ont le courage de le faire.

[Français]

**M. Mario Laframboise (Argenteuil—Papineau—Mirabel, BQ):** Monsieur le Président, c'est avec des déclarations comme celles-là que le Parti libéral va perdre son vote de confiance le 18 mai prochain!

Non seulement Gosselin écrivait-il des documents politiques pour le Parti libéral du Canada, mais il a aussi rédigé la biographie d'Alfonso Gagliano, laquelle a été présentée lors d'une soirée qui s'est tenue au buffet de Joe Morselli et qui a été présidée par nul autre que Monsieur activités partisans en personne, l'actuel ministre des Transports.

Est-ce que le gouvernement comprend que la création, maintenant, d'une fiducie est devenue incontournable?

[Traduction]

**L'hon. Scott Brison (ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Lib.):** Monsieur le Président, encore une fois, les députés d'en face parlent d'allégations non prouvées, non fondées. Ils ne parlent pas des faits. Pour connaître les faits, il faut attendre le rapport Gomery.

Cela dit, il est très clair que les séparatistes ne veulent pas que les Canadiens connaissent les faits avant la tenue d'élections. Ils veulent des élections fondées sur des accusations et des allégations délirantes. Ce qui est bon pour les séparatistes est rarement bon pour le Canada; les conservateurs ne doivent pas l'oublier. Nous défendons la vérité, nous défendons les intérêts des Canadiens, nous leur accordons le respect qu'ils méritent et nous allons leur donner la vérité qu'ils méritent.

\* \* \*

• (1140)

#### LES ANCIENS COMBATTANTS

**Mme Betty Hinton (Kamloops—Thompson—Cariboo, PCC):** Monsieur le Président, le gouvernement libéral insulte la mémoire de nos anciens combattants en faisant appel d'une décision judiciaire favorable à deux anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale qui s'étaient vu refuser une indemnité de prisonnier de guerre rétroactive.

Norman Reid et Al Trotter se sont tous les deux distingués par leurs états de service et leur bravoure.

*Questions orales*

Pourquoi le premier ministre continue-t-il de gaspiller l'argent des contribuables pour entreprendre des poursuites à l'encontre d'une décision de la Cour fédérale au lieu d'honorer les obligations du Canada à l'égard de ces anciens combattants?

**L'hon. Joe Fontana (ministre du Travail et du Logement, Lib.):** Monsieur le Président, au moment où nous soulignons ici à la Chambre le 60<sup>e</sup> anniversaire du Jour de la Victoire en Europe et où nous rendons hommage à la bravoure des hommes et des femmes qui ont défendu notre pays et le monde entier, je ne crois pas opportun de me lancer dans une discussion sur des cas particuliers.

Je tiens à assurer à la députée que je ferai part de sa question à la ministre des Anciens Combattants dès qu'elle reviendra de son voyage qui avait justement pour but de rendre hommage à ces femmes et ces hommes courageux.

**Mme Betty Hinton (Kamloops—Thompson—Cariboo, PCC):** Monsieur le Président, je peux assurer au député que j'ai déjà soulevé la question auprès de la ministre et que je n'ai pas obtenu de réponse favorable de sa part.

Une veuve de 81 ans, qui habite à Winnipeg, s'est vu refuser l'indemnité accordée aux anciens combattants ayant souffert des essais chimiques et à laquelle son mari avait droit. Anciens Combattants Canada ne veut pas lui accorder cette indemnité annuelle de 24 000 \$ parce que l'homme qui a été son mari pendant près de cinquante ans n'a pas laissé de testament. Pas de testament, pas d'argent.

Il semble que toutes les excuses sont bonnes quand il s'agit des anciens combattants. Pourquoi la ministre refuse-t-elle cette indemnité à cette veuve de guerre et à toutes les autres qui ont pris soin de ces hommes pendant toute leur vie?

**L'hon. Joe Fontana (ministre du Travail et du Logement, Lib.):** Monsieur le Président, je crois que la députée reconnaîtra que notre gouvernement rend hommage aux anciens combattants en déclarant que l'année en cours est l'Année de l'ancien combattant. Nous avons adopté un nouveau programme pour les droits des anciens combattants. Nous agissons de manière proactive. Nous voulons assurer que les anciens combattants et leur famille obtiennent tout ce à quoi ils ont droit. À titre de gouvernement, nous tenons à travailler en collaboration avec les anciens combattants et leur famille.

\* \* \*

**LES AÉROPORTS**

**M. Andrew Scheer (Regina—Qu'Appelle, PCC):** Monsieur le Président, à cause de l'indécision des libéraux, les aéroports d'un bout à l'autre du pays ont vu leurs loyers portés à des niveaux records. Le ministre des Finances sait depuis des années que la formule du loyer est injuste. Ses attermolements coûtent des millions aux voyageurs. Les contribuables ont déjà payé pour construire les aéroports. Maintenant, des loyers exorbitants font d'eux des victimes d'extorsion.

L'aéroport de Regina a déjà perdu la desserte d'Air Canada et il verra son loyer monter en flèche et atteindre plus d'un demi-million de dollars l'an prochain.

Quand le député de Wascana mettra-t-il fin à l'extorsion, ou peut-être devrais-je plutôt poser la question au nouveau ministre néo-démocrate des Finances?

**L'hon. Ralph Goodale (ministre des Finances, Lib.):** Monsieur le Président, la nature de la question est plutôt loufoque. Le député sait qu'il n'y a pas d'augmentation prévue du loyer dans quelque

aéroport que ce soit au Canada d'ici au 1<sup>er</sup> janvier prochain, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

Le ministre des Transports et moi-même avons travaillé très fort dans ce dossier et nous prévoyons avoir une annonce à faire au cours des prochains jours.

**M. James Rajotte (Edmonton—Leduc, PCC):** Monsieur le Président, en fait, ils ont eu des années pour régler ce problème. Le récent budget fédéral a complètement fait fi des aéroports de partout au pays, en ne leur accordant pas d'aide pour alléger le poids de leurs loyers exorbitants.

À titre d'exemple, l'aéroport d'Edmonton, l'an prochain, verra son loyer grimper de 447 p. 100 pour atteindre 18 millions de dollars. Ces loyers ne sont rien d'autre que des taxes imposées aux voyageurs et à un secteur d'activité qui a du mal à se rétablir.

Pourquoi le ministre des Finances et le ministre des Transports n'ont-ils pas agi pour aider cette industrie en allégeant son fardeau fiscal et pour aider les voyageurs canadiens en réduisant les taxes?

**L'hon. Ralph Goodale (ministre des Finances, Lib.):** Monsieur le Président, je suis très heureux de dire que le ministre des Transports et moi-même avons rencontré pratiquement toutes les administrations aéroportuaires d'un bout à l'autre du pays, y compris celle d'Edmonton. Nous travaillons avec elles à la mise au point d'une solution constructive.

Comme je l'ai indiqué, nous estimons que la formule actuellement en place, qui existe depuis 12 ou 15 ans, est inéquitable. Il faut la corriger. Il doit exister une formule cohérente d'un aéroport à l'autre. Il faut que les loyers diminuent, en comparaison de ce qu'ils sont en vertu de la formule actuelle, et cela va se faire.

\* \* \*

**LES RESSOURCES HUMAINES ET LE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES**

**M. Mario Silva (Davenport, Lib.):** Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences.

De nombreuses organisations communautaires, dont quelques-unes de ma circonscription de Davenport, ont exprimé des inquiétudes au sujet du processus d'appel de propositions de la ministre. Elles font valoir que ce processus ne tient pas compte de la qualité du service qui existe déjà et qu'il cause de l'instabilité, ce qui désavantage énormément les organismes d'aide sociale.

La ministre pourrait-elle nous dire ce qu'elle compte faire pour répondre à ces préoccupations?

● (1145)

**L'hon. Lucienne Robillard (présidente du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ministre des Affaires intergouvernementales et ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, Lib.):** Monsieur le Président, le processus d'appel de propositions a comme objectifs la transparence et l'optimisation des ressources. Je veux qu'il soit bien clair que le secteur bénévole accepte ces principes. Ce qui posait et pose encore problème, c'est la mise en oeuvre du processus.

Nous savons tous que le Comité permanent des ressources humaines se penche actuellement sur la question. Il accomplit un travail très utile. Il est en train de préparer son rapport, et je prendrai connaissance des recommandations.

Qui plus est, nous avons déjà amélioré le processus. J'ai rencontré des représentants du secteur bénévole. Nous espérons être en mesure d'intervenir bientôt.

*Questions orales***LE LOGEMENT**

**Mme Bev Desjarlais (Churchill, NPD):** Monsieur le Président, au moins 250 000 résidences canadiennes sont contaminées par l'isolant Zonolite. Cette substance mortelle contient de l'amiante, qui s'est révélée mortelle pour ceux qui y ont été exposés.

Le gouvernement fédéral a utilisé la Zonolite dans les bases militaires et les collectivités autochtones. Il a également subventionné son utilisation dans le cadre du programme d'isolation thermique des résidences canadiennes, de sorte que des milliers de Canadiens l'ont utilisée pour isoler leurs greniers et leurs murs.

Le ministre s'engagera-t-il aujourd'hui à mettre en oeuvre un programme de retrait dans lequel il divulguera entièrement la présence de la Zonolite dans le cadre de toutes les ventes de maisons bénéficiant d'une hypothèque de la SCHL?

**L'hon. Joe Fontana (ministre du Travail et du Logement, Lib.):** Monsieur le Président, comme je l'ai déjà dit à la Chambre et à bon nombre de députés qui ont soulevé la question, il faut prendre bien soin d'employer les bons termes.

Par exemple, cet isolant ne représente pas un danger pour la santé si on n'y touche pas. Nous avons dit et continuerons de dire aux Canadiens que, s'ils comptent rénover leur maison, ils devraient consulter des professionnels avant de toucher à quoi que ce soit, pour s'assurer qu'il n'y a aucun danger.

Nous continuons de renseigner tous les Canadiens par l'entremise de notre site Web et d'autres organismes pour veiller à ce qu'ils demandent conseil à des professionnels.

**Mme Bev Desjarlais (Churchill, NPD):** Monsieur le Président, le ministre devrait avoir très honte de donner une telle réponse aux Canadiens. Encore une fois, les libéraux feignent d'ignorer une crise qui s'aggrave dans le domaine de la santé. Ce n'est qu'une question de temps avant que nous ne soyons témoins d'autres cancers causés par la Zonolite.

Pourquoi le gouvernement met-il encore une fois en danger la santé et la vie des Canadiens? N'a-t-il rien appris du scandale du sang contaminé?

**L'hon. Joe Fontana (ministre du Travail et du Logement, Lib.):** Monsieur le Président, je le répète, le gouvernement et moi voulons depuis toujours assurer la sécurité des Canadiens. Nous voulons veiller à ce que leurs maisons soient aussi sécuritaires que possible.

Nous avons dit à tous les Canadiens, dans des sites Web et des documents d'information, que, s'ils effectuent des rénovations, ils devraient consulter les professionnels qui devraient connaître leur métier. Nous estimons donc que c'est ce que les Canadiens devraient faire, au lieu de sonner l'alarme, comme le fait la députée. Il est irresponsable d'affirmer que la santé de 250 000 Canadiens est en danger.

\* \* \*

**LES PÊCHES**

**M. Loyola Hearn (St. John's-Sud—Mount Pearl, PCC):** Monsieur le Président, le ministre des Pêches et des Océans sait qu'un conflit majeur existe présentement à Terre-Neuve-et-Labrador, relativement à la pêche au crabe. Il s'agit d'un problème de niveau strictement provincial.

Le ministre va-t-il s'assurer que ses fonctionnaires ont des données à jour en ce qui a trait à l'état des stocks et au problème du crabe à carapace molle, avant de rajuster les dates et de déplacer la saison pour maximiser les avantages pour toutes les personnes concernées?

**L'hon. Reg Alcock (président du Conseil du Trésor et ministre responsable de la Commission canadienne du blé, Lib.):** Monsieur le Président, je veux simplement dire, au nom du ministre des Pêches et des Océans, que celui-ci s'occupe justement de ce dossier aujourd'hui. Je sais qu'il porte un vif intérêt à cette question. Il veut faire son possible pour s'assurer que les personnes qui prennent ces décisions disposent de tous les renseignements dont elles ont besoin. J'ai pleinement confiance qu'il y parviendra.

\* \* \*

**LES RESSOURCES NATURELLES**

**M. Rob Moore (Fundy Royal, PCC):** Monsieur le Président, les efforts flagrants déployés par les libéraux pour acheter des votes partout au Canada prennent des proportions démesurées. Cette semaine, le premier ministre a confirmé avoir donné au ministre responsable du Nouveau-Brunswick des instructions afin de conclure avec cette province une entente particulière pour compenser l'Accord atlantique.

Nous constatons maintenant que le ministre fait marche arrière et qu'il n'avait même pas consulté le ministre des Finances au sujet de cet accord qui, selon le personnel politique, coûtera encore un milliard de dollars aux contribuables. Aucun détail n'a été communiqué quant au projet de dépenser de cet argent que, au dire du ministre des Finances, nous n'avons pas.

Le ministre reconnaîtra-t-il que cela n'a rien à voir avec les besoins du Nouveau-Brunswick et tout à voir avec les prochaines élections?

**L'hon. Ralph Goodale (ministre des Finances, Lib.):** Absolument pas, monsieur le Président. Le premier ministre du Nouveau-Brunswick était ici il y a deux ou trois semaines. Il a eu une excellente discussion avec le premier ministre, au sujet de certains problèmes concernant sa province. L'étude de ces problèmes n'était pas suffisamment avancée pour que nous puissions y donner suite.

En toute logique, le premier ministre a demandé à certains de ses ministres, y compris celui qui représente le Nouveau-Brunswick, de poursuivre l'étude de ces questions et de voir si nous pouvons arriver à une conclusion fructueuse.

\* \* \*

● (1150)

**LES SYNDICATS**

**Mme Joy Smith (Kildonan—St. Paul, PCC):** Monsieur le Président, l'alliance libérale-néo-démocrate est en train d'escroquer le Manitoba. Le gouvernement bafoue le droit des particuliers qui travaillent à l'expansion du canal de dérivation de la rivière Rouge. Les travailleurs de la construction au Manitoba sont obligés de payer 2,91 \$ de l'heure en cotisations syndicales même s'ils ne sont pas syndiqués. Résultat: les coffres du syndicat se gonflent de millions de dollars tandis que ni le projet ni les contribuables n'en tirent profit.

Quand les entreprises de construction manitobaines ont demandé de l'aide au président du Conseil du Trésor, pourquoi ce dernier a-t-il refusé d'agir?

**L'hon. Reg Alcock (président du Conseil du Trésor et ministre responsable de la Commission canadienne du blé, Lib.):** Monsieur le Président, comme c'est souvent le cas à la Chambre, les allégations du député d'en face sont entièrement fausses. Effectivement, le syndicat des travailleurs de la construction m'a demandé de désigner un médiateur.

J'ai travaillé avec le premier ministre de la province et un médiateur a été désigné. Une entente convenable pour tous les intervenants a été conclue, nous permettant ainsi de poursuivre la construction de cet important ouvrage. Certains membres ont refusé de respecter l'entente conclue.

\* \* \*

### LES MARCHÉS PUBLICS

**M. Pierre Poilievre (Nepean—Carleton, PCC):** Monsieur le Président, l'article 14 de la Loi sur le Parlement du Canada stipule que:

Il est interdit à tout sénateur d'être volontairement — directement ou indirectement — partie à un contrat mettant en jeu des fonds publics fédéraux, ou d'y être mêlé d'aucune autre façon.

Le sénateur libéral Massicotte, qui est directeur général d'une entreprise bénéficiant d'un contrat gouvernemental d'une valeur de 100 millions de dollars et qui possède 30 millions de dollars d'actions dans cette entreprise, enfreint la loi. Pourquoi le premier ministre ne lui demande-t-il pas...

**Le Président:** J'ai de sérieuses réserves à propos de cette question. Le député sait qu'il lui est interdit de manquer de respect envers l'autre endroit. Alléguer qu'un autre parlementaire, en l'occurrence de l'autre Chambre, a enfreint la loi est, à mon avis, contraire au Règlement.

[Français]

L'honorable députée de Terrebonne—Blainville a la parole.

\* \* \*

### LE PROGRAMME DE COMMANDITES

**Mme Diane Bourgeois (Terrebonne—Blainville, BQ):** Monsieur le Président, récapitulons un peu: les bénévoles du Parti libéral sont payés avec l'argent sale des commandites; le Parti libéral viole les lois électorales; le Parti libéral donne des contrats aux agences qui, en retour, contribuent grassement au financement du Parti libéral. C'est le scandale de l'argent sale illégal du Parti libéral.

Qu'est-ce que le premier ministre attend pour tenir parole, pour remplir sa promesse et mettre l'argent sale du Parti libéral dans une fiducie, aujourd'hui même, maintenant?

[Traduction]

**L'hon. Scott Brison (ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Lib.):** Monsieur le Président, nous avons également entendu des allégations selon lesquelles le Parti québécois, la filiale provinciale des séparatistes, a obtenu des fonds de manière inappropriée et que ces fonds ont servi à influencer sur l'octroi de contrats à certaines entreprises.

J'exhorte donc les députés à ne pas considérer ces allégations comme des faits et, par souci d'équité pour le Parti québécois, les séparatistes et tous ceux qui sont visés injustement par certaines de ces allégations, à attendre le rapport du juge Gomery. Ce serait la meilleure chose à faire.

[Français]

**Mme Diane Bourgeois (Terrebonne—Blainville, BQ):** Monsieur le Président, il est clair qu'avec une telle attitude, les libéraux perdront leur vote de confiance, le 18 mai.

Par ailleurs, on apprend qu'une militante du Parti libéral du Canada, une certaine Thalie Tremblay, faisait des émissions à la télé-communautaire pour faire la promotion des députés libéraux. Contre toute attente, elle n'était pas payée par le Parti libéral du Canada,

### Questions orales

mais bien par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, par l'intermédiaire de Groupaction.

N'est-ce pas là un autre exemple d'argent sale, illégal, libéral...

**Le Président:** L'honorable ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux a la parole.

**L'hon. Scott Brison (ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Lib.):** Monsieur le Président, encore une fois, le parti a été clair: s'il a reçu des fonds inappropriés, il remboursera les contribuables.

[Traduction]

Ce qui est également clair, c'est qu'il y a eu des allégations contre le Parti québécois, qui n'a pas fait preuve d'autant de sincérité que le premier ministre.

Le Parti québécois devrait faire l'objet d'une enquête. Les activités des séparatistes devraient faire l'objet d'une enquête. Si la vérité intéresse le Bloc, il devrait appuyer le premier ministre et faire la même chose dans sa propre cour.

\* \* \*

• (1155)

### LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**M. David Anderson (Cypress Hills—Grasslands, PCC):** La réalité des choses n'est jamais celle que nous présente le gouvernement: comme nous l'avons vu ce matin, tout ce qu'il fait tourne au scandale.

Cette semaine, nous apprenions que Maurice Strong, bienfaiteur financier et conseiller du premier ministre, est impliqué dans le scandale du programme de pétrole contre nourriture, mais il n'est pas le seul. La Commission canadienne du blé, un organisme gouvernemental, a illégalement arrangé des ventes à ce programme par l'intermédiaire de l'un de ses exportateurs accrédités. Or, on a perdu 30 p. 100 de la valeur du contrat.

Pourquoi le gouvernement a-t-il permis à des organismes publics de participer illégalement à ce programme, qui a lamentablement échoué?

**L'hon. Pierre Pettigrew (ministre des Affaires étrangères, Lib.):** Monsieur le Président, le gouvernement est prêt à répondre aux allégations concernant la Commission canadienne du blé et d'autres organismes. Les conservateurs semblent avoir de la difficulté à rester concentrés. Je me demande bien ce que fait leur service de recherches.

En ce qui concerne le programme de pétrole contre nourriture, je rappelle à la Chambre que cette question relève des Nations Unies. Une enquête est actuellement en cours et nous attendons les résultats. L'opposition semble exploiter toutes les allégations, même celles qui concernent des organismes internationaux, pour peu que cela lui permette—

**Le Président:** Le député de Cypress Hills—Grasslands a la parole.

**M. David Anderson (Cypress Hills—Grasslands, PCC):** Monsieur le Président, les Canadiens sont directement concernés, puisque 30 p. 100 de la valeur du contrat ont été perdus en raison de retards de livraison et de soi-disant transferts à d'autres acheteurs, quels qu'ils soient. Cela sent la corruption. Faudrait-il encore s'étonner que des pertes énormes soient attribuables à des pratiques contractuelles frauduleuses?

*Questions orales*

Comment la Commission canadienne du blé et ses exportateurs ont-ils fait pour perdre huit millions des 23 millions de dollars d'une transaction illégale avec l'Irak?

**L'hon. Reg Alcock (président du Conseil du Trésor et ministre responsable de la Commission canadienne du blé, Lib.):** Monsieur le Président, si j'ai bien compris le député, s'il allègue que la direction de la Commission canadienne du blé, composée d'agriculteurs, a eu recours à des méthodes frauduleuses, je l'invite à répéter cette allégation à l'extérieur de la Chambre, pour que la commission puisse dûment réagir.

\* \* \*

**LA SANTÉ**

**L'hon. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell, Lib.):** Monsieur le Président, l'an dernier, le ministre de la Santé a déclaré que le Canada ne peut être la pharmacie des États-Unis.

Le Congrès américain songe à autoriser la réimportation, du Canada aux États-Unis, de produits pharmaceutiques, ce qui met nos approvisionnements en péril et nous place dans une position de fournisseur. Que fera le gouvernement pour empêcher cette menace de se concrétiser?

**L'hon. Ujjal Dosanjh (ministre de la Santé, Lib.):** Monsieur le Président, le Canada ne peut effectivement pas servir de pharmacie aux États-Unis d'Amérique, principalement parce qu'il pratique un contrôle des prix à l'échelle nationale. Nous avons envisagé toute une série d'options et en avons fait une analyse exhaustive. Je présenterai ces options au Cabinet très bientôt, pour que le gouvernement puisse prendre des mesures à cet égard.

\* \* \*

**LA JUSTICE**

**M. Myron Thompson (Wild Rose, PCC):** Monsieur le Président, récemment l'émission *W-Five* nous apprenait que 15 000 Canadiens font l'objet de condamnations avec sursis. Lorsque les journalistes de l'émission ont demandé de s'entretenir avec le ministre de la Justice au sujet de la détention à domicile, on leur a répondu que le dossier était à l'étude. Quoi de neuf? Et que le ministre était trop occupé avec d'autres dossiers comme le mariage homosexuel et la décriminalisation de la marijuana.

Puisque les crimes graves, comme les meurtres et les viols, ne justifient pas une peine d'emprisonnement, l'emprisonnement serait-il simplement démodé selon le gouvernement libéral?

**L'hon. Paul Harold Macklin (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice et procureur général du Canada, Lib.):** Monsieur le Président, depuis leur instauration en 1996, les condamnations avec sursis sont devenues un élément très important de notre régime de détermination de la peine. Certains cas attirent l'attention des médias sans nécessairement faire l'objet d'un reportage complet et font mauvaise presse aux condamnations avec sursis. Cependant, ces condamnations font partie intégrante de notre système de détermination de la peine. Nous examinons les aspects qui ont suscité des préoccupations pour voir si des améliorations s'imposent.

**M. Myron Thompson (Wild Rose, PCC):** Monsieur le Président, les victimes dans notre pays ont déjà fait mauvaise presse à ces condamnations. Étant donné que de nombreux libéraux pourraient aller en prison dans un avenir rapproché, la détention à domicile serait-elle indiquée? Iront-ils plutôt en prison pour avoir volé l'argent des Canadiens?

● (1200)

**L'hon. Paul Harold Macklin (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice et procureur général du Canada, Lib.):** Monsieur le Président, je viens tout juste de signaler que les condamnations avec sursis sont essentielles dans notre régime de détermination de la peine. À la récente réunion fédérale-provinciale-territoriale des premiers ministres et des ministres de la Justice, la question a été abordée. Un comité spécial établi à cette occasion fera rapport à la Chambre en juin.

\* \* \*

[Français]

**LE PROGRAMME DE COMMANDITES**

**M. Jean-Yves Roy (Haute-Gaspésie—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ):** Monsieur le Président, Benoît Corbeil, l'ex-directeur général du Parti libéral, a déclaré, et je cite: « Il ne fait aucun doute que la Loi électorale au Québec a été violée — moi, c'est mon opinion —, a été violée, voire bafouée. C'est clair que l'argent a joué un rôle, je ne dirais pas majeur, mais essentiel dans ce référendum-là. Ne pas avoir eu les ressources "occultes", je ne suis pas convaincu que nous aurions gagné un référendum. »

Le premier ministre admettra-t-il, devant l'évidence, que non seulement l'argent sale a servi à trois élections, mais aussi à un référendum et que les libéraux s'apprentent à...

**Le Président:** L'honorable vice-première ministre et ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile a la parole.

[Traduction]

**L'hon. Anne McLellan (vice-première ministre et ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, Lib.):** Monsieur le Président, je répète que, si des fonds ont été détournés, ils seront remboursés au complet. De plus, je tiens à ce qu'il soit bien clair que, si des gens ont commis des actes illégaux, ces gens devront être punis avec toute la rigueur de la loi. Ils doivent accepter la responsabilité de leurs méfaits. En fait, c'est une des raisons pour lesquelles le premier ministre a mis la Commission Gomery sur pied, pour que nous puissions savoir ce qui s'est passé et pour que ceux qui ont posé des gestes répréhensibles soient punis.

\* \* \*

**LES GARDERIES**

**Mme Bonnie Brown (Oakville, Lib.):** Monsieur le Président, un des principaux engagements que notre gouvernement a pris envers les Canadiens, c'est la création d'un programme national de garderies inclusif, universel et axé sur le développement de l'enfant. Le gouvernement peut-il dire à la Chambre où en sont les discussions sur la question avec l'Ontario?

**L'hon. Joe Fontana (ministre du Travail et du Logement, Lib.):** Monsieur le Président, tout d'abord, je tiens à remercier la députée d'Oakville pour son travail acharné en tant qu'ancienne présidente de notre groupe parlementaire sur les programmes sociaux. Aujourd'hui, le ministre du Développement social a signé un accord historique sur les garderies avec l'Ontario. C'est le troisième accord du genre, les deux premiers ayant été signés la semaine dernière avec la Saskatchewan et le Manitoba.

Nous tenons la promesse que nous avons faite aux Canadiens d'offrir des garderies de qualité, universelles, accessibles et abordables afin que les gens...

**Le Président:** Le député d'Argenteuil—Papineau—Mirabel invoque le Règlement.

*Affaires courantes*

[Français]

**RECOURS AU RÈGLEMENT**

LA PÉRIODE DES QUESTIONS ORALES

**M. Mario Laframboise (Argenteuil—Papineau—Mirabel, BQ):** Monsieur le Président, je voudrais faire un rappel au Règlement. En réponse à ma question, le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux a dit que ce qui est bon pour le Canada n'est pas bon pour les séparatistes du Québec.

Je voudrais que ce soit bien clair. C'est une offense envers tous les souverainistes de la province de Québec qui, justement, viennent de terminer de payer leurs impôts le 2 mai dernier. Les souverainistes du Québec ont contribué et contribuent encore à ce Canada. Le Bloc québécois a toujours été un exemple en cette Chambre et il a toujours défendu les intérêts des Québécoises et des Québécois...

● (1205)

**Le Président:** Je reconnais que l'honorable député d'Argenteuil—Papineau—Mirabel a sans doute un bon sujet de débat, mais je ne crois pas que ce soit un recours au Règlement. Souvent en Chambre, nous avons eu des réponses comme celle-là à des questions du même genre. On s'habitue à cela et il n'y a pas, à chaque fois, un recours au Règlement. C'est plutôt une question de débat.

L'honorable députée de Laval sur un autre recours au Règlement?

**Mme Nicole Demers (Laval, BQ):** Monsieur le Président, le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux a indûment insulté tous les Québécois et toutes les Québécoises en cette Chambre, ce matin. Tous les jours, toutes les personnes souverainistes sont insultées et il continue de dire, jour après jour, que le Parti québécois a profité de l'argent sale et que nous devrions le...

**Le Président:** À l'ordre! Lorsque le Président se lève, les honorables députés doivent s'asseoir et cesser leur présentation.

À mon avis, il s'agit d'un sujet de débat. Nous avons des désaccords concernant les questions et les réponses pendant la période des questions orales, mais le fait d'entamer un débat sur les points soulevés durant la période des questions orales ne constitue pas recours au Règlement.

**AFFAIRES COURANTES**

[Traduction]

**LOI AUTORISANT LE MINISTRE DES FINANCES À FAIRE CERTAINS VERSEMENTS**

**L'hon. Ralph Goodale (ministre des Finances, Lib.)** demande à présenter le projet de loi C-48, Loi autorisant le ministre des Finances à faire certains versements.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

\* \* \*

[Français]

**LES COMITÉS DE LA CHAMBRE**

PROCÉDURE ET AFFAIRES DE LA CHAMBRE

**L'hon. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell, Lib.):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, le 36<sup>e</sup> rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre.

Conformément à son ordre de renvoi du vendredi 25 février 2005, le comité a examiné le crédit 15, sous la rubrique Conseil privé, du Budget principal des dépenses pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2006, moins le montant attribué à titre de crédit provisoire, et il en fait rapport.

\* \* \*

[Traduction]

**LE CODE CRIMINEL**

**M. Art Hanger (Calgary-Nord-Est, PCC)** demande à présenter le projet de loi C-378, Loi modifiant le Code criminel (crimes violents).

—Monsieur le Président, je suis heureux de présenter de nouveau ce projet d'initiative parlementaire, en vertu duquel quiconque est reconnu coupable pour la deuxième fois d'une infraction avec violence doit être condamné à l'emprisonnement à perpétuité; autrement dit, il n'y aurait pas de troisième chance. Ainsi, ces criminels ne pourraient plus jamais faire de mal à personne.

Les Canadiens méritent de se sentir en sécurité à la maison, dans la rue et dans leur collectivité. Bref, les Canadiens veulent vivre dans un pays où ils ne doivent pas regarder constamment par-dessus leur épaule pour voir si quelqu'un les suit.

Ce projet de loi fait savoir sans équivoque aux auteurs de crimes violents que, s'ils sont déclarés coupables une deuxième fois, ils seront sous les verrous très, très longtemps.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

● (1210)

**Le Président:** La présidence a reçu deux avis de motions. La députée de Calgary—Nose Hill a une motion à présenter. Je la prierais d'indiquer à la Chambre de laquelle il s'agit.

**Mme Diane Ablonczy:** Monsieur le Président, je souhaite proposer l'adoption du quatrième report du Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration.

**Le Président:** Le député de Glengarry—Prescott—Russell souhaite également proposer une motion. Pourrait-il nous indiquer quel numéro elle porte?

**L'hon. Don Boudria:** Monsieur le Président, la motion que je propose que nous débattions dans l'immédiat porte le n<sup>o</sup> 40.

**Le Président:** Nous entendrons d'abord la députée de Calgary—Nose Hill.

\* \* \*

**LES COMITÉS DE LA CHAMBRE**

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

**Mme Diane Ablonczy (Calgary—Nose Hill, PCC):** Monsieur le Président, je propose que le quatrième rapport du Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration, présenté le jeudi 17 février 2005, soit adopté.

*Affaires courantes*

Le Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration a été fort occupé au cours du dernier mois. Il s'est déplacé dans plusieurs régions du pays pour connaître les avis de divers groupes de Canadiens au sujet de la citoyenneté, du parrainage d'un parent et des services d'établissement. Le comité permanent a demandé au gouvernement, allant même jusqu'à l'exhorter et l'implorer, de proposer un projet de loi en matière de citoyenneté qui permettrait de corriger certaines des lacunes et des injustices manifestes qui caractérisent la loi actuelle sur la citoyenneté. Cependant, le gouvernement ne l'a pas fait.

La journée d'hier a été historique en ce sens que l'on a adopté un projet d'initiative parlementaire, qui a également reçu la sanction royale. Voilà cinq ou six ans que le Parti conservateur présentait ce projet de loi d'initiative parlementaire, qui finissait toujours par mourir au *Feuilleton* au déclenchement d'élections. L'adoption de la mesure a été une occasion de réjouissances puisque, grâce à elle, le Parti conservateur rétablissait dans leur citoyenneté des gens que j'appelle les Canadiens perdus.

Les Canadiens perdus sont des Canadiens qui, sans en avoir connaissance dans bien des cas, ont perdu leur citoyenneté canadienne parce que leur père a décidé de prendre la citoyenneté d'un autre pays durant une certaine période. À cause de l'action du père qui, dans certains cas, était absent de la famille, et qui agissait certainement sans avoir consulté ses enfants canadiens, ces derniers ont perdu leur citoyenneté canadienne.

Certaines personnes sont même nées au Canada et y ont passé toute leur vie, mais lorsqu'elles font la demande d'un passeport pour voyager, elles sont renversées et horrifiées de se faire dire qu'elles n'ont pas la citoyenneté canadienne. Nombre d'entre elles se sont réunies pour former une association et faire pression afin que cette injustice soit reconnue et corrigée.

Jusqu'au dernier jour, le gouvernement libéral s'est refusé à faire justice à ces personnes. Il a tenté d'amender et de bloquer le projet de loi. Cependant, l'opposition avait les votes nécessaires et nous avons pu contrecarrer le gouvernement et faire corriger cette injustice. Aujourd'hui, de nombreux Canadiens se réjouissent; leur citoyenneté, dont ils avaient été dépouillés à tort et indépendamment de leur volonté, sera rétablie lorsqu'ils en feront la demande.

Depuis au moins une décennie, la mauvaise gestion des libéraux a fait naître de nombreux problèmes dans le système d'immigration. Parmi ceux-ci, le plus important est la reconnaissance des titres de compétence et de l'expérience acquis à l'étranger. Permettez-moi de raconter à la Chambre l'histoire de l'un de mes électeurs qui illustre trop bien ce fait.

Il s'agit d'un Sud-Américain qui détient deux maîtrises, l'une en sciences et l'autre en éducation. Il a enseigné l'anglais comme langue seconde pendant de nombreuses années en Amérique du Sud. Il parle un anglais impeccable. Il avait pris la décision de se donner une nouvelle vie et d'explorer de nouveaux horizons au Canada. Lorsqu'il s'est présenté à la mission canadienne dans son pays, il s'est fait dire qu'il était exactement le genre d'immigrant que souhaitait le Canada, lui qui était très scolarisé, parlait couramment l'anglais, était jeune, avait de l'ambition et une jeune famille. On lui a dit que le Canada lui ouvrirait les bras. Lui et sa femme ont vendu la propriété et les biens qu'ils possédaient en Amérique du Sud et sont venus au Canada avec leurs trois enfants. Ils entretenaient beaucoup d'espoirs et s'attendaient à être chaleureusement accueillis.

Cet électeur, qui détient donc deux maîtrises, a postulé une tâche d'enseignant, métier qu'il avait pratiqué pendant de nombreuses années en Amérique du Sud. On lui a dit qu'il ne pouvait pas

enseigner au Canada sans un brevet d'enseignement. On l'a donc dirigé vers l'association des enseignants pour l'obtenir. À celle-ci, il a présenté le relevé de ses notes et ses titres de compétence. Il s'est alors fait dire qu'il devait retourner à l'université pendant au moins deux ans pour obtenir l'équivalent canadien d'un brevet d'enseignement.

● (1215)

Cet homme, qui a deux maîtrises, s'est fait dire qu'il devait retourner à l'université pendant deux ans. Quel choc! Avant d'immigrer au Canada, il ne se doutait pas que cela se passerait ainsi.

Un homme qui commence une nouvelle vie au Canada, qui a une femme, deux enfants et pas d'économies, n'a pas les moyens financiers d'aller étudier deux ans et d'assumer des frais de scolarité élevés afin de pouvoir enseigner dans son domaine. Ce résidant de ma circonscription, qui détient deux maîtrises et a eu une longue et distinguée carrière d'enseignant dans son pays d'origine, travaille à remplir des distributeurs automatiques pour subvenir aux besoins de sa famille. N'est-ce pas un exemple parfait de la mauvaise gestion du système par les libéraux?

Dans leur premier discours du Trône en 1994, peu de temps après avoir pris le pouvoir, les libéraux ont promis, la main sur la poitrine, de prendre des mesures pour résoudre le problème lié aux titres de compétence.

Dix ans ont passé et les libéraux n'ont rien fait. Le Conference Board du Canada a estimé que l'économie canadienne perdait au moins 5 milliards de dollars annuellement à cause du sous-emploi et du chômage chez les nouveaux arrivants compétents.

Une étude réalisée l'an dernier par Statistique Canada a indiqué que les immigrants arrivés récemment étaient jusqu'à trois fois plus susceptibles que les non-immigrants d'avoir un faible revenu. Cette étude a révélé une croissance de la proportion de personnes à faible revenu chez les immigrants. Tout cela sous la gouverne des libéraux. Quel triste bilan! Ces personnes devraient pouvoir s'attendre à mieux du gouvernement du Canada et d'un pays qui affirme faire bon accueil aux immigrants compétents.

Le parrainage en vue de réunir des familles représente un autre problème grave pour les nouveaux immigrants. Lorsqu'ils arrivent au Canada, on leur dit que les parents et grand-parents vieillissants qu'ils ont laissés derrière et les autres membres de leur famille seront les bienvenus au Canada. On leur dit qu'ils peuvent présenter une demande pour faire venir au Canada les membres de leur famille dont ils ont la charge, afin qu'ils puissent s'en occuper et être avec eux. De nombreux travailleurs compétents considèrent le Canada comme une destination de choix pour cette raison.

Or, on constate que les libéraux ne disent pas la vérité aux gens, notamment en ce qui concerne le traitement des demandes de parrainage de parents et grand-parents vieillissants. En fait, le gouvernement libéral a secrètement cessé de traiter ces demandes.

*Affaires courantes*

Quel abus de la confiance, des gens qui ont fait une demande de bonne foi pour que leurs parents et leurs grands-parents viennent ici au Canada, de manière à ce que leur famille s'occupe d'eux. En fait, non seulement cet arrêt du traitement des demandes était secret, mais dans le site web, là où le gouvernement donne les délais de traitement, on indiquait le délai de traitement passé, même si aucune demande n'était plus traitée, plutôt que de dire honnêtement que le traitement des demandes prendrait des années, si jamais elles finissaient par être traitées.

Des gens avaient fait une demande en toute bonne foi et avaient versé des sommes d'argent pour parrainer leurs parents et leurs grands-parents. Dans certains cas, il leur a fallu travailler dur, en tant que jeunes familles aux prises avec les difficultés de la vie, pour amasser de l'argent en vue de pouvoir faire venir leurs parents au pays et de leur faire honneur en s'occupant d'eux au cours de leur vieillesse. Pourtant, les libéraux ont mis fin à ce programme sans le dire à personne. L'État recevait encore de l'argent des gens, mais ne traitait pas les demandes. Quelle honte!

Les parents et les grands-parents provenant de Mexico, de Santiago, de São Paulo et de La Havane ont pu émigrer assez rapidement. Mais pour les parents et les grands-parents arrivant de Beijing, de Hong Kong, de Séoul et de Taipei, les délais ont été 10 fois plus longs. Pourquoi, sous la direction des libéraux, des nouveaux arrivants doivent-ils subir des iniquités et des disparités pareilles, eux qui devraient pourtant être traités dans l'égalité, la justice et l'équité?

• (1220)

À certains endroits à l'étranger, les parents et les grands-parents doivent attendre 15 ans avant de recevoir un visa d'immigrant. Est-ce qu'on a averti les gens de ce délai lorsqu'ils ont présenté leur demande? Absolument pas. Quel abus de confiance de la part du gouvernement libéral! Ce n'est que récemment, lorsque le chat est sorti du sac, qu'on a annoncé tout d'un coup que les choses allaient changer.

Cependant, ces changements vont mettre du temps à se produire. Les limites sont déjà établies pour l'année prochaine, et les ressources n'ont pas été affectées. En fait, depuis que les libéraux ont pris le pouvoir en 1994, les recettes du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration ont plus que doublé en raison des frais et des autres sommes d'argent qui sont exigés des nouveaux arrivants. Pourtant, le nouveau budget ne prévoit pas un sou de plus pour ce ministère. Le gel des crédits du ministère a entraîné des réductions des services année après année. On ne fait plus aucun traitement des demandes en personne. Nous avons maintenant des systèmes centralisés d'appels et des centres de traitement des demandes qui, dans bien des cas, n'ont pratiquement aucun lien avec les communautés et les régions qu'ils doivent servir. Des bureaux à l'étranger ont été fermés.

Le nombre d'agents de Citoyenneté et Immigration Canada à l'étranger a été réduit de 35 p. 100, d'un tiers, et ce, au moment où nous disons vouloir prendre des mesures pour accueillir de nouveaux arrivants qualifiés au Canada.

Le pourcentage d'entrevues a été réduit considérablement. Tout cela se passe sous l'administration libérale, qui ne réinvestit pas les deniers provenant du système d'immigration afin d'aider les personnes que nous disons vouloir accueillir au pays. C'est une tromperie et c'est honteux!

La mise en place de programmes d'établissement et de soutien pour les nouveaux arrivants accuse aussi un retard important. Il y a un problème à court terme et il y a eu des changements dans le

financement. Un grand nombre de fournisseurs de services d'établissement, qui sont en place depuis des décennies, doivent consacrer énormément de temps à élaborer des propositions complexes, au lieu de tout simplement fournir les services requis aux nouveaux arrivants.

À mon avis, ce qui est le plus triste, c'est le traitement réservé aux enfants des nouveaux arrivants. Ces enfants ont des besoins spéciaux. Ils n'ont souvent pas les connaissances linguistiques requises, parce qu'ils ne viennent pas de pays où l'anglais est parlé. Un grand nombre d'entre eux souffrent du syndrome de stress post-traumatique, parce qu'ils viennent de régions ravagées par la guerre et les conflits. En outre, l'écart qui existe entre les valeurs familiales des nouveaux arrivants et la culture canadienne peut parfois être très difficile à concilier pour les enfants et leurs parents.

Les problèmes liés à l'acceptation par les pairs entraînent aussi de graves difficultés sociales chez certains enfants. Pourtant, le gouvernement fédéral ne s'est guère préoccupé des besoins de ces enfants et il a refilé le problème aux municipalités et aux conseils scolaires locaux, sans établir un partenariat solide et efficace afin de s'assurer que les enfants des nouveaux arrivants aient accès aux services d'intégration dont ils ont besoin pour réussir.

Très souvent, les enfants des nouveaux arrivants sont le lien par lequel leurs parents découvrent la culture du pays, parce que les jeunes apprennent plus facilement une nouvelle langue. Plus les enfants des nouveaux arrivants ont de la difficulté à s'adapter, à s'intégrer et à se faire accepter dans leur nouveau milieu, plus les choses sont difficiles pour l'ensemble de la famille. C'est là un gros problème dont le gouvernement ne se préoccupe guère.

Nous avons des services d'établissement qui ne répondent tout simplement pas adéquatement aux besoins. Nous avons des fournisseurs de services d'établissement qui viennent devant le comité pour lui faire part de tous les problèmes auxquels ils sont confrontés. Ceux-ci se plaignent constamment du fait que l'obligation de présenter fréquemment de longues propositions de financement exige beaucoup de leur temps et ce, même dans le cas de ceux qui ont déjà fait leurs preuves.

• (1225)

Par ailleurs, le fait que le financement fédéral soit à court terme, habituellement pour une durée de six mois à un an, rend la planification à long terme pratiquement impossible. Les retards dans l'octroi des fonds sont aussi un problème. En attendant que le gouvernement fédéral débloque des fonds, le fournisseur de services d'aide à l'établissement ne peut aller de l'avant et dispenser les services nécessaires.

De plus, le financement est accordé à la province où l'immigrant s'est établi en premier, mais souvent, les nouveaux arrivants déménagent ailleurs. Le nouvel endroit où ils s'établissent ne reçoit rien pour dispenser les services nécessaires. Il y a énormément de problèmes au chapitre du financement.

Nous savons aussi que les services dispensés par Citoyenneté et Immigration Canada suscitent énormément de mécontentement. Je tiens toutefois à préciser que les excellents fonctionnaires qui travaillent dans ce secteur ne sont pas en cause ici. Ils sont tout simplement à court de ressources pour faire le travail qu'on exige d'eux. Leur tâche s'est de plus en plus alourdie à cause de la médiocrité de l'administration et des politiques d'Ottawa, et le moral des troupes s'en ressent.

*Affaires courantes*

Comme les députés ont pu le constater, la gestion du système présente énormément de problèmes. De plus en plus de nouveaux arrivants ou d'usagers frustrés se rendent au bureau de leur député. Les députés constatent quant à eux qu'ils ont de plus en plus de mal à savoir où en sont les dossiers ou les demandes des habitants de leur circonscription et, partant, à leur venir en aide.

Le délai de traitement des demandes est plus long. Le nombre de demandes est à la hausse, mais privés des ressources pour gérer cela, les centres d'appels qui sont censés aider les gens ont davantage de problèmes. Une fois que la personne réussit à parler à quelqu'un, parfois après des heures, voire des jours, l'information qu'on lui communique est parfois inexacte. Le système mis en place par le ministère est plongé dans la confusion la plus totale. C'est honteux, compte tenu des sommes faramineuses que cela coûte au Canada et du prix à payer pour les nouveaux arrivants, sur le plan humain. Ce programme du ministère est extrêmement désorganisé.

Lorsque j'ai été élue à cet endroit pour la première fois en 1993, à peu près 20 p. 100 de mon travail concernait des dossiers d'immigration, cette proportion étant maintenant passée à au moins 70 p. 100. Pour de nombreux députés de Toronto, Montréal et Vancouver, où la majeure partie des nouveaux arrivants arrivent d'abord, la charge de travail attribuable à ces cas est encore plus lourde. Lorsque les problèmes sont transférés aux bureaux des députés parce que le ministère ne dispose tout simplement pas des ressources nécessaires, cela en dit long sur son incompétence.

Ce n'est pas un problème à caractère sectaire. Je sais que tous les députés partagent ces préoccupations, car j'ai étudié ce dossier avec des députés de tous les partis. Tous reconnaissent que le système est mis à rude épreuve et qu'il subit beaucoup de pressions.

Le Parti conservateur a bien hâte de pouvoir, si les électeurs votent pour lui, réparer certains des défauts du système. Nous venons tout juste de terminer plusieurs semaines de consultations auprès de groupes culturels et de fournisseurs de services d'immigration d'un bout à l'autre du pays, qui nous ont permis de déterminer quels sont les changements les plus pressants qu'il faut apporter au système d'immigration. Nous voulons que le Canada dispose d'un système d'immigration bien géré et accueillant, un système qui s'attirera le respect et la confiance des nouveaux arrivants et des pays sources pour l'immigration, un respect qui a été perdu à cause de la mauvaise gestion libérale.

Nous estimons qu'il y a tant à faire dans cet important secteur de la politique d'intérêt public canadienne. L'immigration contribue à l'édification du Canada en y attirant des gens énergiques, enthousiastes et fiers venant de partout dans le monde pour construire cette grande nation qui est la nôtre. Toutefois, nous avons un ministère de l'Immigration qui a manqué de ressources et dont la politique n'est pas honnête envers les nouveaux venus, comme en témoigne la suppression en catimini du traitement des demandes des parents et des grands-parents.

Nous avons un ministère où les services sont fournis dans la confusion. Nous avons un ministère qui gère mal la question des compétences, où des nouveaux venus qui sont des travailleurs qualifiés exercent des emplois qui n'ont rien à voir avec leurs compétences et ne parviennent donc pas à faire profiter le pays de leur plein potentiel. Nombre d'entre eux sont des médecins ou ont acquis une autre formation professionnelle, mais ils ne peuvent pas apporter au Canada la contribution qu'ils avaient espéré faire.

• (1230)

Nous devons améliorer le système. J'ai hâte que le Parti conservateur ait l'occasion de le faire.

**M. Paul Szabo (Mississauga-Sud, Lib.):** Monsieur le Président, je vois qu'il y a un plusieurs personnes qui aimeraient poser des questions et je vais donc être bref. Hier, le Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires a eu le plaisir d'examiner la nomination de Mme Moya Greene au poste de présidente-directrice générale de Postes Canada.

Le processus de nomination a été établi par le Conseil du Trésor. Il prévoit la création par le conseil d'administration d'un comité de mises en candidature, la publication des renseignements pertinents dans tous les grands journaux du Canada, un examen approfondi et la définition des critères. Le Conseil du Trésor a établi la marche à suivre. C'est la deuxième fois que nous suivons ce processus. La première fois, c'était en fait pour le président du conseil d'administration de Postes Canada, et les critères dans ce cas-là sont également définis.

À la lecture du quatrième rapport, je me rends compte que le comité a principalement recommandé que les comités permanents desquels relèvent ces nominations devaient faire tout cela et revoir les critères. Les critères déjà établis par le Conseil du Trésor prévoient la tenue d'un processus de recrutement professionnel en vue de la production de tous ces documents pour que les critères soient le mieux définis possible.

Cela dit, j'aimerais que la députée nous dise si le comité qui a fait cette recommandation avait pris connaissance des directives du Conseil du Trésor et s'il était d'avis qu'il était raisonnable que les comités permanents soient obligés de le faire pour les milliers de nominations qui seraient visées par ces directives plutôt que d'avoir tout simplement la possibilité de décider d'effectuer un examen.

**Mme Diane Ablonczy:** Monsieur le Président, vu les témoignages présentés à la Commission Gomery au sujet d'irrégularités dans le processus de nomination, je me dois de signaler au député qu'une surveillance accrue s'impose indéniablement. Les députés ont l'obligation absolue de veiller à ce que notre système soit transparent, ouvert et équitable. Je crois qu'il convient de faire tout ce qu'on peut.

Le premier ministre avait promis, durant la course à la direction de son parti, que le processus de nomination serait plus ouvert. Or, une fois au pouvoir, il a complètement changé son fusil d'épaule, comme nous avons pu le constater. En effet, les nominations sont faites, examinées après coup, sans qu'on puisse y faire grand-chose, puis entérinées. Même devant l'opposition de la Chambre, qui a voté contre la nomination de M. Glen Murray à l'Office d'examen des répercussions environnementales, le premier ministre a fait comme si de rien n'était.

Quel dommage pour notre démocratie! Je pense qu'il faut améliorer le processus d'examen.

• (1235)

**L'hon. Rob Nicholson (Niagara Falls, PCC):** Monsieur le Président, je tiens à féliciter la députée de Calgary—Nose Hill. Je crois qu'elle vient de nous donner le meilleur résumé de la situation, y compris des problèmes et des défis, qu'il m'ait été donné d'entendre depuis longtemps. Je ne peux m'empêcher de penser qu'en 20 minutes, elle a couvert beaucoup de matière et a très bien présenté à la Chambre quelques difficultés auxquelles nous devons nous attaquer.

*Affaires courantes*

J'aimerais qu'elle nous parle un peu de la question de la réunification des conjoints. Une chose qui m'a énormément troublé depuis que je suis député, c'est le grand nombre de gens qui viennent me dire qu'ils essaient de faire venir leur conjoint au Canada, des États-Unis dans la majorité des cas, mais ne réussissent pas à faire traiter leur dossier.

J'ignore si cela est attribuable à un manque de ressources. Je crois que c'est le cas. Il ne suffit pas d'avoir une politique, encore faut-il avoir les ressources pour la mettre en oeuvre. Je crois que c'est là que se situe le noeud du problème.

Dans la région de Hamilton et Niagara, lorsque nous téléphonons pour nous informer au sujet de tels cas, les fonctionnaires nous disent qu'ils viennent tout juste de commencer à examiner les demandes de juin 2003. J'espère que la situation n'est pas la même dans tout le Canada, mais je crois bien que c'est pareil partout et, grands dieux, nous ne sommes pas sur cette terre pendant des centaines d'années. Les gens veulent vivre leur vie. Il est exaspérant pour moi, en tant que député, de constater que le traitement des demandes qui remontent à deux ans n'est pas encore commencé. Il est très difficile d'expliquer ce qui se passe aux gens.

Il y a une chose que je voudrais voir, aussi courte que soit la vie du gouvernement actuel...

**Une voix:** Très courte.

**L'hon. Rob Nicholson:** Mon collègue dit « très courte » et c'est probablement le cas, mais peu importe la durée du gouvernement, il devrait examiner la situation, trouver les ressources et faire ce qu'il y a à faire.

S'il faut un nouveau gouvernement dont ferait partie la députée de Calgary—Nose Hill, je sais qu'elle s'occuperait de ce dossier et qu'elle verrait à ce que les ressources soient là. À mon avis, le problème est très sérieux. Je me demande si la députée peut nous parler un peu de la situation.

**Mme Diane Ablonczy:** Monsieur le Président, mon collègue a raison. Même après qu'on a constaté que le mariage est authentique et qu'il ne fait pas de doute que deux personnes sont mariées et que leur union est légale et solide, il peut s'écouler un an, et souvent davantage, avant qu'un des conjoints soit autorisé à venir rejoindre l'autre ici au Canada.

Et quelle angoisse cela cause au conjoint canadien lorsque son partenaire ne peut venir le rejoindre au Canada. Un de mes électeurs a épousé une femme. Il a fallu à cette dernière attendre deux ans avant d'être autorisée à venir au Canada. De toute évidence, le mariage était authentique. Cet homme faisait les cent pas devant ma porte. Il était tellement en colère, enragé et angoissé du fait de sa séparation d'avec sa femme. Il lui a rendu visite aussi souvent que possible et, en fait, il a épuisé les économies et les ressources de la famille parce qu'ils tentaient de passer autant de temps ensemble que possible. Pourquoi? À quoi ça sert?

Cela tient simplement au fait que les ressources nécessaires au règlement de cette situation d'une manière humanitaire ne sont pas disponibles. Ce n'est absolument pas comme cela qu'on gère un système. Cela cause aux gens des peines et des pertes qu'on pourrait éviter. Nous, du Parti conservateur, nous avons l'intention de remédier à cela très rapidement.

**L'hon. Dominic LeBlanc (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, j'ai une question à poser à la députée de Calgary—Nose Hill. Il y a quelques semaines, j'ai assisté à une réception organisée par le Forum pour jeunes Canadiens et j'étais assis à la même table

que la députée, avec des jeunes de sa circonscription et de la mienne. Nous avons parlé d'immigration. Elle représente une circonscription située dans un grand centre, à Calgary. Je représente une partie d'une région rurale du Nouveau-Brunswick en majorité francophone. Je me demande entre autres comment nous pouvons attirer des immigrants dans certaines régions, et non uniquement dans les grands centres.

La députée et moi en avons parlé ce soir-là. En tant que représentant d'une région rurale du Nouveau-Brunswick, je suis vivement intéressé par cette question. Les francophones qui immigreront au Canada ont tendance à s'établir surtout au Québec et dans des villes comme Ottawa, mais si nous les encourageons à s'établir dans les régions rurales du Nouveau-Brunswick, nous en retirerions d'énormes avantages.

Le député de Niagara Falls a dit qu'elle a traité d'une foule de questions dans son exposé de 20 minutes. Je ne suis pas en désaccord avec lui, mais elle n'a pas proposé au gouvernement des moyens d'encourager un plus grand nombre de familles d'immigrants à s'établir dans des régions comme le Nouveau-Brunswick, que je représente.

• (1240)

**Mme Diane Ablonczy:** Monsieur le Président, un gouvernement conservateur prendrait deux mesures pour donner suite à la préoccupation du député et apporter un changement positif.

Premièrement, un gouvernement conservateur s'assurerait que les nouveaux arrivants sont bien renseignés relativement aux possibilités qui existent dans des centres plus petits au Canada. Les immigrants francophones, en particulier, seraient bien informés du fait qu'il existe des collectivités chaleureuses et accueillantes dans toutes les régions du pays où le français peut être parlé par tous. Par conséquent, c'est en partie une question d'information.

Un gouvernement conservateur offrirait aussi des incitatifs pour encourager les nouveaux arrivants à s'installer dans ces centres plus petits, par exemple en réduisant les frais, en accordant des réductions d'impôt ou en offrant un incitatif qui rendrait encore plus attrayante pour les nouveaux arrivants francophones l'idée de s'installer dans un petit centre comme la circonscription du député.

J'espère bien que certaines de ces mesures seront prises. Je suis d'accord avec le député. Notre pays bénéficierait grandement de telles initiatives.

**L'hon. Paul Harold Macklin (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice et procureur général du Canada, Lib.):** Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion de participer au débat. Je propose:

Que le débat soit maintenant ajourné.

**Le président suppléant (M. Marcel Proulx):** La Chambre a entendu la motion. Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Avec dissidence.

(La motion est adoptée.)

**Le président suppléant (M. Marcel Proulx):** Je voudrais informer la Chambre qu'il reste deux heures et vingt-neuf minutes pour le débat sur la motion d'adoption du deuxième rapport du Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration. En conséquence, le débat sur la motion est reporté à une séance ultérieure.

*Affaires courantes***PÉTITIONS**

## LE MARIAGE

**M. Paul Szabo (Mississauga-Sud, Lib.):** Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je présente deux pétitions.

La première, signée par des milliers de pétitionnaires, porte une fois de plus sur le mariage. Les pétitionnaires de ma circonscription, Mississauga-Sud, tiennent à signaler à la Chambre que la majorité des Canadiens estiment que les décisions relatives aux aspects fondamentaux de la politique sociale devraient être prises par les députés élus et non par une magistrature non élue, et qu'ils appuient la définition juridique actuelle du mariage.

Les pétitionnaires exhortent donc le Parlement à avoir recours à toutes les mesures législatives et administratives possibles, ce qui inclut invoquer, au besoin, l'article 33 de la Charte, communément appelé disposition de dérogation, pour préserver et protéger la définition actuelle du mariage, soit exclusivement l'union d'un homme et d'une femme.

• (1245)

## LES AGENTS DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

**M. Paul Szabo (Mississauga-Sud, Lib.):** Monsieur le Président, la deuxième pétition, provenant aussi de la circonscription de Mississauga-Sud que je représente, porte sur les pompiers. Comme tous les députés le savent, les pompiers sont venus cette semaine nous parler de questions qu'ils estiment importantes. Ils nous ont parlé en priorité du Fonds d'indemnisation des agents de la sécurité publique, qui est d'ailleurs l'objet de la pétition.

Les pétitionnaires aimeraient attirer l'attention de la Chambre sur le fait que les agents de police et les pompiers doivent quotidiennement mettre leur vie en danger dans l'exercice de leurs fonctions; que les prestations d'emploi des agents de police et des pompiers ne suffisent souvent pas à indemniser les familles de ceux qui sont tués lorsqu'ils sont en service; et, enfin, que le public pleure la perte d'agents de police et de pompiers qui sont tués dans l'exercice de leurs fonctions et souhaite appuyer de façon tangible les familles éplorées. Les pétitionnaires exhortent donc le Parlement à créer un Fonds d'indemnisation des agents de la sécurité publique pour dédommager les familles des agents de la sécurité publique qui sont tués dans l'exercice de leurs fonctions.

## LA LOI SUR LE DROIT D'AUTEUR

**M. David McGuinty (Ottawa-Sud, Lib.):** Monsieur le Président, j'aimerais présenter une pétition signée par plus de 500 Canadiens. Elle concerne la Loi sur le droit d'auteur.

[Français]

La Loi sur le droit d'auteur est reconnue dans cette pétition comme étant un équilibre délicat entre les droits des créateurs et les droits du public.

[Traduction]

Les pétitionnaires veulent que la Chambre maintienne cet équilibre en ne prolongeant pas la durée de la protection du droit d'auteur et en préservant tous les droits actuels des utilisateurs, afin d'assurer le dynamisme du domaine public. Ils demandent également que les utilisateurs soient reconnus comme des parties intéressées et qu'ils soient donc consultés lorsqu'on envisage de modifier la Loi sur le droit d'auteur.

## L'AIDE AU SUICIDE

**M. Gordon O'Connor (Carleton—Mississippi Mills, PCC):** Monsieur le Président, j'ai plusieurs pétitions à présenter au nom des électeurs de Carleton—Mississippi Mills, que je représente.

Tout d'abord, j'ai trois pétitions qui portent sur l'aide au suicide. Les pétitionnaires exhortent le Parlement à ne pas permettre le fait de conseiller le suicide ou d'y aider, que ce soit par une action personnelle ou par Internet.

## LE MARIAGE

**M. Gordon O'Connor (Carleton—Mississippi Mills, PCC):** Monsieur le Président, j'ai trois pétitions à présenter au sujet de la définition du mariage. Les pétitionnaires prient instamment le Parlement d'adopter une loi pour reconnaître l'institution du mariage comme étant exclusivement l'union à vie d'un homme et d'une femme.

## L'AUTISME

**M. Gordon O'Connor (Carleton—Mississippi Mills, PCC):** Monsieur le Président, enfin, je veux présenter une pétition concernant le traitement de l'autisme. Les pétitionnaires exhortent le Parlement à modifier la Loi canadienne sur la santé pour que l'intervention comportementale intensive et l'analyse comportementale appliquée soient considérées comme un traitement médical essentiel pour les enfants atteints d'autisme, et à faire en sorte que toutes les provinces soient tenues de financer ce traitement.

## LA JUSTICE

**M. John Williams (Edmonton—St. Albert, PCC):** Monsieur le Président, à la mémoire des agents Myrol, Johnston, Gordon et Schiemann, de la GRC, je présente une pétition signée par des habitants de ma circonscription et des alentours, ainsi que de la ville de Stony Plain, d'où venait le gendarme Schiemann. Les pétitionnaires réclament une peine minimum de 10 ans d'emprisonnement sans possibilité de libération conditionnelle pour les personnes impliquées dans la culture de la marijuana.

## LE MARIAGE

**M. John Williams (Edmonton—St. Albert, PCC):** Monsieur le Président, j'ai une autre pétition signée par certains de mes électeurs d'Edmonton et des environs. Ils demandent au Parlement de légiférer pour préserver la définition traditionnelle du mariage.

## LES PRODUITS DE SANTÉ NATURELS

**M. John Williams (Edmonton—St. Albert, PCC):** Monsieur le Président, j'ai une autre pétition signée par des électeurs de ma circonscription et des environs, qui demandent de faciliter l'accès aux produits de santé naturels.

## LA PORNOGRAPHIE JUVÉNILE

**M. Jay Hill (Prince George—Peace River, PCC):** Monsieur le Président, j'ai quatre pétitions signées par des électeurs de ma circonscription, Prince George—Peace River. Elles portent toutes sur le même sujet et sont signées par de très nombreux résidents de ma circonscription, plus précisément des villes de Fort St. John et Dawson Creek dans le district de Peace River et de Charlie Lake, Taylor, Chetwynd et des régions rurales environnantes.

Les pétitionnaires soulignent que la création et l'utilisation de pornographie juvénile sont condamnées par la vaste majorité des Canadiens et que le projet de loi C-20 des libéraux ne protège pas adéquatement les enfants de notre pays.

Par conséquent, les pétitionnaires demandent au Parlement de protéger nos enfants en prenant toutes les mesures nécessaires pour que les oeuvres favorisant ou légitimant la pornographie juvénile soient considérées illégales.

#### LE MARIAGE

**M. Scott Reid (Lanark—Frontenac—Lennox and Addington, PCC):** Monsieur le Président, je désire présenter sept pétitions aujourd'hui, qui portent toutes sur le même sujet. Elles proviennent de diverses parties de ma circonscription, notamment de Lanark Highlands, Denbigh, Carleton Place, Millhaven, Smiths Falls, Perth, Northbrook, Godfrey.

Les pétitionnaires, au nombre de plus de 1 000, demandent au Parlement de préserver la définition actuelle et traditionnelle du mariage, pour les raisons suivantes. Ils font valoir que le mariage est la meilleure assise sur laquelle fonder une famille et élever des enfants, et que la majorité des Canadiens appuient la définition légale actuelle du mariage comme étant l'union volontaire d'un homme et d'une femme.

Les pétitionnaires croient qu'il est très important que les décisions relatives aux aspects fondamentaux de la politique sociale soient prises par les députés élus, et non par une magistrature non élue.

• (1250)

**M. Maurice Vellacott (Saskatoon—Wanuskewin, PCC):** Monsieur le Président, je désire présenter trois pétitions, dont la première porte sur le mariage.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement du Canada d'appuyer et de protéger la définition légale actuelle du mariage comme étant l'union volontaire d'un homme et d'une femme, et que le Parlement devrait prendre toutes les mesures législatives et administratives possibles pour préserver et protéger cette définition. Ils font également valoir que les décisions fondamentales en matière de politique sociale ne devraient pas être prises par une magistrature non élue.

#### LES BUREAUX DE POSTE RURAUX

**M. Maurice Vellacott (Saskatoon—Wanuskewin, PCC):** Monsieur le Président, je dépose également une pétition de plusieurs centaines d'habitants de Carrot River, en Saskatchewan. Les pétitionnaires craignent que leur bureau de poste rural ne soit fermé par Postes Canada. Ils demandent au gouvernement d'empêcher une telle mesure.

#### LA CITOYENNETÉ ET L'IMMIGRATION

**M. Maurice Vellacott (Saskatoon—Wanuskewin, PCC):** Monsieur le Président, la troisième pétition que je dépose aujourd'hui vient de gens de la Nouvelle-Écosse. Les pétitionnaires prient le gouvernement de rétablir sa politique antérieure qui permettait de distribuer des livres sacrés aux nouveaux citoyens à l'occasion des cérémonies de citoyenneté, un peu partout au pays.

Les pétitionnaires font remarquer qu'un commissaire à la citoyenneté a mis fin à cette politique en alléguant qu'elle était discriminatoire à l'égard des immigrants non religieux. Jusqu'à l'année dernière, les livres sacrés étaient simplement disposés sur des tables à l'arrière de la salle ou du gymnase, où les citoyens pouvaient simplement les prendre. On ne leur tendait pas ces livres et on ne les obligeait pas à les prendre. Le commissaire n'a fourni aucune preuve pour justifier sa décision inappropriée d'interdire que les livres sacrés soient mis à la disposition des nouveaux citoyens.

#### Affaires courantes

Les pétitionnaires demandent à la Commission de la citoyenneté de rétablir l'ancienne politique qui a si bien servi notre nation multiculturelle au fil des ans.

#### LA LOI SUR LES ALIMENTS ET DROGUES

**M. Andrew Scheer (Regina—Qu'Appelle, PCC):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le privilège aujourd'hui de présenter une pétition portant la signature de quelques centaines d'électeurs inquiets de la Saskatchewan, des régions de Qu'Appelle et de Regina. Les pétitionnaires demandent à la Chambre d'adopter le projet de loi C-420, ce qui permettra de s'assurer que les suppléments alimentaires et les autres produits de santé naturels traditionnels ne soient pas classés arbitrairement dans la catégorie des médicaments.

Ils demandent à la Chambre de veiller à ce que les Canadiens aient la liberté de choisir les produits de santé qui leur conviennent. Ils encouragent tous les parlementaires à adopter le projet de loi C-420 le plus rapidement possible.

#### LE MARIAGE

**M. Mark Warawa (Langley, PCC):** Monsieur le Président, je veux présenter aujourd'hui une pétition venant des merveilleux habitants de Langley, ma circonscription.

Les pétitionnaires signalent que le mariage est la meilleure assise sur laquelle fonder une famille et élever des enfants, que l'institution du mariage est contestée et que c'est au Parlement qu'il revient de définir le mariage.

Ils exhortent donc le Parlement à adopter une loi pour reconnaître, dans le droit fédéral, l'institution du mariage comme étant exclusivement l'union à vie d'un homme et d'une femme.

#### LE DIABÈTE

**M. Bradley Trost (Saskatoon—Humboldt, PCC):** Monsieur le Président, je suis heureux de présenter aujourd'hui une pétition au nom d'habitants de l'Est de l'Ontario et des régions adjacentes du Québec.

Les pétitionnaires demandent à la Chambre des communes de se pencher sur la question du financement pour le diabète juvénile, une maladie très grave qui touche beaucoup de Canadiens. Je suis certain que tous les députés sont d'accord avec moi pour dire que nous devons faire quelque chose pour combattre cette maladie, et les pétitionnaires demandent donc à la Chambre des communes de prendre des mesures à cet égard.

#### LE MARIAGE

**M. James Lunney (Nanaimo—Alberni, PCC):** Monsieur le Président, j'ai une autre pétition sur le mariage signée par quelque 300 Canadiens, d'un bout à l'autre du pays, de Fredericton à Summerside, du Nouveau-Brunswick à Winnipeg, de la Colombie-Britannique à Edmonton, en Alberta, en passant par de nombreuses autres localités, notamment Toronto.

Il s'agit encore de la même demande dans laquelle les pétitionnaires estiment que l'institution du mariage, en l'occurrence le lien qui unit un homme et une femme, constitue une valeur morale importante. La définition du mariage est exclusivement l'union d'un homme et d'une femme pour la vie et elle ne peut et ne doit pas être modifiée par une loi ou par une décision d'un tribunal.

Par conséquent, les pétitionnaires demandent au Parlement de prendre toutes les mesures nécessaires pour préserver la définition légale actuelle du mariage et pour empêcher les tribunaux d'invalider ou de modifier cette définition.

*Initiatives ministérielles*

•(1255)

[Français]

**QUESTIONS AU FEUILLETON**

**L'hon. Dominic LeBlanc (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au *Feuilleton*.

**Le président suppléant (M. Marcel Proulx):** Est-on d'accord?

**Des voix:** D'accord.

**INITIATIVES MINISTÉRIELLES**

[Traduction]

**LOI SUR LA MISE EN QUARANTAINE**

La Chambre reprend l'étude de la motion relative aux amendements apportés par le Sénat au projet de loi C-12, Loi visant à prévenir l'introduction et la propagation de maladies transmissibles, et de la motion: Que la question soit maintenant mise aux voix.

**Le président suppléant (M. Marcel Proulx):** Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion portant que la motion soit maintenant mise aux voix?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

**Une voix:** Avec dissidence.

(La motion est adoptée.)

**Le président suppléant (M. Marcel Proulx):** Le vote suivant porte sur la motion principale. Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

**Le président suppléant (M. Marcel Proulx):** Que tous ceux qui sont en faveur de la motion principale veuillent bien dire oui.

**Des voix:** Oui.

**Le président suppléant (M. Marcel Proulx):** Que tous ceux qui s'y opposent veuillent bien dire non.

**Des voix:** Non.

**Le président suppléant (M. Marcel Proulx):** À mon avis les oui l'emportent.

*Et plus de cinq députés s'étant levés:*

**Le président suppléant (M. Marcel Proulx):** Conformément à l'article 45 du Règlement, le vote par appel nominal est reporté au lundi 9 mai, à l'heure ordinaire de l'ajournement.

[Français]

**L'hon. Dominic LeBlanc (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Des discussions ont eu lieu entre les partis.

[Traduction]

Je crois que vous constaterez qu'il y a consentement unanime de la Chambre pour que le vote soit reporté au mardi 10 mai, à la fin de l'étude des initiatives ministérielles.

**Le président suppléant (M. Marcel Proulx):** D'accord?

**Des voix:** D'accord.

**L'hon. Dominic LeBlanc:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Il y a eu des discussions productives entre les partis, et je pense que vous obtiendrez le consentement unanime pour faire comme s'il était 14 h 30.

**Le président suppléant (M. Marcel Proulx):** D'accord?

**Des voix:** D'accord.

**Le président suppléant (M. Marcel Proulx):** En conséquence, la Chambre s'ajourne au lundi 9 mai, à 11 heures, conformément au paragraphe 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 12 h 59.)





**ANNEXE**

**LISTE ALPHABÉTIQUE DES MEMBRES AVEC LEUR  
CIRCONSCRIPTION, PROVINCE DE LA CIRCONSCRIPTION  
ET L’AFFILIATION POLITIQUE;  
COMITÉS DE LA CHAMBRE,  
LE COMITÉ DES PRÉSIDENTS,  
MEMBRES DU MINISTÈRE ET LES SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES**

**OCCUPANTS DU FAUTEUIL**

**Le Président**

L'HON. PETER MILLIKEN

**Le vice-président et président des comités pléniers**

M. CHUCK STRAHL

**Le vice-président des comités pléniers**

M. MARCEL PROULX

**La vice-présidente adjointe des comités pléniers**

L'HON. JEAN AUGUSTINE

---

**BUREAU DE RÉGIE INTERNE**

L'HON. PETER MILLIKEN

L'HON. MAURIL BÉLANGER

MME LIBBY DAVIES

M. MICHEL GUIMOND

M. JAY HILL

L'HON. WALT LASTEWKA

L'HON. ROB NICHOLSON

L'HON. KAREN REDMAN

L'HON. TONY VALERI

## LISTE ALPHABÉTIQUE DES DÉPUTÉS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Première session, Trente-huitième Législature

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Abbott, Jim	Kootenay—Columbia	Colombie-Britannique	PCC
Ablonczy, Diane	Calgary—Nose Hill	Alberta	PCC
Adams, L'hon. Peter, secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences	Peterborough	Ontario	Lib.
Alcock, L'hon. Reg, président du Conseil du Trésor et ministre responsable de la Commission canadienne du blé	Winnipeg-Sud	Manitoba	Lib.
Allison, Dean	Niagara-Ouest—Glanbrook	Ontario	PCC
Ambrose, Rona	Edmonton—Spruce Grove	Alberta	PCC
Anders, Rob	Calgary-Ouest	Alberta	PCC
Anderson, David	Cypress Hills—Grasslands	Saskatchewan	PCC
Anderson, L'hon. David	Victoria	Colombie-Britannique	Lib.
André, Guy	Berthier—Maskinongé	Québec	BQ
Angus, Charlie	Timmins—Baie James	Ontario	NPD
Asselin, Gérard	Manicouagan	Québec	BQ
Augustine, L'hon. Jean, vice-présidente adjointe des comités pléniers	Etobicoke—Lakeshore	Ontario	Lib.
Bachand, Claude	Saint-Jean	Québec	BQ
Bagnell, L'hon. Larry, secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles	Yukon	Yukon	Lib.
Bains, Navdeep	Mississauga—Brampton-Sud	Ontario	Lib.
Bakopanos, L'hon. Eleni, secrétaire parlementaire du ministre du Développement social (économie sociale)	Ahuntsic	Québec	Lib.
Barnes, L'hon. Sue, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits	London-Ouest	Ontario	Lib.
Batters, Dave	Palliser	Saskatchewan	PCC
Beaumier, Colleen	Brampton-Ouest	Ontario	Lib.
Bélanger, L'hon. Mauril, leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes, ministre responsable des langues officielles, ministre responsable de la réforme démocratique et ministre associé de la Défense nationale	Ottawa—Vanier	Ontario	Lib.
Bell, Don	North Vancouver	Colombie-Britannique	Lib.
Bellavance, André	Richmond—Arthabaska	Québec	BQ
Bennett, L'hon. Carolyn, ministre d'État (Santé publique)	St. Paul's	Ontario	Lib.
Benoit, Leon	Vegreville—Wainwright	Alberta	PCC
Bergeron, Stéphane	Verchères—Les Patriotes	Québec	BQ
Bevilacqua, L'hon. Maurizio	Vaughan	Ontario	Lib.
Bezan, James	Selkirk—Interlake	Manitoba	PCC
Bigras, Bernard	Rosemont—La Petite-Patrie	Québec	BQ
Blaikie, L'hon. Bill	Elmwood—Transcona	Manitoba	NPD
Blais, Raynald	Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	Québec	BQ
Blondin-Andrew, L'hon. Ethel, ministre d'État (Nord canadien)	Western Arctic	Territoires du Nord-Ouest	Lib.
Boire, Alain	Beauharnois—Salaberry	Québec	BQ
Boivin, Françoise	Gatineau	Québec	Lib.
Bonin, Raymond	Nickel Belt	Ontario	Lib.
Bonsant, France	Compton—Stanstead	Québec	BQ
Boshcoff, Ken	Thunder Bay—Rainy River	Ontario	Lib.
Bouchard, Robert	Chicoutimi—Le Fjord	Québec	BQ
Boudria, L'hon. Don	Glengarry—Prescott—Russell	Ontario	Lib.

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Boulianne, Marc	Mégantic—L'Érable	Québec	BQ
Bourgeois, Diane	Terrebonne—Blainville	Québec	BQ
Bradshaw, L'hon. Claudette, ministre d'État (Développement des ressources humaines)	Moncton—Riverview—Dieppe	Nouveau-Brunswick	Lib.
Breitkreuz, Garry	Yorkton—Melville	Saskatchewan	PCC
Brison, L'hon. Scott, ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	Kings—Hants	Nouvelle-Écosse	Lib.
Broadbent, L'hon. Ed	Ottawa-Centre	Ontario	NPD
Brown, Bonnie	Oakville	Ontario	Lib.
Brown, Gord	Leeds—Grenville	Ontario	PCC
Brunelle, Paule	Trois-Rivières	Québec	BQ
Bulte, L'hon. Sarmite, secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien	Parkdale—High Park	Ontario	Lib.
Byrne, L'hon. Gerry, secrétaire parlementaire de la ministre des Affaires intergouvernementales	Humber—St. Barbe—Baie Verte	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Cadman, Chuck	Surrey-Nord	Colombie-Britannique	Ind.
Cannis, John	Scarborough-Centre	Ontario	Lib.
Cardin, Serge	Sherbrooke	Québec	BQ
Carr, Gary	Halton	Ontario	Lib.
Carrie, Colin	Oshawa	Ontario	PCC
Carrier, Robert	Alfred-Pellan	Québec	BQ
Carroll, L'hon. Aileen, ministre de la Coopération internationale	Barrie	Ontario	Lib.
Casey, Bill	Cumberland—Colchester—Musquodoboit Valley	Nouvelle-Écosse	PCC
Casson, Rick	Lethbridge	Alberta	PCC
Catterall, Marlene	Ottawa-Ouest—Nepean	Ontario	Lib.
Chamberlain, L'hon. Brenda	Guelph	Ontario	Lib.
Chan, L'hon. Raymond, ministre d'État (Multiculturalisme)	Richmond	Colombie-Britannique	Lib.
Chatters, David	Westlock—St. Paul	Alberta	PCC
Chong, Michael	Wellington—Halton Hills	Ontario	PCC
Christopherson, David	Hamilton-Centre	Ontario	NPD
Clavet, Roger	Louis-Hébert	Québec	BQ
Cleary, Bernard	Louis-Saint-Laurent	Québec	BQ
Coderre, L'hon. Denis	Bourassa	Québec	Lib.
Comartin, Joe	Windsor—Tecumseh	Ontario	NPD
Comuzzi, L'hon. Joe, ministre d'État (Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario)	Thunder Bay—Superior-Nord	Ontario	Lib.
Côté, Guy	Portneuf—Jacques-Cartier	Québec	BQ
Cotler, L'hon. Irwin, ministre de la Justice et procureur général du Canada	Mont-Royal	Québec	Lib.
Crête, Paul	Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup	Québec	BQ
Crowder, Jean	Nanaimo—Cowichan	Colombie-Britannique	NPD
Cullen, Nathan	Skeena—Bulkley Valley	Colombie-Britannique	NPD
Cullen, L'hon. Roy, secrétaire parlementaire de la ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile	Etobicoke-Nord	Ontario	Lib.
Cummins, John	Delta—Richmond-Est	Colombie-Britannique	PCC
Cuzner, Rodger	Cape Breton—Canso	Nouvelle-Écosse	Lib.
D'Amours, Jean-Claude	Madawaska—Restigouche	Nouveau-Brunswick	Lib.
Davies, Libby	Vancouver-Est	Colombie-Britannique	NPD
Day, Stockwell	Okanagan—Coquihalla	Colombie-Britannique	PCC
Demers, Nicole	Laval	Québec	BQ

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Deschamps, Johanne	Laurentides—Labelle	Québec	BQ
Desjarlais, Bev	Churchill	Manitoba	NPD
Desrochers, Odina	Lotbinière—Chutes-de-la-Chaudière	Québec	BQ
DeVillers, L'hon. Paul	Simcoe-Nord	Ontario	Lib.
Devolin, Barry	Haliburton—Kawartha Lakes—Brock	Ontario	PCC
Dhalla, Ruby	Brampton—Springdale	Ontario	Lib.
Dion, L'hon. Stéphane, ministre de l'Environnement	Saint-Laurent—Cartierville	Québec	Lib.
Dosanjh, L'hon. Ujjal, ministre de la Santé	Vancouver-Sud	Colombie-Britannique	Lib.
Doyle, Norman	St. John's-Est	Terre-Neuve-et-Labrador	PCC
Drouin, L'hon. Claude, secrétaire parlementaire du premier ministre (collectivités rurales)	Beauce	Québec	Lib.
Dryden, L'hon. Ken, ministre du Développement social	York-Centre	Ontario	Lib.
Duceppe, Gilles	Laurier—Sainte-Marie	Québec	BQ
Duncan, John	Île de Vancouver-Nord	Colombie-Britannique	PCC
Easter, L'hon. Wayne, secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire (développement rural)	Malpeque	Île-du-Prince-Édouard	Lib.
Efford, L'hon. R. John, ministre des Ressources naturelles	Avalon	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Emerson, L'hon. David, ministre de l'Industrie	Vancouver Kingsway	Colombie-Britannique	Lib.
Epp, Ken	Edmonton—Sherwood Park	Alberta	PCC
Eyking, L'hon. Mark, secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international (marchés émergents)	Sydney—Victoria	Nouvelle-Écosse	Lib.
Faille, Meili	Vaudreuil-Soulanges	Québec	BQ
Finley, Diane	Haldimand—Norfolk	Ontario	PCC
Fitzpatrick, Brian	Prince Albert	Saskatchewan	PCC
Fletcher, Steven	Charleswood—St. James—Assiniboia	Manitoba	PCC
Folco, Raymonde	Laval—Les Îles	Québec	Lib.
Fontana, L'hon. Joe, ministre du Travail et du Logement	London-Centre-Nord	Ontario	Lib.
Forseth, Paul	New Westminster—Coquitlam	Colombie-Britannique	PCC
Frulla, L'hon. Liza, ministre du Patrimoine canadien et ministre responsable de la Condition féminine	Jeanne-Le Ber	Québec	Lib.
Fry, L'hon. Hedy, secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	Vancouver-Centre	Colombie-Britannique	Lib.
Gagnon, Christiane	Québec	Québec	BQ
Gagnon, Marcel	Saint-Maurice—Champlain	Québec	BQ
Gagnon, Sébastien	Jonquière—Alma	Québec	BQ
Gallant, Cheryl	Renfrew—Nipissing—Pembroke	Ontario	PCC
Galloway, L'hon. Roger	Sarnia—Lambton	Ontario	Lib.
Gaudet, Roger	Montcalm	Québec	BQ
Gauthier, Michel	Roberval—Lac-Saint-Jean	Québec	BQ
Godbout, Marc	Ottawa—Orléans	Ontario	Lib.
Godfrey, L'hon. John, ministre d'État (Infrastructure et Collectivités)	Don Valley-Ouest	Ontario	Lib.
Godin, Yvon	Acadie—Bathurst	Nouveau-Brunswick	NPD
Goldring, Peter	Edmonton-Est	Alberta	PCC
Goodale, L'hon. Ralph, ministre des Finances	Wascana	Saskatchewan	Lib.
Goodyear, Gary	Cambridge	Ontario	PCC
Gouk, Jim	Colombie-Britannique-Southern Interior	Colombie-Britannique	PCC
Graham, L'hon. Bill, ministre de la Défense nationale	Toronto-Centre	Ontario	Lib.
Grewal, Gurmant	Newton—Delta-Nord	Colombie-Britannique	PCC

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Grewal, Nina	Fleetwood—Port Kells	Colombie-Britannique	PCC
Guarnieri, L'hon. Albina, ministre des Anciens Combattants	Mississauga-Est—Cooksville	Ontario	Lib.
Guay, Monique	Rivière-du-Nord	Québec	BQ
Guergis, Helena	Simcoe—Grey	Ontario	PCC
Guimond, Michel	Montmorency—Charlevoix— Haute-Côte-Nord	Québec	BQ
Hanger, Art	Calgary-Nord-Est	Alberta	PCC
Harper, L'hon. Stephen	Calgary-Sud-Ouest	Alberta	PCC
Harris, Richard	Cariboo—Prince George	Colombie-Britannique	PCC
Harrison, Jeremy	Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill	Saskatchewan	PCC
Hearn, Loyola	St. John's-Sud—Mount Pearl	Terre-Neuve-et-Labrador	PCC
Hiebert, Russ	Surrey-Sud—White Rock— Cloverdale	Colombie-Britannique	PCC
Hill, Jay	Prince George—Peace River	Colombie-Britannique	PCC
Hinton, Betty	Kamloops—Thompson— Cariboo	Colombie-Britannique	PCC
Holland, Mark	Ajax—Pickering	Ontario	Lib.
Hubbard, Charles	Miramichi	Nouveau-Brunswick	Lib.
Ianno, L'hon. Tony, ministre d'État (Famille et Aidants naturels)	Trinity—Spadina	Ontario	Lib.
Jaffer, Rahim	Edmonton—Strathcona	Alberta	PCC
Jean, Brian	Fort McMurray—Athabasca	Alberta	PCC
Jennings, L'hon. Marlene, secrétaire parlementaire du premier ministre (Canada—États-Unis)	Notre-Dame-de-Grâce— Lachine	Québec	Lib.
Johnston, Dale	Wetaskiwin	Alberta	PCC
Julian, Peter	Burnaby—New Westminster	Colombie-Britannique	NPD
Kadis, Susan	Thornhill	Ontario	Lib.
Kamp, Randy	Pitt Meadows—Maple Ridge— Mission	Colombie-Britannique	PCC
Karetak-Lindell, Nancy	Nunavut	Nunavut	Lib.
Karygiannis, L'hon. Jim, secrétaire parlementaire du ministre des Transports	Scarborough—Agincourt	Ontario	Lib.
Keddy, Gerald	South Shore—St. Margaret's	Nouvelle-Écosse	PCC
Kenney, Jason	Calgary-Sud-Est	Alberta	PCC
Khan, Wajid	Mississauga—Streetsville	Ontario	Lib.
Kilgour, L'hon. David	Edmonton—Mill Woods— Beaumont	Alberta	Ind.
Komarnicki, Ed	Souris—Moose Mountain	Saskatchewan	PCC
Kotto, Maka	Saint-Lambert	Québec	BQ
Kramp, Daryl	Prince Edward—Hastings	Ontario	PCC
Laframboise, Mario	Argenteuil—Papineau— Mirabel	Québec	BQ
Lalonde, Francine	La Pointe-de-l'Île	Québec	BQ
Lapierre, L'hon. Jean, ministre des Transports	Outremont	Québec	Lib.
Lapierre, Réal	Lévis—Bellechasse	Québec	BQ
Lastewka, L'hon. Walt, secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	St. Catharines	Ontario	Lib.
Lauzon, Guy	Stormont—Dundas—South Glengarry	Ontario	PCC
Lavallée, Carole	Saint-Bruno—Saint-Hubert	Québec	BQ
Layton, L'hon. Jack	Toronto—Danforth	Ontario	NPD
LeBlanc, L'hon. Dominic, secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes	Beauséjour	Nouveau-Brunswick	Lib.

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Lee, Derek	Scarborough—Rouge River	Ontario	Lib.
Lemay, Marc	Abitibi—Témiscamingue	Québec	BQ
Lessard, Yves	Chambly—Borduas	Québec	BQ
Lévesque, Yvon	Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou	Québec	BQ
Longfield, L'hon. Judi, secrétaire parlementaire du ministre du Travail et du Logement	Whitby—Oshawa	Ontario	Lib.
Loubier, Yvan	Saint-Hyacinthe—Bagot	Québec	BQ
Lukiwski, Tom	Regina—Lumsden—Lake Centre	Saskatchewan	PCC
Lunn, Gary	Saanich—Gulf Islands	Colombie-Britannique	PCC
Lunney, James	Nanaimo—Alberni	Colombie-Britannique	PCC
MacAulay, L'hon. Lawrence	Cardigan	Île-du-Prince-Édouard	Lib.
MacKay, Peter	Nova-Centre	Nouvelle-Écosse	PCC
MacKenzie, Dave	Oxford	Ontario	PCC
Macklin, L'hon. Paul Harold	Northumberland—Quinte West	Ontario	Lib.
Malhi, L'hon. Gurbax, secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences	Bramalea—Gore—Malton	Ontario	Lib.
Maloney, John	Welland	Ontario	Lib.
Marceau, Richard	Charlesbourg—Haute-Saint-Charles	Québec	BQ
Mark, Inky	Dauphin—Swan River—Marquette	Manitoba	PCC
Marleau, L'hon. Diane, secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor et ministre responsable de la Commission canadienne du blé	Sudbury	Ontario	Lib.
Martin, L'hon. Keith, secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale	Esquimalt—Juan de Fuca	Colombie-Britannique	Lib.
Martin, Pat	Winnipeg—Centre	Manitoba	NPD
Martin, Le très hon. Paul, premier ministre	LaSalle—Émard	Québec	Lib.
Martin, Tony	Sault Ste. Marie	Ontario	NPD
Masse, Brian	Windsor-Ouest	Ontario	NPD
Matthews, Bill	Random—Burin—St. George's	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
McCallum, L'hon. John, ministre du Revenu national	Markham—Unionville	Ontario	Lib.
McDonough, Alexa	Halifax	Nouvelle-Écosse	NPD
McGuinty, David	Ottawa-Sud	Ontario	Lib.
McGuire, L'hon. Joe, ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique	Egmont	Île-du-Prince-Édouard	Lib.
McKay, L'hon. John, secrétaire parlementaire du ministre des Finances	Scarborough—Guildwood	Ontario	Lib.
McLellan, L'hon. Anne, vice-première ministre et ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile	Edmonton-Centre	Alberta	Lib.
McTeague, L'hon. Dan, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères	Pickering—Scarborough-Est	Ontario	Lib.
Ménard, Réal	Hochelaga	Québec	BQ
Ménard, Serge	Marc-Aurèle-Fortin	Québec	BQ
Menzies, Ted	Macleod	Alberta	PCC
Merrifield, Rob	Yellowhead	Alberta	PCC
Miller, Larry	Bruce—Grey—Owen Sound	Ontario	PCC
Milliken, L'hon. Peter, Président	Kingston et les Îles	Ontario	Lib.
Mills, Bob	Red Deer	Alberta	PCC
Minna, L'hon. Maria	Beaches—East York	Ontario	Lib.

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Mitchell, L'hon. Andy, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	Parry Sound—Muskoka	Ontario	Lib.
Moore, James	Port Moody—Westwood—Port Coquitlam	Colombie-Britannique	PCC
Moore, Rob	Fundy Royal	Nouveau-Brunswick	PCC
Murphy, L'hon. Shawn	Charlottetown	Île-du-Prince-Édouard	Lib.
Myers, Lynn	Kitchener—Conestoga	Ontario	Lib.
Neville, Anita	Winnipeg-Centre-Sud	Manitoba	Lib.
Nicholson, L'hon. Rob	Niagara Falls	Ontario	PCC
O'Brien, Pat	London—Fanshawe	Ontario	Lib.
O'Connor, Gordon	Carleton—Mississippi Mills	Ontario	PCC
Obhrai, Deepak	Calgary-Est	Alberta	PCC
Oda, Bev	Durham	Ontario	PCC
Owen, L'hon. Stephen, ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien et ministre d'État (Sport)	Vancouver Quadra	Colombie-Britannique	Lib.
Pacetti, Massimo	Saint-Léonard—Saint-Michel	Québec	Lib.
Pallister, Brian	Portage—Lisgar	Manitoba	PCC
Paquette, Pierre	Joliette	Québec	BQ
Paradis, L'hon. Denis	Brome—Missisquoi	Québec	Lib.
Parrish, Carolyn	Mississauga—Erindale	Ontario	Ind.
Patry, Bernard	Pierrefonds—Dollard	Québec	Lib.
Penson, Charlie	Peace River	Alberta	PCC
Perron, Gilles-A.	Rivière-des-Mille-Îles	Québec	BQ
Peterson, L'hon. Jim, ministre du Commerce international	Willowdale	Ontario	Lib.
Pettigrew, L'hon. Pierre, ministre des Affaires étrangères	Papineau	Québec	Lib.
Phinney, Beth	Hamilton Mountain	Ontario	Lib.
Picard, Pauline	Drummond	Québec	BQ
Pickard, L'hon. Jerry, secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie	Chatham-Kent—Essex	Ontario	Lib.
Plamondon, Louis	Bas-Richelieu—Nicolet—Bécancour	Québec	BQ
Poilievre, Pierre	Nepean—Carleton	Ontario	PCC
Poirier-Rivard, Denise	Châteauguay—Saint-Constant	Québec	BQ
Powers, Russ	Ancaster—Dundas—Flamborough—Westdale	Ontario	Lib.
Prentice, Jim	Calgary-Centre-Nord	Alberta	PCC
Preston, Joe	Elgin—Middlesex—London	Ontario	PCC
Proulx, Marcel, vice-président des comités pléniers	Hull—Aylmer	Québec	Lib.
Rajotte, James	Edmonton—Leduc	Alberta	PCC
Ratansi, Yasmin	Don Valley-Est	Ontario	Lib.
Redman, L'hon. Karen	Kitchener-Centre	Ontario	Lib.
Regan, L'hon. Geoff, ministre des Pêches et des Océans	Halifax-Ouest	Nouvelle-Écosse	Lib.
Reid, Scott	Lanark—Frontenac—Lennox and Addington	Ontario	PCC
Reynolds, John	West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country	Colombie-Britannique	PCC
Richardson, Lee	Calgary-Centre	Alberta	PCC
Ritz, Gerry	Battlefords—Lloydminster	Saskatchewan	PCC
Robillard, L'hon. Lucienne, présidente du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ministre des Affaires intergouvernementales et ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences	Westmount—Ville-Marie	Québec	Lib.
Rodriguez, Pablo	Honoré-Mercier	Québec	Lib.

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Rota, Anthony	Nipissing—Timiskaming	Ontario	Lib.
Roy, Jean-Yves	Haute-Gaspésie—La Mitis— Matane—Matapédia	Québec	BQ
Saada, L'hon. Jacques, ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec et ministre responsable de la Francophonie	Brossard—La Prairie	Québec	Lib.
Sauvageau, Benoît	Repentigny	Québec	BQ
Savage, Michael	Dartmouth—Cole Harbour	Nouvelle-Écosse	Lib.
Savoy, Andy	Tobique—Mactaquac	Nouveau-Brunswick	Lib.
Scarpaleggia, Francis	Lac-Saint-Louis	Québec	Lib.
Scheer, Andrew	Regina—Qu'Appelle	Saskatchewan	PCC
Schellenberger, Gary	Perth—Wellington	Ontario	PCC
Schmidt, Werner	Kelowna—Lake Country	Colombie-Britannique	PCC
Scott, L'hon. Andy, ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits	Fredericton	Nouveau-Brunswick	Lib.
Sgro, L'hon. Judy	York-Ouest	Ontario	Lib.
Siksay, Bill	Burnaby—Douglas	Colombie-Britannique	NPD
Silva, Mario	Davenport	Ontario	Lib.
Simard, Christian	Beauport—Limoilou	Québec	BQ
Simard, L'hon. Raymond, secrétaire parlementaire du leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes, ministre responsable des langues officielles et ministre responsable de la réforme démocratique	Saint Boniface	Manitoba	Lib.
Simms, Scott	Bonavista—Gander—Grand Falls—Windsor	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Skelton, Carol	Saskatoon—Rosetown—Biggar	Saskatchewan	PCC
Smith, David	Pontiac	Québec	Lib.
Smith, Joy	Kildonan—St. Paul	Manitoba	PCC
Solberg, Monte	Medicine Hat	Alberta	PCC
Sorenson, Kevin	Crowfoot	Alberta	PCC
St-Hilaire, Caroline	Longueuil—Pierre-Boucher	Québec	BQ
St. Amand, Lloyd	Brant	Ontario	Lib.
St. Denis, Brent	Algoma—Manitoulin— Kapusking	Ontario	Lib.
Steckle, Paul	Huron—Bruce	Ontario	Lib.
Stinson, Darrel	Okanagan—Shuswap	Colombie-Britannique	PCC
Stoffer, Peter	Sackville—Eastern Shore	Nouvelle-Écosse	NPD
Strahl, Chuck, Vice-président et président des comités pléniers	Chilliwack—Fraser Canyon	Colombie-Britannique	PCC
Stronach, Belinda	Newmarket—Aurora	Ontario	PCC
Szabo, Paul	Mississauga-Sud	Ontario	Lib.
Telegdi, L'hon. Andrew	Kitchener—Waterloo	Ontario	Lib.
Temelkovski, Lui	Oak Ridges—Markham	Ontario	Lib.
Thibault, Louise	Rimouski-Neigette— Témiscouata—Les Basques	Québec	BQ
Thibault, L'hon. Robert, secrétaire parlementaire du ministre de la Santé	Nova-Ouest	Nouvelle-Écosse	Lib.
Thompson, Greg	Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest	Nouveau-Brunswick	PCC
Thompson, Myron	Wild Rose	Alberta	PCC
Tilson, David	Dufferin—Caledon	Ontario	PCC
Toews, Vic	Provencher	Manitoba	PCC
Tonks, Alan	York-Sud—Weston	Ontario	Lib.

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Torsney, L'hon. Paddy, secrétaire parlementaire de la Coopération internationale .....	Burlington .....	Ontario .....	Lib.
Trost, Bradley .....	Saskatoon—Humboldt .....	Saskatchewan .....	PCC
Tweed, Merv .....	Brandon—Souris .....	Manitoba .....	PCC
Ur, Rose-Marie .....	Lambton—Kent—Middlesex... ..	Ontario .....	Lib.
Valeri, L'hon. Tony, leader du gouvernement à la Chambre des communes .....	Hamilton-Est—Stoney Creek ..	Ontario .....	Lib.
Valley, Roger .....	Kenora .....	Ontario .....	Lib.
Van Loan, Peter .....	York—Simcoe .....	Ontario .....	PCC
Vellacott, Maurice .....	Saskatoon—Wanuskewin .....	Saskatchewan .....	PCC
Vincent, Robert .....	Shefford .....	Québec .....	BQ
Volpe, L'hon. Joseph, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration .....	Eglinton—Lawrence .....	Ontario .....	Lib.
Wappel, Tom .....	Scarborough-Sud-Ouest .....	Ontario .....	Lib.
Warawa, Mark .....	Langley .....	Colombie-Britannique ...	PCC
Wasylycia-Leis, Judy .....	Winnipeg-Nord .....	Manitoba .....	NPD
Watson, Jeff .....	Essex .....	Ontario .....	PCC
White, Randy .....	Abbotsford .....	Colombie-Britannique ...	PCC
Wilfert, L'hon. Bryon, secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement .....	Richmond Hill .....	Ontario .....	Lib.
Williams, John .....	Edmonton—St. Albert .....	Alberta .....	PCC
Wrzesnewskyj, Borys .....	Etobicoke-Centre .....	Ontario .....	Lib.
Yelich, Lynne .....	Blackstrap .....	Saskatchewan .....	PCC
Zed, Paul .....	Saint John .....	Nouveau-Brunswick .....	Lib.

## LISTE ALPHABÉTIQUE DES DÉPUTÉS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES PAR PROVINCE

Première session, Trente-huitième Législature

Nom	Circonscription	Affiliation politique
<b>ALBERTA (28)</b>		
Ablonczy, Diane	Calgary—Nose Hill	PCC
Ambrose, Rona	Edmonton—Spruce Grove	PCC
Anders, Rob	Calgary-Ouest	PCC
Benoit, Leon	Vegreville—Wainwright	PCC
Casson, Rick	Lethbridge	PCC
Chatters, David	Westlock—St. Paul	PCC
Epp, Ken	Edmonton—Sherwood Park	PCC
Goldring, Peter	Edmonton-Est	PCC
Hanger, Art	Calgary-Nord-Est	PCC
Harper, L'hon. Stephen	Calgary-Sud-Ouest	PCC
Jaffer, Rahim	Edmonton—Strathcona	PCC
Jean, Brian	Fort McMurray—Athabasca	PCC
Johnston, Dale	Wetaskiwin	PCC
Kenney, Jason	Calgary-Sud-Est	PCC
Kilgour, L'hon. David	Edmonton—Mill Woods—Beaumont	Ind.
McLellan, L'hon. Anne, vice-première ministre et ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile	Edmonton-Centre	Lib.
Menzies, Ted	Macleod	PCC
Merrifield, Rob	Yellowhead	PCC
Mills, Bob	Red Deer	PCC
Obhrai, Deepak	Calgary-Est	PCC
Penson, Charlie	Peace River	PCC
Prentice, Jim	Calgary-Centre-Nord	PCC
Rajotte, James	Edmonton—Leduc	PCC
Richardson, Lee	Calgary-Centre	PCC
Solberg, Monte	Medicine Hat	PCC
Sorenson, Kevin	Crowfoot	PCC
Thompson, Myron	Wild Rose	PCC
Williams, John	Edmonton—St. Albert	PCC
<b>COLOMBIE-BRITANNIQUE (36)</b>		
Abbott, Jim	Kootenay—Columbia	PCC
Anderson, L'hon. David	Victoria	Lib.
Bell, Don	North Vancouver	Lib.
Cadman, Chuck	Surrey-Nord	Ind.
Chan, L'hon. Raymond, ministre d'État (Multiculturalisme)	Richmond	Lib.
Crowder, Jean	Nanaimo—Cowichan	NPD
Cullen, Nathan	Skeena—Bulkley Valley	NPD
Cummins, John	Delta—Richmond-Est	PCC
Davies, Libby	Vancouver-Est	NPD
Day, Stockwell	Okanagan—Coquihalla	PCC
Dosanjh, L'hon. Ujjal, ministre de la Santé	Vancouver-Sud	Lib.
Duncan, John	Île de Vancouver-Nord	PCC
Emerson, L'hon. David, ministre de l'Industrie	Vancouver Kingsway	Lib.
Forseth, Paul	New Westminster—Coquitlam	PCC

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Fry, L'hon. Hedy, secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration .....	Vancouver-Centre .....	Lib.
Gouk, Jim .....	Colombie-Britannique-Southern Interior .....	PCC
Grewal, Gurmant .....	Newton—Delta-Nord .....	PCC
Grewal, Nina .....	Fleetwood—Port Kells .....	PCC
Harris, Richard .....	Cariboo—Prince George .....	PCC
Hiebert, Russ .....	Surrey-Sud—White Rock—Cloverdale .....	PCC
Hill, Jay .....	Prince George—Peace River .....	PCC
Hinton, Betty .....	Kamloops—Thompson—Cariboo .....	PCC
Julian, Peter .....	Burnaby—New Westminster .....	NPD
Kamp, Randy .....	Pitt Meadows—Maple Ridge—Mission .....	PCC
Lunn, Gary .....	Saanich—Gulf Islands .....	PCC
Lunney, James .....	Nanaimo—Alberni .....	PCC
Martin, L'hon. Keith, secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale ..	Esquimalt—Juan de Fuca .....	Lib.
Moore, James .....	Port Moody—Westwood—Port Coquitlam .....	PCC
Owen, L'hon. Stephen, ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien et ministre d'État (Sport) .....	Vancouver Quadra .....	Lib.
Reynolds, John .....	West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country .....	PCC
Schmidt, Werner .....	Kelowna—Lake Country .....	PCC
Siksay, Bill .....	Burnaby—Douglas .....	NPD
Stinson, Darrel .....	Okanagan—Shuswap .....	PCC
Strahl, Chuck, Vice-président et président des comités pléniers .....	Chilliwack—Fraser Canyon .....	PCC
Warawa, Mark .....	Langley .....	PCC
White, Randy .....	Abbotsford .....	PCC
<b>ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD (4)</b>		
Easter, L'hon. Wayne, secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire (développement rural) .....	Malpeque .....	Lib.
MacAulay, L'hon. Lawrence .....	Cardigan .....	Lib.
McGuire, L'hon. Joe, ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique .....	Egmont .....	Lib.
Murphy, L'hon. Shawn .....	Charlottetown .....	Lib.
<b>MANITOBA (14)</b>		
Alcock, L'hon. Reg, président du Conseil du Trésor et ministre responsable de la Commission canadienne du blé .....	Winnipeg-Sud .....	Lib.
Bezan, James .....	Selkirk—Interlake .....	PCC
Blaikie, L'hon. Bill .....	Elmwood—Transcona .....	NPD
Desjarlais, Bev .....	Churchill .....	NPD
Fletcher, Steven .....	Charleswood—St. James—Assiniboia .....	PCC
Mark, Inky .....	Dauphin—Swan River—Marquette .....	PCC
Martin, Pat .....	Winnipeg-Centre .....	NPD
Neville, Anita .....	Winnipeg-Centre-Sud .....	Lib.
Pallister, Brian .....	Portage—Lisgar .....	PCC
Simard, L'hon. Raymond, secrétaire parlementaire du leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes, ministre responsable des langues officielles et ministre responsable de la réforme démocratique .....	Saint Boniface .....	Lib.
Smith, Joy .....	Kildonan—St. Paul .....	PCC
Toews, Vic .....	Provencher .....	PCC
Tweed, Merv .....	Brandon—Souris .....	PCC

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Wasylycia-Leis, Judy .....	Winnipeg-Nord .....	NPD
<b>NOUVEAU-BRUNSWICK (10)</b>		
Bradshaw, L'hon. Claudette, ministre d'État (Développement des ressources humaines) .....	Moncton—Riverview—Dieppe .....	Lib.
D'Amours, Jean-Claude .....	Madawaska—Restigouche .....	Lib.
Godin, Yvon .....	Acadie—Bathurst .....	NPD
Hubbard, Charles .....	Miramichi .....	Lib.
LeBlanc, L'hon. Dominic, secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes .....	Beauséjour .....	Lib.
Moore, Rob .....	Fundy Royal .....	PCC
Savoy, Andy .....	Tobique—Mactaquac .....	Lib.
Scott, L'hon. Andy, ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits .....	Fredericton .....	Lib.
Thompson, Greg .....	Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest .....	PCC
Zed, Paul .....	Saint John .....	Lib.
<b>NOUVELLE-ÉCOSSE (11)</b>		
Brison, L'hon. Scott, ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	Kings—Hants .....	Lib.
Casey, Bill .....	Cumberland—Colchester— Musquodoboit Valley .....	PCC
Cuzner, Rodger .....	Cape Breton—Canso .....	Lib.
Eyking, L'hon. Mark, secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international (marchés émergents) .....	Sydney—Victoria .....	Lib.
Keddy, Gerald .....	South Shore—St. Margaret's .....	PCC
MacKay, Peter .....	Nova-Centre .....	PCC
McDonough, Alexa .....	Halifax .....	NPD
Regan, L'hon. Geoff, ministre des Pêches et des Océans .....	Halifax-Ouest .....	Lib.
Savage, Michael .....	Dartmouth—Cole Harbour .....	Lib.
Stoffer, Peter .....	Sackville—Eastern Shore .....	NPD
Thibault, L'hon. Robert, secrétaire parlementaire du ministre de la Santé .....	Nova-Ouest .....	Lib.
<b>NUNAVUT (1)</b>		
Karetak-Lindell, Nancy .....	Nunavut .....	Lib.
<b>ONTARIO (106)</b>		
Adams, L'hon. Peter, secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences .....	Peterborough .....	Lib.
Allison, Dean .....	Niagara-Ouest—Glanbrook .....	PCC
Angus, Charlie .....	Timmins—Baie James .....	NPD
Augustine, L'hon. Jean, vice-présidente adjointe des comités pléniers .....	Etobicoke—Lakeshore .....	Lib.
Bains, Navdeep .....	Mississauga—Brampton-Sud .....	Lib.
Barnes, L'hon. Sue, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits	London-Ouest .....	Lib.
Beaumier, Colleen .....	Brampton-Ouest .....	Lib.
Bélanger, L'hon. Mauril, leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes, ministre responsable des langues officielles, ministre responsable de la réforme démocratique et ministre associé de la Défense nationale .....	Ottawa—Vanier .....	Lib.
Bennett, L'hon. Carolyn, ministre d'État (Santé publique) .....	St. Paul's .....	Lib.
Bevilacqua, L'hon. Maurizio .....	Vaughan .....	Lib.
Bonin, Raymond .....	Nickel Belt .....	Lib.
Boshcoff, Ken .....	Thunder Bay—Rainy River .....	Lib.

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Boudria, L'hon. Don	Glengarry—Prescott—Russell	Lib.
Broadbent, L'hon. Ed	Ottawa-Centre	NPD
Brown, Bonnie	Oakville	Lib.
Brown, Gord	Leeds—Grenville	PCC
Bulte, L'hon. Sarmite, secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien	Parkdale—High Park	Lib.
Cannis, John	Scarborough-Centre	Lib.
Carr, Gary	Halton	Lib.
Carrie, Colin	Oshawa	PCC
Carroll, L'hon. Aileen, ministre de la Coopération internationale	Barrie	Lib.
Catterall, Marlene	Ottawa-Ouest—Nepean	Lib.
Chamberlain, L'hon. Brenda	Guelph	Lib.
Chong, Michael	Wellington—Halton Hills	PCC
Christopherson, David	Hamilton-Centre	NPD
Comartin, Joe	Windsor—Tecumseh	NPD
Comuzzi, L'hon. Joe, ministre d'État (Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario)	Thunder Bay—Superior-Nord	Lib.
Cullen, L'hon. Roy, secrétaire parlementaire de la ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile	Etobicoke-Nord	Lib.
DeVillers, L'hon. Paul	Simcoe-Nord	Lib.
Devolin, Barry	Haliburton—Kawartha Lakes—Brock	PCC
Dhalla, Ruby	Brampton—Springdale	Lib.
Dryden, L'hon. Ken, ministre du Développement social	York-Centre	Lib.
Finley, Diane	Haldimand—Norfolk	PCC
Fontana, L'hon. Joe, ministre du Travail et du Logement	London-Centre-Nord	Lib.
Gallant, Cheryl	Renfrew—Nipissing—Pembroke	PCC
Galloway, L'hon. Roger	Sarnia—Lambton	Lib.
Godbout, Marc	Ottawa—Orléans	Lib.
Godfrey, L'hon. John, ministre d'État (Infrastructure et Collectivités)	Don Valley-Ouest	Lib.
Goodyear, Gary	Cambridge	PCC
Graham, L'hon. Bill, ministre de la Défense nationale	Toronto-Centre	Lib.
Guarnieri, L'hon. Albina, ministre des Anciens Combattants	Mississauga-Est—Cooksville	Lib.
Guergis, Helena	Simcoe—Grey	PCC
Holland, Mark	Ajax—Pickering	Lib.
Ianno, L'hon. Tony, ministre d'État (Famille et Aidants naturels)	Trinity—Spadina	Lib.
Kadis, Susan	Thornhill	Lib.
Karygiannis, L'hon. Jim, secrétaire parlementaire du ministre des Transports	Scarborough—Agincourt	Lib.
Khan, Wajid	Mississauga—Streetsville	Lib.
Kramp, Daryl	Prince Edward—Hastings	PCC
Lastewka, L'hon. Walt, secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	St. Catharines	Lib.
Lauzon, Guy	Stormont—Dundas—South Glengarry	PCC
Layton, L'hon. Jack	Toronto—Danforth	NPD
Lee, Derek	Scarborough—Rouge River	Lib.
Longfield, L'hon. Judi, secrétaire parlementaire du ministre du Travail et du Logement	Whitby—Oshawa	Lib.
MacKenzie, Dave	Oxford	PCC
Macklin, L'hon. Paul Harold	Northumberland—Quinte West	Lib.
Malhi, L'hon. Gurbax, secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences	Bramalea—Gore—Malton	Lib.
Maloney, John	Welland	Lib.
Marleau, L'hon. Diane, secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor et ministre responsable de la Commission canadienne du blé	Sudbury	Lib.
Martin, Tony	Sault Ste. Marie	NPD

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Masse, Brian	Windsor-Ouest	NPD
McCallum, L'hon. John, ministre du Revenu national	Markham—Unionville	Lib.
McGuinty, David	Ottawa-Sud	Lib.
McKay, L'hon. John, secrétaire parlementaire du ministre des Finances	Scarborough—Guildwood	Lib.
McTeague, L'hon. Dan, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères	Pickering—Scarborough-Est	Lib.
Miller, Larry	Bruce—Grey—Owen Sound	PCC
Milliken, L'hon. Peter, Président	Kingston et les Îles	Lib.
Minna, L'hon. Maria	Beaches—East York	Lib.
Mitchell, L'hon. Andy, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	Parry Sound—Muskoka	Lib.
Myers, Lynn	Kitchener—Conestoga	Lib.
Nicholson, L'hon. Rob	Niagara Falls	PCC
O'Brien, Pat	London—Fanshawe	Lib.
O'Connor, Gordon	Carleton—Mississippi Mills	PCC
Oda, Bev	Durham	PCC
Parrish, Carolyn	Mississauga—Erindale	Ind.
Peterson, L'hon. Jim, ministre du Commerce international	Willowdale	Lib.
Phinney, Beth	Hamilton Mountain	Lib.
Pickard, L'hon. Jerry, secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie	Chatham-Kent—Essex	Lib.
Poillievre, Pierre	Nepean—Carleton	PCC
Powers, Russ	Ancaster—Dundas—Flamborough— Westdale	Lib.
Preston, Joe	Elgin—Middlesex—London	PCC
Ratansi, Yasmin	Don Valley-Est	Lib.
Redman, L'hon. Karen	Kitchener-Centre	Lib.
Reid, Scott	Lanark—Frontenac—Lennox and Addington	PCC
Rota, Anthony	Nipissing—Timiskaming	Lib.
Schellenberger, Gary	Perth—Wellington	PCC
Sgro, L'hon. Judy	York-Ouest	Lib.
Silva, Mario	Davenport	Lib.
St. Amand, Lloyd	Brant	Lib.
St. Denis, Brent	Algoma—Manitoulin—Kapuskasing	Lib.
Steckle, Paul	Huron—Bruce	Lib.
Stronach, Belinda	Newmarket—Aurora	PCC
Szabo, Paul	Mississauga-Sud	Lib.
Telegdi, L'hon. Andrew	Kitchener—Waterloo	Lib.
Temelkovski, Lui	Oak Ridges—Markham	Lib.
Tilson, David	Dufferin—Caledon	PCC
Tonks, Alan	York-Sud—Weston	Lib.
Torsney, L'hon. Paddy, secrétaire parlementaire de la ministre de la Coopération internationale	Burlington	Lib.
Ur, Rose-Marie	Lambton—Kent—Middlesex	Lib.
Valeri, L'hon. Tony, leader du gouvernement à la Chambre des communes	Hamilton-Est—Stoney Creek	Lib.
Valley, Roger	Kenora	Lib.
Van Loan, Peter	York—Simcoe	PCC
Volpe, L'hon. Joseph, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	Eglinton—Lawrence	Lib.
Wappel, Tom	Scarborough-Sud-Ouest	Lib.
Watson, Jeff	Essex	PCC
Wilfert, L'hon. Bryon, secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement	Richmond Hill	Lib.
Wrzesnewskyj, Borys	Etobicoke-Centre	Lib.

Nom	Circonscription	Affiliation politique
<b>QUÉBEC (75)</b>		
André, Guy.....	Berthier—Maskinongé.....	BQ
Asselin, Gérard.....	Manicouagan.....	BQ
Bachand, Claude.....	Saint-Jean.....	BQ
Bakopanos, L'hon. Eleni, secrétaire parlementaire du ministre du Développement social (économie sociale).....	Ahuntsic.....	Lib.
Bellavance, André.....	Richmond—Arthabaska.....	BQ
Bergeron, Stéphane.....	Verchères—Les Patriotes.....	BQ
Bigras, Bernard.....	Rosemont—La Petite-Patrie.....	BQ
Blais, Raynald.....	Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine.....	BQ
Boire, Alain.....	Beauharnois—Salaberry.....	BQ
Boivin, Françoise.....	Gatineau.....	Lib.
Bonsant, France.....	Compton—Stanstead.....	BQ
Bouchard, Robert.....	Chicoutimi—Le Fjord.....	BQ
Boulianne, Marc.....	Mégantic—L'Érable.....	BQ
Bourgeois, Diane.....	Terrebonne—Blainville.....	BQ
Brunelle, Paule.....	Trois-Rivières.....	BQ
Cardin, Serge.....	Sherbrooke.....	BQ
Carrier, Robert.....	Alfred-Pellan.....	BQ
Clavet, Roger.....	Louis-Hébert.....	BQ
Cleary, Bernard.....	Louis-Saint-Laurent.....	BQ
Coderre, L'hon. Denis.....	Bourassa.....	Lib.
Côté, Guy.....	Portneuf—Jacques-Cartier.....	BQ
Cotler, L'hon. Irwin, ministre de la Justice et procureur général du Canada.....	Mont-Royal.....	Lib.
Crête, Paul.....	Montmagny—L'Islet—Kamouraska— Rivière-du-Loup.....	BQ
Demers, Nicole.....	Laval.....	BQ
Deschamps, Johanne.....	Laurentides—Labelle.....	BQ
Desrochers, Odina.....	Lotbinière—Chutes-de-la-Chaudière.....	BQ
Dion, L'hon. Stéphane, ministre de l'Environnement.....	Saint-Laurent—Cartierville.....	Lib.
Drouin, L'hon. Claude, secrétaire parlementaire du premier ministre (collectivités rurales).....	Beauce.....	Lib.
Duceppe, Gilles.....	Laurier—Sainte-Marie.....	BQ
Faille, Meili.....	Vaudreuil-Soulanges.....	BQ
Folco, Raymonde.....	Laval—Les Îles.....	Lib.
Frulla, L'hon. Liza, ministre du Patrimoine canadien et ministre responsable de la Condition féminine.....	Jeanne-Le Ber.....	Lib.
Gagnon, Christiane.....	Québec.....	BQ
Gagnon, Marcel.....	Saint-Maurice—Champlain.....	BQ
Gagnon, Sébastien.....	Jonquière—Alma.....	BQ
Gaudet, Roger.....	Montcalm.....	BQ
Gauthier, Michel.....	Roberval—Lac-Saint-Jean.....	BQ
Guay, Monique.....	Rivière-du-Nord.....	BQ
Guimond, Michel.....	Montmorency—Charlevoix—Haute- Côte-Nord.....	BQ
Jennings, L'hon. Marlene, secrétaire parlementaire du premier ministre (Canada—États-Unis).....	Notre-Dame-de-Grâce—Lachine.....	Lib.
Kotto, Maka.....	Saint-Lambert.....	BQ
Laframboise, Mario.....	Argenteuil—Papineau—Mirabel.....	BQ
Lalonde, Francine.....	La Pointe-de-l'Île.....	BQ
Lapierre, L'hon. Jean, ministre des Transports.....	Outremont.....	Lib.

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Lapierre, Réal	Lévis—Bellechasse	BQ
Lavallée, Carole	Saint-Bruno—Saint-Hubert	BQ
Lemay, Marc	Abitibi—Témiscamingue	BQ
Lessard, Yves	Chambly—Borduas	BQ
Lévesque, Yvon	Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou	BQ
Loubier, Yvan	Saint-Hyacinthe—Bagot	BQ
Marceau, Richard	Charlesbourg—Haute-Saint-Charles	BQ
Martin, Le très hon. Paul, premier ministre	LaSalle—Émard	Lib.
Ménard, Réal	Hochelaga	BQ
Ménard, Serge	Marc-Aurèle-Fortin	BQ
Pacetti, Massimo	Saint-Léonard—Saint-Michel	Lib.
Paquette, Pierre	Joliette	BQ
Paradis, L'hon. Denis	Brome—Missisquoi	Lib.
Patry, Bernard	Pierrefonds—Dollard	Lib.
Perron, Gilles-A.	Rivière-des-Mille-Îles	BQ
Pettigrew, L'hon. Pierre, ministre des Affaires étrangères	Papineau	Lib.
Picard, Pauline	Drummond	BQ
Plamondon, Louis	Bas-Richelieu—Nicolet—Bécancour	BQ
Poirier-Rivard, Denise	Châteauguay—Saint-Constant	BQ
Proulx, Marcel, vice-président des comités pléniers	Hull—Aylmer	Lib.
Robillard, L'hon. Lucienne, présidente du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ministre des Affaires intergouvernementales et ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences	Westmount—Ville-Marie	Lib.
Rodriguez, Pablo	Honoré-Mercier	Lib.
Roy, Jean-Yves	Haute-Gaspésie—La Mitis—Matane—Matapédia	BQ
Saada, L'hon. Jacques, ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec et ministre responsable de la Francophonie...	Brossard—La Prairie	Lib.
Sauvageau, Benoît	Repentigny	BQ
Scarpaleggia, Francis	Lac-Saint-Louis	Lib.
Simard, Christian	Beauport—Limoilou	BQ
Smith, David	Pontiac	Lib.
St-Hilaire, Caroline	Longueuil—Pierre-Boucher	BQ
Thibault, Louise	Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques	BQ
Vincent, Robert	Shefford	BQ

#### SASKATCHEWAN (14)

Anderson, David	Cypress Hills—Grasslands	PCC
Batters, Dave	Palliser	PCC
Breitkreuz, Garry	Yorkton—Melville	PCC
Fitzpatrick, Brian	Prince Albert	PCC
Goodale, L'hon. Ralph, ministre des Finances	Wascana	Lib.
Harrison, Jeremy	Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill	PCC
Komarnicki, Ed	Souris—Moose Mountain	PCC
Lukiwski, Tom	Regina—Lumsden—Lake Centre	PCC
Ritz, Gerry	Battlefords—Lloydminster	PCC
Scheer, Andrew	Regina—Qu'Appelle	PCC
Skelton, Carol	Saskatoon—Rosetown—Biggar	PCC
Trost, Bradley	Saskatoon—Humboldt	PCC
Vellacott, Maurice	Saskatoon—Wanuskewin	PCC

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Yelich, Lynne .....	Blackstrap .....	PCC
<b>TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR (6)</b>		
Byrne, L'hon. Gerry, secrétaire parlementaire de la ministre des Affaires intergouvernementales .....	Humber—St. Barbe—Baie Verte .....	Lib.
Doyle, Norman .....	St. John's-Est .....	PCC
Efford, L'hon. R. John, ministre des Ressources naturelles .....	Avalon .....	Lib.
Hearn, Loyola.....	St. John's-Sud—Mount Pearl.....	PCC
Matthews, Bill .....	Random—Burin—St. George's .....	Lib.
Simms, Scott .....	Bonavista—Gander—Grand Falls—Windsor .....	Lib.
<b>TERRITOIRES DU NORD-OUEST (1)</b>		
Blondin-Andrew, L'hon. Ethel, ministre d'État (Nord canadien) .....	Western Arctic .....	Lib.
<b>YUKON (1)</b>		
Bagnell, L'hon. Larry, secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles Yukon .....		Lib.

# LISTE DES COMITÉS PERMANENTS ET DES SOUS-COMITÉS

(Au 6 mai 2005 — 1<sup>re</sup> Session, 38<sup>e</sup> Législature)

## ACCÈS À L'INFORMATION, PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET ÉTHIQUE

**Président:** David Chatters

**Vice-présidents:** Ed Broadbent  
Derek Lee

Navdeep Bains  
Marc Boulianne  
Ken Epp

Russ Hiebert  
Marlene Jennings

Mario Laframboise  
Russ Powers

David Tilson  
Paul Zed

(12)

### Membres associés

Jim Abbott  
Diane Ablonczy  
Dean Allison  
Rona Ambrose  
Rob Anders  
David Anderson  
Dave Batters  
Leon Benoit  
James Bezan  
Garry Breitkreuz  
Gord Brown  
Colin Carrie  
Bill Casey  
Rick Casson  
Michael Chong  
Joe Comartin  
Paul Crête  
John Cummins  
Stockwell Day  
Barry Devolin  
Norman Doyle  
John Duncan  
Diane Finley  
Brian Fitzpatrick  
Steven Fletcher  
Paul Forseth

Cheryl Gallant  
Michel Gauthier  
Yvon Godin  
Peter Goldring  
Gary Goodyear  
Jim Gouk  
Gurmant Grewal  
Nina Grewal  
Helena Guergis  
Michel Guimond  
Art Hanger  
Stephen Harper  
Richard Harris  
Jeremy Harrison  
Loyola Hearn  
Jay Hill  
Betty Hinton  
Rahim Jaffer  
Brian Jean  
Dale Johnston  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Jason Kenney  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Guy Lauzon

Jack Layton  
Tom Lukiwski  
Gary Lunn  
James Lunney  
Peter MacKay  
Dave MacKenzie  
Inky Mark  
Pat Martin  
Ted Menzies  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Bob Mills  
James Moore  
Rob Moore  
Anita Neville  
Rob Nicholson  
Gordon O'Connor  
Deepak Obhrai  
Bev Oda  
Brian Pallister  
Charlie Penson  
Pauline Picard  
Pierre Poilievre  
Jim Prentice  
Joe Preston  
James Rajotte

Scott Reid  
John Reynolds  
Lee Richardson  
Gerry Ritz  
Andrew Scheer  
Gary Schellenberger  
Werner Schmidt  
Carol Skelton  
Joy Smith  
Monte Solberg  
Kevin Sorenson  
Darrel Stinson  
Belinda Stronach  
Greg Thompson  
Myron Thompson  
Vic Toews  
Bradley Trost  
Merv Tweed  
Peter Van Loan  
Maurice Vellacott  
Tom Wappel  
Mark Warawa  
Jeff Watson  
Randy White  
John Williams  
Lynne Yelich

## AFFAIRES AUTOCHTONES ET DU DÉVELOPPEMENT DU GRAND NORD

**Président:** Nancy Karetak-Lindell

**Vice-présidents:** Bernard Cleary  
Jeremy Harrison

Sue Barnes  
André Bellavance  
Gary Lunn

Pat Martin  
Jim Prentice

Carol Skelton  
David Smith

Lloyd St. Amand  
Roger Valley

(12)

### Membres associés

Jim Abbott  
Diane Ablonczy  
Dean Allison  
Rona Ambrose  
Rob Anders  
David Anderson  
Charlie Angus  
Gérard Asselin  
Larry Bagnell  
Dave Batters  
Leon Benoit  
James Bezan  
Garry Breitzkreuz  
Gord Brown  
Colin Carrie  
Bill Casey  
Rick Casson  
David Chatters  
Michael Chong  
Jean Crowder  
Nathan Cullen  
John Cummins  
Rodger Cuzner  
Stockwell Day  
Bev Desjarlais  
Paul DeVillers  
Barry Devolin

Norman Doyle  
John Duncan  
Ken Epp  
Diane Finley  
Brian Fitzpatrick  
Steven Fletcher  
Paul Forseth  
Hedy Fry  
Cheryl Gallant  
Peter Goldring  
Gary Goodyear  
Jim Gouk  
Gurmant Grewal  
Nina Grewal  
Helena Guergis  
Art Hanger  
Stephen Harper  
Richard Harris  
Loyola Hearn  
Russ Hiebert  
Jay Hill  
Betty Hinton  
Charles Hubbard  
Rahim Jaffer  
Brian Jean  
Dale Johnston  
Randy Kamp

Gerald Keddy  
Jason Kenney  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Guy Lauzon  
Marc Lemay  
Yvon Lévesque  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Peter MacKay  
Dave MacKenzie  
Inky Mark  
Tony Martin  
Ted Menzies  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Bob Mills  
James Moore  
Rob Moore  
Rob Nicholson  
Gordon O'Connor  
Deepak Obhrai  
Bev Oda  
Brian Pallister  
Charlie Penson  
Pierre Poilievre  
Joe Preston

James Rajotte  
Scott Reid  
John Reynolds  
Lee Richardson  
Gerry Ritz  
Andrew Scheer  
Gary Schellenberger  
Werner Schmidt  
Joy Smith  
Monte Solberg  
Kevin Sorenson  
Darrel Stinson  
Belinda Stronach  
Greg Thompson  
Myron Thompson  
David Tilson  
Vic Toews  
Bradley Trost  
Merv Tweed  
Peter Van Loan  
Maurice Vellacott  
Mark Warawa  
Jeff Watson  
Randy White  
John Williams  
Lynne Yelich



## SOUS-COMITÉ DES DROITS DE LA PERSONNE ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

<b>Président:</b>	Navdeep Bains	<b>Vice-président:</b>	Stockwell Day	
Diane Bourgeois Ed Broadbent	Peter Goldring	Wajid Khan	Paddy Torsney	(7)

### Membres associés

## AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

<b>Président:</b>	Paul Steckle	<b>Vice-présidents:</b>	Denise Poirier-Rivard Gerry Ritz	
David Anderson Charlie Angus James Bezan	Claude Drouin Wayne Easter	Mark Eyking Roger Gaudet	Larry Miller Rose-Marie Ur	(12)

### Membres associés

Jim Abbott Diane Ablonczy Peter Adams Dean Allison Rona Ambrose Rob Anders Dave Batters André Bellavance Leon Benoit Garry Breitkreuz Gord Brown Colin Carrie Bill Casey Rick Casson David Chatters Michael Chong Joe Comartin John Cummins Stockwell Day Johanne Deschamps Bev Desjarlais Barry Devolin Norman Doyle John Duncan Ken Epp Diane Finley Brian Fitzpatrick	Steven Fletcher Paul Forseth Cheryl Gallant Yvon Godin Peter Goldring Gary Goodyear Jim Gouk Gurmant Grewal Nina Grewal Helena Guergis Art Hanger Stephen Harper Richard Harris Jeremy Harrison Loyola Hearn Russ Hiebert Jay Hill Betty Hinton Charles Hubbard Rahim Jaffer Brian Jean Dale Johnston Randy Kamp Gerald Keddy Jason Kenney Ed Komarnicki	Daryl Kramp Guy Lauzon Tom Lukiwski Gary Lunn James Lunney Peter MacKay Dave MacKenzie John Maloney Inky Mark Ted Menzies Rob Merrifield Bob Mills James Moore Rob Moore Rob Nicholson Gordon O'Connor Deepak Obhrai Bev Oda Brian Pallister Pierre Paquette Charlie Penson Pierre Poilievre Jim Prentice Joe Preston James Rajotte Scott Reid	John Reynolds Lee Richardson Andy Savoy Andrew Scheer Gary Schellenberger Werner Schmidt Carol Skelton Joy Smith Monte Solberg Kevin Sorenson Darrel Stinson Peter Stoffer Belinda Stronach Greg Thompson Myron Thompson David Tilson Vic Toews Bradley Trost Merv Tweed Peter Van Loan Maurice Vellacott Mark Warawa Jeff Watson Randy White John Williams Lynne Yelich
--	---	---	---

## CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

**Président:** Andrew Telegdi

**Vice-présidents:** Meili Faille  
Inky Mark

Diane Ablonczy  
David Anderson  
Colleen Beaumier

Roger Clavet  
Hedy Fry

Helena Guergis  
Rahim Jaffer

Bill Siksay  
Lui Temelkovski

(12)

### Membres associés

Jim Abbott  
Dean Allison  
Rona Ambrose  
Rob Anders  
David Anderson  
Guy André  
Jean Augustine  
Eleni Bakopanos  
Dave Batters  
Don Bell  
Leon Benoit  
James Bezan  
Diane Bourgeois  
Garry Breitkreuz  
Gord Brown  
Gary Carr  
Colin Carrie  
Bill Casey  
Rick Casson  
David Chatters  
Michael Chong  
David Christopherson  
Joe Comartin  
John Cummins  
Libby Davies  
Stockwell Day  
Odina Desrochers  
Barry Devolin  
Norman Doyle  
Claude Drouin

John Duncan  
Ken Epp  
Diane Finley  
Brian Fitzpatrick  
Steven Fletcher  
Raymonde Folco  
Paul Forseth  
Cheryl Gallant  
Peter Goldring  
Gary Goodyear  
Jim Gouk  
Gurmant Grewal  
Nina Grewal  
Art Hanger  
Stephen Harper  
Richard Harris  
Jeremy Harrison  
Loyola Hearn  
Russ Hiebert  
Jay Hill  
Betty Hinton  
Brian Jean  
Dale Johnston  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Jason Kenney  
Wajid Khan  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp

Francine Lalonde  
Guy Lauzon  
Jack Layton  
Tom Lukiwski  
Gary Lunn  
James Lunney  
Peter MacKay  
Dave MacKenzie  
Pat Martin  
Brian Masse  
David McGuinty  
Ted Menzies  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Bob Mills  
James Moore  
Rob Moore  
Anita Neville  
Rob Nicholson  
Pat O'Brien  
Gordon O'Connor  
Deepak Obhrai  
Bev Oda  
Brian Pallister  
Charlie Penson  
Beth Phinney  
Pierre Poilievre  
Jim Prentice  
Joe Preston

James Rajotte  
Scott Reid  
John Reynolds  
Lee Richardson  
Gerry Ritz  
Andrew Scheer  
Gary Schellenberger  
Werner Schmidt  
Mario Silva  
Carol Skelton  
Joy Smith  
Monte Solberg  
Kevin Sorenson  
Darrel Stinson  
Belinda Stronach  
Greg Thompson  
Myron Thompson  
David Tilson  
Vic Toews  
Bradley Trost  
Merv Tweed  
Peter Van Loan  
Maurice Vellacott  
Mark Warawa  
Judy Wasylcyia-Leis  
Jeff Watson  
Randy White  
John Williams  
Lynne Yelich

---

## COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**Président:**

**Vice-président:**

### Membres associés

---

**COMPTES PUBLICS****Président:** John Williams**Vice-présidents:** Mark Holland  
Benoît SauvageauDean Allison  
Gary Carr  
David ChristophersonBrian Fitzpatrick  
Sébastien GagnonDaryl Kramp  
Walt LastewkaShawn Murphy  
Borys Wrzesnewskyj

(12)

**Membres associés**Jim Abbott  
Diane Ablonczy  
Rona Ambrose  
Rob Anders  
David Anderson  
Dave Batters  
Leon Benoit  
James Bezan  
Robert Bouchard  
Garry Breitkreuz  
Gord Brown  
Colin Carrie  
Bill Casey  
Rick Casson  
David Chatters  
Michael Chong  
John Cummins  
Stockwell Day  
Bev Desjarlais  
Barry Devolin  
Norman Doyle  
John Duncan  
Ken Epp  
Diane Finley  
Steven Fletcher  
Paul ForsethCheryl Gallant  
Peter Goldring  
Gary Goodyear  
Jim Gouk  
Gurmant Grewal  
Nina Grewal  
Helena Guergis  
Art Hanger  
Stephen Harper  
Richard Harris  
Jeremy Harrison  
Loyola Hearn  
Russ Hiebert  
Jay Hill  
Betty Hinton  
Rahim Jaffer  
Brian Jean  
Dale Johnston  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Jason Kenney  
David Kilgour  
Ed Komarnicki  
Guy Lauzon  
Jack LaytonTom Lukiwski  
Gary Lunn  
James Lunney  
Peter MacKay  
Dave MacKenzie  
Inky Mark  
Diane Marleau  
Pat Martin  
David McGuinty  
Ted Menzies  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Bob Mills  
James Moore  
Rob Moore  
Rob Nicholson  
Gordon O'Connor  
Deepak Obhrai  
Bev Oda  
Brian Pallister  
Charlie Penson  
Pierre Poilievre  
Jim Prentice  
Joe Preston  
James Rajotte  
Scott ReidJohn Reynolds  
Lee Richardson  
Gerry Ritz  
Andrew Scheer  
Gary Schellenberger  
Werner Schmidt  
Carol Skelton  
Joy Smith  
Monte Solberg  
Kevin Sorenson  
Darrel Stinson  
Belinda Stronach  
Louise Thibault  
Greg Thompson  
Myron Thompson  
David Tilson  
Vic Toews  
Bradley Trost  
Merv Tweed  
Peter Van Loan  
Maurice Vellacott  
Mark Warawa  
Judy Wasylcyia-Leis  
Jeff Watson  
Randy White  
Lynne Yelich

**CONDITION FÉMININE****Président:** Anita Neville**Vice-présidents:** Jean Crowder  
Nina GrewalFrance Bonsant  
Paule Brunelle  
Sarmite BulteHelena Guergis  
Susan KadisRuss Powers  
Joy SmithPaddy Torsney  
Lynne Yelich

(12)

**Membres associés**Jim Abbott  
Diane Ablonczy  
Dean Allison  
Rona Ambrose  
Rob Anders  
David Anderson  
Jean Augustine  
Dave Batters  
Don Bell  
Leon Benoit  
James Bezan  
Diane Bourgeois  
Garry Breitzkreuz  
Gord Brown  
Colin Carrie  
Bill Casey  
Rick Casson  
David Chatters  
Michael Chong  
John Cummins  
Libby Davies  
Stockwell Day  
Nicole Demers  
Bev Desjarlais  
Barry Devolin  
Ruby Dhalla  
Norman DoyleJohn Duncan  
Ken Epp  
Diane Finley  
Brian Fitzpatrick  
Steven Fletcher  
Paul Forseth  
Christiane Gagnon  
Cheryl Gallant  
Peter Goldring  
Gary Goodyear  
Jim Gouk  
Gurmant Grewal  
Art Hanger  
Stephen Harper  
Richard Harris  
Jeremy Harrison  
Loyola Hearn  
Russ Hiebert  
Jay Hill  
Betty Hinton  
Rahim Jaffer  
Brian Jean  
Dale Johnston  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Jason Kenney  
Ed KomarnickiDaryl Kramp  
Guy Lauzon  
Jack Layton  
Tom Lukiwski  
Gary Lunn  
James Lunney  
Peter MacKay  
Dave MacKenzie  
Inky Mark  
Alexa McDonough  
Ted Menzies  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Bob Mills  
Maria Minna  
James Moore  
Rob Moore  
Rob Nicholson  
Gordon O'Connor  
Deepak Obhrai  
Bev Oda  
Brian Pallister  
Charlie Penson  
Pierre Poilievre  
Jim Prentice  
Joe PrestonJames Rajotte  
Scott Reid  
John Reynolds  
Lee Richardson  
Gerry Ritz  
Andrew Scheer  
Gary Schellenberger  
Werner Schmidt  
Carol Skelton  
Monte Solberg  
Kevin Sorenson  
Darrel Stinson  
Belinda Stronach  
Greg Thompson  
Myron Thompson  
David Tilson  
Vic Toews  
Bradley Trost  
Merv Tweed  
Peter Van Loan  
Maurice Vellacott  
Mark Warawa  
Judy Wasylcia-Leis  
Jeff Watson  
Randy White  
John Williams

## DÉFENSE NATIONALE ET ANCIENS COMBATTANTS

**Président:** Pat O'Brien

**Vice-présidents:** Claude Bachand  
Rick Casson

Larry Bagnell Bill Blaikie Odina Desrochers	Betty Hinton Judi Longfield	Dave MacKenzie Keith Martin	Gordon O'Connor Anthony Rota	(12)
---	--------------------------------	--------------------------------	---------------------------------	------

### Membres associés

Jim Abbott	Paul Forseth	Tom Lukiwski	Gerry Ritz
Diane Ablonczy	Cheryl Gallant	Gary Lunn	Andrew Scheer
Dean Allison	Peter Goldring	James Lunney	Gary Schellenberger
Rona Ambrose	Gary Goodyear	Peter MacKay	Werner Schmidt
Rob Anders	Jim Gouk	John Maloney	Scott Simms
David Anderson	Gurmant Grewal	Inky Mark	Carol Skelton
Dave Batters	Nina Grewal	Dan McTeague	Joy Smith
Leon Benoit	Helena Guergis	Ted Menzies	Monte Solberg
James Bezan	Art Hanger	Rob Merrifield	Kevin Sorenson
Bernard Bigras	Stephen Harper	Larry Miller	Caroline St-Hilaire
Garry Breitkreuz	Richard Harris	Bob Mills	Darrel Stinson
Gord Brown	Jeremy Harrison	James Moore	Peter Stoffer
Colin Carrie	Loyola Hearn	Rob Moore	Belinda Stronach
Robert Carrier	Russ Hiebert	Anita Neville	Greg Thompson
Bill Casey	Jay Hill	Rob Nicholson	Myron Thompson
David Chatters	Rahim Jaffer	Deepak Obhrai	David Tilson
Michael Chong	Brian Jean	Bev Oda	Vic Toews
Roger Clavet	Dale Johnston	Brian Pallister	Bradley Trost
John Cummins	Peter Julian	Charlie Penson	Merv Tweed
Stockwell Day	Randy Kamp	Pierre Poilievre	Rose-Marie Ur
Barry Devolin	Gerald Keddy	Jim Prentice	Peter Van Loan
Norman Doyle	Jason Kenney	Joe Preston	Maurice Vellacott
John Duncan	Wajid Khan	Marcel Proulx	Mark Warawa
Ken Epp	Ed Komarnicki	James Rajotte	Jeff Watson
Diane Finley	Daryl Kramp	Scott Reid	Randy White
Brian Fitzpatrick	Francine Lalonde	John Reynolds	John Williams
Steven Fletcher	Guy Lauzon	Lee Richardson	Lynne Yelich

## SOUS-COMITÉ DES ANCIENS COMBATTANTS

**Président:** Anthony Rota

**Vice-président:** Betty Hinton

Larry Bagnell Gordon O'Connor	Gilles-A. Perron	Peter Stoffer	Rose-Marie Ur	(7)
----------------------------------	------------------	---------------	---------------	-----

### Membres associés

## DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES, DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES, DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET CONDITION DES PERSONNES HANDICAPÉES

**Président:** Raymonde Folco

**Vice-présidents:** Paul Forseth  
Christiane Gagnon

Peter Adams  
Eleni Bakopanos  
Jean-Claude D'Amours

Barry Devolin  
Ed Komarnicki

Yves Lessard  
Tony Martin

Yasmin Ratansi  
Peter Van Loan

(12)

### Membres associés

Jim Abbott  
Diane Ablonczy  
Dean Allison  
Rona Ambrose  
Rob Anders  
David Anderson  
Dave Batters  
Don Bell  
Leon Benoit  
Stéphane Bergeron  
James Bezan  
Alain Boire  
France Bonsant  
Ken Boshcoff  
Garry Breitzkreuz  
Ed Broadbent  
Gord Brown  
Paule Brunelle  
Colin Carrie  
Bill Casey  
Rick Casson  
David Chatters  
Michael Chong  
David Christopherson  
Denis Coderre  
Jean Crowder  
Nathan Cullen  
John Cummins  
Rodger Cuzner  
Libby Davies  
Stockwell Day  
Nicole Demers

Ruby Dhalla  
Norman Doyle  
John Duncan  
Ken Epp  
Diane Finley  
Brian Fitzpatrick  
Steven Fletcher  
Hedy Fry  
Marcel Gagnon  
Cheryl Gallant  
Marc Godbout  
Yvon Godin  
Peter Goldring  
Gary Goodyear  
Jim Gouk  
Gurmant Grewal  
Nina Grewal  
Helena Guergis  
Art Hanger  
Stephen Harper  
Richard Harris  
Jeremy Harrison  
Loyola Hearn  
Russ Hiebert  
Jay Hill  
Betty Hinton  
Rahim Jaffer  
Brian Jean  
Dale Johnston  
Peter Julian  
Susan Kadis

Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Jason Kenney  
Daryl Kramp  
Guy Lauzon  
Carole Lavallée  
Judi Longfield  
Tom Lukiwski  
Gary Lunn  
James Lunney  
Lawrence MacAulay  
Peter MacKay  
Dave MacKenzie  
Gurbax Malhi  
Inky Mark  
Alexa McDonough  
Ted Menzies  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Bob Mills  
James Moore  
Rob Moore  
Anita Neville  
Rob Nicholson  
Gordon O'Connor  
Deepak Obhrai  
Bev Oda  
Brian Pallister  
Charlie Penson  
Pierre Poilievre  
Jim Prentice

Joe Preston  
James Rajotte  
Scott Reid  
John Reynolds  
Lee Richardson  
Gerry Ritz  
Andrew Scheer  
Gary Schellenberger  
Werner Schmidt  
Christian Simard  
Carol Skelton  
David Smith  
Joy Smith  
Monte Solberg  
Kevin Sorenson  
Darrel Stinson  
Belinda Stronach  
Greg Thompson  
Myron Thompson  
David Tilson  
Vic Toews  
Bradley Trost  
Merv Tweed  
Maurice Vellacott  
Robert Vincent  
Mark Warawa  
Judy Wasylcyia-Leis  
Jeff Watson  
Randy White  
John Williams  
Lynne Yelich

### SOUS-COMITÉ SUR LES FONDIS DE L'ASSURANCE-EMPLOI

**Président:** Rodger Cuzner

**Vice-président:**

Jean-Claude D'Amours

Yvon Godin

Yves Lessard

Peter Van Loan

(5)

### Membres associés

## SOUS-COMITÉ DE LA CONDITION DES PERSONNES HANDICAPÉES

**Président:** Ken Boshcoff

**Vice-président:** Carol Skelton

Ruby Dhalla

Peter Julian

Robert Vincent

(5)

### Membres associés

## ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

**Président:** Alan Tonks

**Vice-présidents:** Bernard Bigras  
Lee Richardson

Nathan Cullen  
Brian Jean  
David McGuinty

Bob Mills  
Denis Paradis

Yasmin Ratansi  
Christian Simard

Jeff Watson  
Bryon Wilfert

(12)

### Membres associés

Jim Abbott  
Diane Ablonczy  
Dean Allison  
Rona Ambrose  
Rob Anders  
David Anderson  
Gérard Asselin  
Dave Batters  
Leon Benoit  
James Bezan  
Ken Boshcoff  
Marc Boulianne  
Garry Breitreuz  
Gord Brown  
Serge Cardin  
Colin Carrie  
Bill Casey  
Rick Casson  
Marlene Catterall  
David Chatters  
Michael Chong  
Joe Comartin  
Paul Crête  
Jean Crowder  
John Cummins  
Stockwell Day  
Barry Devolin  
Norman Doyle  
John Duncan  
Ken Epp

Diane Finley  
Brian Fitzpatrick  
Steven Fletcher  
Raymonde Folco  
Paul Forseth  
Cheryl Gallant  
Peter Goldring  
Gary Goodyear  
Jim Gouk  
Gurmant Grewal  
Nina Grewal  
Helena Guergis  
Art Hanger  
Stephen Harper  
Richard Harris  
Jeremy Harrison  
Loyola Hearn  
Russ Hiebert  
Jay Hill  
Betty Hinton  
Mark Holland  
Charles Hubbard  
Rahim Jaffer  
Dale Johnston  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Nancy Karetak-Lindell  
Gerald Keddy  
Jason Kenney  
Ed Komarnicki

Daryl Kramp  
Guy Lauzon  
Jack Layton  
Tom Lukiwski  
Gary Lunn  
James Lunney  
Peter MacKay  
Dave MacKenzie  
John Maloney  
Inky Mark  
Ted Menzies  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Maria Minna  
James Moore  
Rob Moore  
Rob Nicholson  
Gordon O'Connor  
Deepak Obhrai  
Bev Oda  
Brian Pallister  
Charlie Penson  
Pierre Poilievre  
Russ Powers  
Jim Prentice  
Joe Preston  
James Rajotte  
Scott Reid  
John Reynolds  
Gerry Ritz

Pablo Rodriguez  
Andy Savoy  
Francis Scarpaleggia  
Andrew Scheer  
Gary Schellenberger  
Werner Schmidt  
Mario Silva  
Carol Skelton  
Joy Smith  
Monte Solberg  
Kevin Sorenson  
Lloyd St. Amand  
Darrel Stinson  
Peter Stoffer  
Belinda Stronach  
Paul Szabo  
Greg Thompson  
Myron Thompson  
David Tilson  
Vic Toews  
Bradley Trost  
Merv Tweed  
Roger Valley  
Peter Van Loan  
Maurice Vellacott  
Mark Warawa  
Randy White  
John Williams  
Lynne Yelich

## FINANCES

**Président:** Massimo Pacetti

**Vice-présidents:** Yvan Loubier  
Charlie Penson

Rona Ambrose	Charles Hubbard	Maria Minna	Monte Solberg	(12)
Don Bell	John McKay	Brian Pallister	Judy Wasylcyia-Leis	
Guy Côté				

### Membres associés

Jim Abbott	Ken Epp	Mario Laframboise	Anthony Rota
Diane Ablonczy	Diane Finley	Réal Lapierre	Benoît Sauvageau
Dean Allison	Brian Fitzpatrick	Guy Lauzon	Michael Savage
Rob Anders	Steven Fletcher	Jack Layton	Andrew Scheer
David Anderson	Paul Forseth	Tom Lukiwski	Gary Schellenberger
David Anderson	Cheryl Gallant	Gary Lunn	Werner Schmidt
Navdeep Bains	Peter Goldring	James Lunney	Judy Sgro
Dave Batters	Gary Goodyear	Peter MacKay	Bill Siksay
Leon Benoit	Jim Gouk	Dave MacKenzie	Carol Skelton
James Bezan	Gurmant Grewal	John Maloney	Joy Smith
Robert Bouchard	Nina Grewal	Inky Mark	Kevin Sorenson
Garry Breitkreuz	Helena Guergis	David McGuinty	Brent St. Denis
Bonnie Brown	Art Hanger	Ted Menzies	Darrel Stinson
Gord Brown	Stephen Harper	Rob Merrifield	Belinda Stronach
Colin Carrie	Richard Harris	Larry Miller	Paul Szabo
Bill Casey	Jeremy Harrison	Bob Mills	Robert Thibault
Rick Casson	Loyola Hearn	James Moore	Greg Thompson
David Chatters	Russ Hiebert	Rob Moore	Myron Thompson
Michael Chong	Jay Hill	Rob Nicholson	David Tilson
David Christopherson	Betty Hinton	Gordon O'Connor	Vic Toews
Jean Crowder	Rahim Jaffer	Deepak Obhrai	Bradley Trost
Roy Cullen	Brian Jean	Bev Oda	Merv Tweed
John Cummins	Marlene Jennings	Pierre Paquette	Peter Van Loan
Rodger Cuzner	Dale Johnston	Pierre Poilievre	Maurice Vellacott
Stockwell Day	Peter Julian	Jim Prentice	Mark Warawa
Johanne Deschamps	Randy Kamp	Joe Preston	Jeff Watson
Bev Desjarlais	Gerald Keddy	James Rajotte	Randy White
Barry Devolin	Jason Kenney	Scott Reid	John Williams
Ruby Dhallal	Wajid Khan	John Reynolds	Borys Wrzesnewskyj
Norman Doyle	Ed Komarnicki	Lee Richardson	Lynne Yelich
John Duncan	Daryl Kramp	Gerry Ritz	

## SOUS-COMITÉ SUR LE DÉSÉQUILIBRE FISCAL

**Président:** Yvan Loubier

**Vice-président:**

Rona Ambrose	Don Bell	Guy Côté	Judy Wasylcyia-Leis	(5)
--------------	----------	----------	---------------------	-----

### Membres associés

## INDUSTRIE, RESSOURCES NATURELLES, SCIENCES ET TECHNOLOGIE

**Président:** Brent St. Denis

**Vice-présidents:** Paul Crête  
Werner Schmidt

Serge Cardin  
Michael Chong  
Denis Coderre

John Duncan  
Brian Masse

Lynn Myers  
Jerry Pickard

Andy Savoy  
Bradley Trost

(12)

### Membres associés

Jim Abbott  
Diane Ablonczy  
Dean Allison  
Rona Ambrose  
Rob Anders  
David Anderson  
Gérard Asselin  
Larry Bagnell  
Navdeep Bains  
Dave Batters  
Don Bell  
Leon Benoit  
Maurizio Bevilacqua  
James Bezan  
Bernard Bigras  
Raymond Bonin  
Ken Boshcoff  
Marc Boulianne  
Garry Breitkreuz  
Gord Brown  
Sarmite Bulte  
Colin Carrie  
Robert Carrier  
Bill Casey  
Rick Casson  
Marlene Catterall  
David Chatters  
David Christopherson  
Guy Côté  
Jean Crowder  
John Cummins  
Libby Davies  
Stockwell Day  
Barry Devolin

Norman Doyle  
Ken Epp  
Diane Finley  
Brian Fitzpatrick  
Steven Fletcher  
Paul Forseth  
Hedy Fry  
Sébastien Gagnon  
Cheryl Gallant  
Yvon Godin  
Peter Goldring  
Gary Goodyear  
Jim Gouk  
Gurmant Grewal  
Nina Grewal  
Helena Guergis  
Art Hanger  
Stephen Harper  
Richard Harris  
Jeremy Harrison  
Loyola Hearn  
Russ Hiebert  
Jay Hill  
Betty Hinton  
Mark Holland  
Rahim Jaffer  
Brian Jean  
Marlene Jennings  
Dale Johnston  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Jason Kenney  
Ed Komarnicki

Daryl Kramp  
Mario Laframboise  
Réal Lapierre  
Guy Lauzon  
Jack Layton  
Yvon Lévesque  
Yvan Loubier  
Tom Lukiwski  
Gary Lunn  
James Lunney  
Peter MacKay  
Dave MacKenzie  
John Maloney  
Inky Mark  
Tony Martin  
David McGuinty  
Ted Menzies  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Bob Mills  
James Moore  
Rob Moore  
Rob Nicholson  
Gordon O'Connor  
Deepak Obhrai  
Bev Oda  
Massimo Pacetti  
Brian Pallister  
Charlie Penson  
Beth Phinney  
Pierre Poilievre  
Jim Prentice  
Joe Preston  
James Rajotte

Yasmin Ratansi  
Scott Reid  
John Reynolds  
Lee Richardson  
Gerry Ritz  
Anthony Rota  
Francis Scarpaleggia  
Andrew Scheer  
Gary Schellenberger  
Bill Siksay  
Scott Simms  
Carol Skelton  
David Smith  
Joy Smith  
Monte Solberg  
Kevin Sorenson  
Caroline St-Hilaire  
Darrel Stinson  
Peter Stoffer  
Belinda Stronach  
Robert Thibault  
Greg Thompson  
Myron Thompson  
David Tilson  
Vic Toews  
Paddy Torsney  
Merv Tweed  
Peter Van Loan  
Maurice Vellacott  
Mark Warawa  
Jeff Watson  
Randy White  
John Williams  
Lynne Yelich

## JUSTICE, DROITS DE LA PERSONNE, SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

**Président:** Paul DeVillers

**Vice-présidents:** Garry Breitreuz  
Richard Marceau

Joe Comartin	John Maloney	Anita Neville	Vic Toews	(12)
Roy Cullen	Serge Ménard	Myron Thompson	Mark Warawa	
Paul Harold Macklin				

### Membres associés

Jim Abbott	Steven Fletcher	Mario Laframboise	John Reynolds
Diane Ablonczy	Paul Forseth	Guy Lauzon	Lee Richardson
Dean Allison	Hedy Fry	Derek Lee	Gerry Ritz
Rona Ambrose	Cheryl Gallant	Tom Lukiwski	Andrew Scheer
Rob Anders	Peter Goldring	Gary Lunn	Gary Schellenberger
David Anderson	Gary Goodyear	James Lunney	Werner Schmidt
Jean Augustine	Jim Gouk	Peter MacKay	Bill Siksay
Dave Batters	Gurmant Grewal	Dave MacKenzie	Carol Skelton
Leon Benoit	Nina Grewal	Inky Mark	Joy Smith
James Bezan	Helena Guergis	David McGuinty	Monte Solberg
Bill Blaikie	Art Hanger	Ted Menzies	Kevin Sorenson
Gord Brown	Stephen Harper	Rob Merrifield	Lloyd St. Amand
Paule Brunelle	Richard Harris	Larry Miller	Darrel Stinson
Colin Carrie	Jeremy Harrison	Bob Mills	Belinda Stronach
Bill Casey	Loyola Hearn	James Moore	Greg Thompson
Rick Casson	Russ Hiebert	Rob Moore	David Tilson
David Chatters	Jay Hill	Rob Nicholson	Paddy Torsney
Michael Chong	Betty Hinton	Gordon O'Connor	Bradley Trost
John Cummins	Rahim Jaffer	Deepak Obhrai	Merv Tweed
Libby Davies	Brian Jean	Bev Oda	Peter Van Loan
Stockwell Day	Marlene Jennings	Brian Pallister	Maurice Vellacott
Barry Devolin	Dale Johnston	Charlie Penson	Tom Wappel
Norman Doyle	Randy Kamp	Pierre Poilievre	Jeff Watson
John Duncan	Gerald Keddy	Jim Prentice	Randy White
Ken Epp	Jason Kenney	Joe Preston	John Williams
Diane Finley	Ed Komarnicki	James Rajotte	Lynne Yelich
Brian Fitzpatrick	Daryl Kramp	Scott Reid	Paul Zed

## SOUS-COMITÉ DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET NATIONALE

**Président:** Paul Zed

**Vice-présidents:** Serge Ménard  
Kevin Sorenson

Joe Comartin	Roy Cullen	Peter MacKay	Tom Wappel	(7)
--------------	------------	--------------	------------	-----

### Membres associés

## SOUS-COMITÉ DE L'EXAMEN DES LOIS SUR LE RACOLAGE

**Président:** John Maloney

**Vice-président:** Libby Davies

Paule Brunelle	Hedy Fry	Art Hanger		(5)
----------------	----------	------------	--	-----

### Membres associés

## LANGUES OFFICIELLES

**Président:** Pablo Rodriguez

**Vice-présidents:** Yvon Godin  
Pierre Poilievre

Guy André	Jean-Claude D'Amours	Guy Lauzon	Raymond Simard	(12)
Stéphane Bergeron	Marc Godbout	Andrew Scheer	Maurice Vellacott	
Françoise Boivin				

### Membres associés

Jim Abbott	Brian Fitzpatrick	Ed Komarnicki	Scott Reid
Diane Ablonczy	Steven Fletcher	Maka Kotto	John Reynolds
Dean Allison	Paul Forseth	Daryl Kramp	Lee Richardson
Rona Ambrose	Cheryl Gallant	Jack Layton	Gerry Ritz
Rob Anders	Peter Goldring	Tom Lukiwski	Gary Schellenberger
David Anderson	Gary Goodyear	Gary Lunn	Werner Schmidt
Dave Batters	Jim Gouk	James Lunney	Carol Skelton
Leon Benoit	Gurmant Grewal	Peter MacKay	Joy Smith
James Bezan	Nina Grewal	Dave MacKenzie	Monte Solberg
Don Boudria	Helena Guergis	Inky Mark	Kevin Sorenson
Garry Breitkreuz	Art Hanger	Ted Menzies	Darrel Stinson
Ed Broadbent	Stephen Harper	Rob Merrifield	Belinda Stronach
Gord Brown	Richard Harris	Larry Miller	Greg Thompson
Colin Carrie	Jeremy Harrison	Bob Mills	Myron Thompson
Bill Casey	Loyola Hearn	James Moore	David Tilson
Rick Casson	Russ Hiebert	Rob Moore	Vic Toews
David Chatters	Jay Hill	Rob Nicholson	Bradley Trost
Michael Chong	Betty Hinton	Gordon O'Connor	Merv Tweed
Joe Comartin	Rahim Jaffer	Deepak Obhrai	Peter Van Loan
John Cummins	Brian Jean	Bev Oda	Mark Warawa
Stockwell Day	Dale Johnston	Brian Pallister	Judy Wasylcyia-Leis
Barry Devolin	Peter Julian	Charlie Penson	Jeff Watson
Norman Doyle	Randy Kamp	Jim Prentice	Randy White
John Duncan	Gerald Keddy	Joe Preston	John Williams
Ken Epp	Jason Kenney	James Rajotte	Lynne Yelich
Diane Finley			

## LIAISON

**Président:** Bonnie Brown

**Vice-président:** Roger Gallaway

Leon Benoit	Gurmant Grewal	Massimo Pacetti	Andrew Telegdi	(23)
Don Boudria	Susan Kadis	Bernard Patry	Alan Tonks	
Marlene Catterall	Nancy Karetak-Lindell	Pablo Rodriguez	Maurice Vellacott	
David Chatters	Anita Neville	Brent St. Denis	Tom Wappel	
Paul DeVillers	Pat O'Brien	Paul Steckle	John Williams	
Raymonde Folco				

### Membres associés

Claude Bachand	Yvon Godin	Derek Lee	Denise Poirier-Rivard
Bernard Bigras	Jim Gouk	Yvan Loubier	Lee Richardson
Garry Breitkreuz	Nina Grewal	Richard Marceau	Gerry Ritz
Ed Broadbent	Monique Guay	Inky Mark	Benoît Sauvageau
Rick Casson	Michel Guimond	Pat Martin	Gary Schellenberger
Bernard Cleary	Jeremy Harrison	Réal Ménard	Werner Schmidt
Paul Crête	Mark Holland	Rob Merrifield	Kevin Sorenson
Jean Crowder	Dale Johnston	Lynn Myers	Caroline St-Hilaire
Meili Faille	Gerald Keddy	Charlie Penson	Peter Stoffer
Paul Forseth	Maka Kotto	Pierre Poilievre	Paul Szabo
Christiane Gagnon	Francine Lalonde		

## SOUS-COMITÉ DES BUDGETS DE COMITÉ

<b>Président:</b>	Bonnie Brown	<b>Vice-président:</b>	John Williams	
Marlene Catterall	Pat O'Brien	Bernard Patry	Andrew Telegdi	(7)
Gurmant Grewal				

### Membres associés

## OPÉRATIONS GOUVERNEMENTALES ET PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

<b>Président:</b>	Leon Benoit	<b>Vice-présidents:</b>	Pat Martin Paul Szabo	
Ken Boshcoff	Guy Lauzon	Joe Preston	Louise Thibault	(12)
Marcel Gagnon	Diane Marleau	Francis Scarpaleggia	Randy White	
Marc Godbout				

### Membres associés

Jim Abbott	Brian Fitzpatrick	Walt Lastewka	Scott Reid
Diane Ablonczy	Steven Fletcher	Derek Lee	John Reynolds
Dean Allison	Paul Forseth	Yvan Loubier	Lee Richardson
Rona Ambrose	Cheryl Gallant	Tom Lukiwski	Gerry Ritz
Rob Anders	Roger Gallaway	Gary Lunn	Benoît Sauvageau
David Anderson	Peter Goldring	James Lunney	Andrew Scheer
Dave Batters	Gary Goodyear	Peter MacKay	Gary Schellenberger
Stéphane Bergeron	Jim Gouk	Dave MacKenzie	Werner Schmidt
James Bezan	Gurmant Grewal	Inky Mark	Carol Skelton
Françoise Boivin	Nina Grewal	David McGuinty	Joy Smith
Garry Breitkreuz	Helena Guergis	Ted Menzies	Monte Solberg
Gord Brown	Art Hanger	Rob Merrifield	Kevin Sorenson
Colin Carrie	Stephen Harper	Larry Miller	Darrel Stinson
Bill Casey	Richard Harris	Bob Mills	Belinda Stronach
Rick Casson	Jeremy Harrison	James Moore	Greg Thompson
David Chatters	Loyola Hearn	Rob Moore	Myron Thompson
Michael Chong	Russ Hiebert	Rob Nicholson	David Tilson
David Christopherson	Jay Hill	Pat O'Brien	Vic Toews
Guy Côté	Betty Hinton	Gordon O'Connor	Bradley Trost
Roy Cullen	Rahim Jaffer	Deepak Obhrai	Merv Tweed
John Cummins	Brian Jean	Bev Oda	Peter Van Loan
Stockwell Day	Dale Johnston	Massimo Pacetti	Maurice Vellacott
Bev Desjarlais	Peter Julian	Brian Pallister	Mark Warawa
Barry Devolin	Randy Kamp	Charlie Penson	Judy Wasylycia-Leis
Norman Doyle	Gerald Keddy	Pierre Poilievre	Jeff Watson
John Duncan	Jason Kenney	Jim Prentice	John Williams
Ken Epp	Ed Komarnicki	James Rajotte	Lynne Yelich
Diane Finley	Daryl Kramp		

## PATRIMOINE CANADIEN

**Président:** Marlene Catterall**Vice-présidents:** Maka Kotto  
Gary SchellenbergerCharlie Angus  
Gord Brown  
Sarmite BulteMarc Lemay  
Deepak ObhraiBev Oda  
Mario SilvaScott Simms  
David Smith

(12)

**Membres associés**Jim Abbott  
Diane Ablonczy  
Dean Allison  
Rona Ambrose  
Rob Anders  
David Anderson  
Guy André  
Dave Batters  
Don Bell  
Leon Benoit  
Stéphane Bergeron  
James Bezan  
Garry Breitzkreuz  
Colin Carrie  
Bill Casey  
Rick Casson  
David Chatters  
Michael Chong  
Jean Crowder  
Nathan Cullen  
John Cummins  
Rodger Cuzner  
Jean-Claude D'Amours  
Libby Davies  
Stockwell Day  
Barry Devolin  
Norman Doyle  
John DuncanKen Epp  
Diane Finley  
Brian Fitzpatrick  
Steven Fletcher  
Paul Forseth  
Cheryl Gallant  
Marc Godbout  
Peter Goldring  
Gary Goodyear  
Jim Gouk  
Gurmant Grewal  
Nina Grewal  
Helena Guergis  
Art Hanger  
Stephen Harper  
Richard Harris  
Jeremy Harrison  
Loyola Hearn  
Russ Hiebert  
Jay Hill  
Betty Hinton  
Rahim Jaffer  
Brian Jean  
Dale Johnston  
Randy Kamp  
Nancy Karetak-Lindell  
Gerald Keddy  
Jason KenneyDavid Kilgour  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Guy Lauzon  
Tom Lukiwski  
Gary Lunn  
James Lunney  
Peter MacKay  
Dave MacKenzie  
Inky Mark  
Ted Menzies  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Bob Mills  
James Moore  
Rob Moore  
Rob Nicholson  
Gordon O'Connor  
Brian Pallister  
Charlie Penson  
Louis Plamondon  
Pierre Poilievre  
Jim Prentice  
Joe Preston  
James Rajotte  
Scott Reid  
John Reynolds  
Lee RichardsonGerry Ritz  
Pablo Rodriguez  
Michael Savage  
Francis Scarpaleggia  
Andrew Scheer  
Werner Schmidt  
Carol Skelton  
Joy Smith  
Monte Solberg  
Kevin Sorenson  
Darrel Stinson  
Peter Stoffer  
Belinda Stronach  
Lui Temelkovski  
Greg Thompson  
Myron Thompson  
David Tilson  
Vic Toews  
Bradley Trost  
Merv Tweed  
Peter Van Loan  
Maurice Vellacott  
Mark Warawa  
Jeff Watson  
Randy White  
John Williams  
Lynne Yelich

## PÊCHES ET OCÉANS

**Président:** Tom Wappel

**Vice-présidents:** Gerald Keddy  
Peter Stoffer

Raynald Blais  
John Cummins  
Rodger Cuzner

Loyola Hearn  
Randy Kamp

Bill Matthews  
Shawn Murphy

Jean-Yves Roy  
Scott Simms

(12)

### Membres associés

Jim Abbott  
Diane Ablonczy  
Dean Allison  
Rona Ambrose  
Rob Anders  
David Anderson  
Gérard Asselin  
Dave Batters  
Leon Benoit  
James Bezan  
Marc Boulianne  
Garry Breitzkreuz  
Gord Brown  
Gerry Byrne  
Serge Cardin  
Colin Carrie  
Robert Carrier  
Bill Casey  
Rick Casson  
David Chatters  
Michael Chong  
Paul Crête  
Jean Crowder  
Nathan Cullen  
Stockwell Day  
Barry Devolin  
Norman Doyle

John Duncan  
Wayne Easter  
Ken Epp  
Diane Finley  
Brian Fitzpatrick  
Steven Fletcher  
Paul Forseth  
Cheryl Gallant  
Yvon Godin  
Peter Goldring  
Gary Goodyear  
Jim Gouk  
Gurmant Grewal  
Nina Grewal  
Helena Guergis  
Art Hanger  
Stephen Harper  
Richard Harris  
Jeremy Harrison  
Russ Hiebert  
Jay Hill  
Betty Hinton  
Rahim Jaffer  
Brian Jean  
Dale Johnston  
Nancy Karetak-Lindell  
Jason Kenney

Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Guy Lauzon  
Tom Lukiwski  
Gary Lunn  
James Lunney  
Peter MacKay  
Dave MacKenzie  
Inky Mark  
Ted Menzies  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Bob Mills  
James Moore  
Rob Moore  
Rob Nicholson  
Gordon O'Connor  
Deepak Obhrai  
Bev Oda  
Brian Pallister  
Charlie Penson  
Pierre Poilievre  
Jim Prentice  
Joe Preston  
James Rajotte  
Scott Reid  
John Reynolds

Lee Richardson  
Gerry Ritz  
Andrew Scheer  
Gary Schellenberger  
Werner Schmidt  
Carol Skelton  
Joy Smith  
Monte Solberg  
Kevin Sorenson  
Caroline St-Hilaire  
Paul Steckle  
Darrel Stinson  
Belinda Stronach  
Greg Thompson  
Myron Thompson  
David Tilson  
Vic Toews  
Bradley Trost  
Merv Tweed  
Peter Van Loan  
Maurice Vellacott  
Mark Warawa  
Jeff Watson  
Randy White  
John Williams  
Lynne Yelich

---

## PROCÉDURE ET AFFAIRES DE LA CHAMBRE

**Président:** Don Boudria

**Vice-présidents:** Michel Guimond  
Dale Johnston

Françoise Boivin  
Bill Casey  
Yvon Godin

Jay Hill  
Dominic LeBlanc

Judi Longfield  
Pauline Picard

Karen Redman  
Scott Reid

(12)

### Membres associés

Jim Abbott  
Diane Ablonczy  
Peter Adams  
Dean Allison  
Rona Ambrose  
Rob Anders  
David Anderson  
Dave Batters  
Leon Benoit  
Stéphane Bergeron  
James Bezan  
Ken Boshcoff  
Garry Breitzkreuz  
Ed Broadbent  
Gord Brown  
Gary Carr  
Colin Carrie  
Rick Casson  
David Chatters  
Michael Chong  
Joe Comartin  
Jean Crowder  
John Cummins  
Rodger Cuzner  
Libby Davies  
Stockwell Day  
Barry Devolin  
Norman Doyle  
John Duncan  
Ken Epp

Diane Finley  
Brian Fitzpatrick  
Steven Fletcher  
Paul Forseth  
Cheryl Gallant  
Michel Gauthier  
Marc Godbout  
Peter Goldring  
Gary Goodyear  
Jim Gouk  
Gurmant Grewal  
Nina Grewal  
Monique Guay  
Helena Guergis  
Art Hanger  
Stephen Harper  
Richard Harris  
Jeremy Harrison  
Loyola Hearn  
Russ Hiebert  
Betty Hinton  
Rahim Jaffer  
Brian Jean  
Randy Kamp  
Nancy Karetak-Lindell  
Gerald Keddy  
Jason Kenney  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp

Mario Laframboise  
Guy Lauzon  
Tom Lukiwski  
Gary Lunn  
James Lunney  
Peter MacKay  
Dave MacKenzie  
Richard Marceau  
Inky Mark  
Réal Ménard  
Ted Menzies  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Bob Mills  
James Moore  
Rob Moore  
Rob Nicholson  
Gordon O'Connor  
Deepak Obhrai  
Bev Oda  
Brian Pallister  
Carolyn Parrish  
Charlie Penson  
Pierre Poilievre  
Russ Powers  
Jim Prentice  
Joe Preston  
Marcel Proulx  
James Rajotte

Lee Richardson  
Gerry Ritz  
Andrew Scheer  
Gary Schellenberger  
Werner Schmidt  
Mario Silva  
Raymond Simard  
Carol Skelton  
Joy Smith  
Monte Solberg  
Kevin Sorenson  
Darrel Stinson  
Belinda Stronach  
Greg Thompson  
Myron Thompson  
David Tilson  
Vic Toews  
Bradley Trost  
Merv Tweed  
Rose-Marie Ur  
Roger Valley  
Peter Van Loan  
Maurice Vellacott  
Mark Warawa  
Jeff Watson  
Randy White  
John Williams  
Lynne Yelich  
Paul Zed

---

### SOUS-COMITÉ SUR LE PRIVILÈGE PARLEMENTAIRE

**Président:** Judi Longfield

**Vice-président:**

Françoise Boivin

Yvon Godin

Michel Guimond

John Reynolds

(5)

### Membres associés

---

**SOUS-COMITÉ SUR LA DÉCLARATION EN VERTU DU CODE RÉGISSANT LES CONFLITS D'INTÉRÊTS DES DÉPUTÉS**

<b>Président:</b>	Judi Longfield	<b>Vice-président:</b>	
Yvon Godin	Mario Laframboise	Scott Reid	(4)

**Membres associés**

---

**SOUS-COMITÉ DES AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS**

<b>Président:</b>	Gary Carr	<b>Vice-président:</b>	
Bill Casey	Rodger Cuzner	Yvon Godin	Pauline Picard (5)

**Membres associés**

---

**SANTÉ****Président:** Bonnie Brown**Vice-présidents:** Réal Ménard  
Rob MerrifieldColin Carrie  
Brenda Chamberlain  
Jean CrowderNicole Demers  
Ruby DhallaSteven Fletcher  
James LunnMichael Savage  
Robert Thibault

(12)

**Membres associés**Jim Abbott  
Diane Ablonczy  
Dean Allison  
Rona Ambrose  
Rob Anders  
David Anderson  
Dave Batters  
Leon Benoit  
Stéphane Bergeron  
James Bezan  
Bill Blaikie  
Don Boudria  
Garry Breitzkreuz  
Gord Brown  
Paule Brunelle  
Bill Casey  
Rick Casson  
David Chatters  
Michael Chong  
Guy Côté  
Nathan Cullen  
John Cummins  
Stockwell Day  
Barry Devolin  
Norman Doyle  
John Duncan  
Ken Epp  
Diane Finley  
Brian FitzpatrickRaymonde Folco  
Paul Forseth  
Hedy Fry  
Cheryl Gallant  
Peter Goldring  
Gary Goodyear  
Jim Gouk  
Gurmant Grewal  
Nina Grewal  
Helena Guergis  
Art Hanger  
Stephen Harper  
Richard Harris  
Jeremy Harrison  
Loyola Hearn  
Russ Hiebert  
Jay Hill  
Betty Hinton  
Rahim Jaffer  
Brian Jean  
Dale Johnston  
Peter Julian  
Susan Kadis  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Jason Kenney  
Wajid Khan  
Ed Komarnicki  
Daryl KrampGuy Lauzon  
Jack Layton  
Yvan Loubier  
Tom Lukiwski  
Gary Lunn  
Peter MacKay  
Dave MacKenzie  
John Maloney  
Inky Mark  
Keith Martin  
Brian Masse  
Alexa McDonough  
Ted Menzies  
Larry Miller  
Bob Mills  
James Moore  
Rob Moore  
Rob Nicholson  
Gordon O'Connor  
Deepak Obhrai  
Bev Oda  
Brian Pallister  
Charlie Penson  
Pierre Poilievre  
Jim Prentice  
Joe Preston  
James Rajotte  
Scott ReidJohn Reynolds  
Lee Richardson  
Gerry Ritz  
Andrew Scheer  
Gary Schellenberger  
Werner Schmidt  
Carol Skelton  
Joy Smith  
Monte Solberg  
Kevin Sorenson  
Darrel Stinson  
Belinda Stronach  
Paul Szabo  
Lui Temelkovski  
Greg Thompson  
Myron Thompson  
David Tilson  
Vic Toews  
Bradley Trost  
Merv Tweed  
Peter Van Loan  
Maurice Vellacott  
Mark Warawa  
Judy Wasylycia-Leis  
Jeff Watson  
Randy White  
John Williams  
Lynne Yelich

**TRANSPORTS****Président:** Roger Gallaway**Vice-présidents:** Jim Gouk  
Caroline St-HilaireDave Batters  
Raymond Bonin  
Robert CarrierBev Desjarlais  
Jim KarygiannisJames Moore  
Francis ScarpaleggiaAndrew Scheer  
Borys Wrzesnewskyj

(12)

**Membres associés**Jim Abbott  
Diane Ablonczy  
Dean Allison  
Rona Ambrose  
Rob Anders  
David Anderson  
Colleen Beaumier  
Don Bell  
Leon Benoit  
James Bezan  
Bernard Bigras  
Françoise Boivin  
Marc Boulianne  
Garry Breitkreuz  
Gord Brown  
Colin Carrie  
Bill Casey  
Rick Casson  
David Chatters  
Michael Chong  
Joe Comartin  
Paul Crête  
John Cummins  
Jean-Claude D'Amours  
Stockwell Day  
Barry Devolin  
Norman Doyle  
John DuncanKen Epp  
Diane Finley  
Brian Fitzpatrick  
Steven Fletcher  
Paul Forseth  
Cheryl Gallant  
Peter Goldring  
Gary Goodyear  
Gurmant Grewal  
Nina Grewal  
Helena Guergis  
Art Hanger  
Stephen Harper  
Richard Harris  
Jeremy Harrison  
Loyola Hearn  
Russ Hiebert  
Jay Hill  
Betty Hinton  
Charles Hubbard  
Rahim Jaffer  
Brian Jean  
Dale Johnston  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Jason Kenney  
Ed Komarnicki  
Daryl KrampMario Laframboise  
Réal Lapierre  
Guy Lauzon  
Tom Lukiwski  
Gary Lunn  
James Lunney  
Peter MacKay  
Dave MacKenzie  
John Maloney  
Inky Mark  
Brian Masse  
Ted Menzies  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Bob Mills  
Rob Moore  
Rob Nicholson  
Gordon O'Connor  
Deepak Obhrai  
Bev Oda  
Brian Pallister  
Charlie Penson  
Pierre Poilievre  
Russ Powers  
Jim Prentice  
Joe Preston  
James Rajotte  
Yasmin RatansiScott Reid  
John Reynolds  
Lee Richardson  
Gerry Ritz  
Gary Schellenberger  
Werner Schmidt  
Christian Simard  
Carol Skelton  
Joy Smith  
Monte Solberg  
Kevin Sorenson  
Darrel Stinson  
Peter Stoffer  
Belinda Stronach  
Greg Thompson  
Myron Thompson  
David Tilson  
Vic Toews  
Alan Tonks  
Bradley Trost  
Merv Tweed  
Peter Van Loan  
Maurice Vellacott  
Mark Warawa  
Jeff Watson  
Randy White  
John Williams  
Lynne Yelich

## COMITÉS MIXTES PERMANENTS

### BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

**Coprésidents:** Susan Kadis  
Marilyn Trenholme Counsell

**Vice-coprésident:** Maurice Vellacott

Représentant le Sénat:  
Les honorables sénateurs

Représentant la Chambre des communes:

Jean Lapointe  
Marjory LeBreton

Vivienne Poy  
Terrance Stratton

Charlie Angus  
Marc Boulianne  
Gerry Byrne  
Mark Eyking  
Cheryl Gallant

Peter Goldring  
Réal Lapierre  
Dominic LeBlanc  
Raymond Simard  
Darrel Stinson

(17)

#### Membres associés

Jim Abbott  
Diane Ablonczy  
Dean Allison  
Rona Ambrose  
Rob Anders  
David Anderson  
Guy André  
Jean Augustine  
Dave Batters  
Leon Benoit  
James Bezan  
Garry Breitkreuz  
Gord Brown  
Colin Carrie  
Bill Casey  
Rick Casson  
David Chatters  
Michael Chong  
John Cummins  
Stockwell Day  
Barry Devolin  
Norman Doyle  
John Duncan  
Ken Epp  
Diane Finley

Brian Fitzpatrick  
Steven Fletcher  
Paul Forseth  
Gary Goodyear  
Jim Gouk  
Gurmant Grewal  
Nina Grewal  
Helena Guergis  
Art Hanger  
Stephen Harper  
Richard Harris  
Jeremy Harrison  
Loyola Hearn  
Russ Hiebert  
Jay Hill  
Betty Hinton  
Rahim Jaffer  
Brian Jean  
Dale Johnston  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Jason Kenney  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Guy Lauzon

Tom Lukiwski  
Gary Lunn  
James Lunney  
Lawrence MacAulay  
Peter MacKay  
Dave MacKenzie  
Inky Mark  
Ted Menzies  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Bob Mills  
James Moore  
Rob Moore  
Rob Nicholson  
Gordon O'Connor  
Deepak Obhrai  
Bev Oda  
Brian Pallister  
Charlie Penson  
Louis Plamondon  
Pierre Poilievre  
Jim Prentice  
Joe Preston  
James Rajotte

Scott Reid  
John Reynolds  
Lee Richardson  
Gerry Ritz  
Andrew Scheer  
Gary Schellenberger  
Werner Schmidt  
Carol Skelton  
Joy Smith  
Monte Solberg  
Kevin Sorenson  
Belinda Stronach  
Greg Thompson  
Myron Thompson  
David Tilson  
Vic Toews  
Bradley Trost  
Merv Tweed  
Peter Van Loan  
Mark Warawa  
Jeff Watson  
Randy White  
John Williams  
Lynne Yelich

## EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION

**Coprésidents:** John Bryden  
Gurmant Grewal

**Vice-coprésidents:** Lynn Myers  
Judy Wasylcyia-Leis

Représentant le Sénat:  
Les honorables sénateurs

Représentant la Chambre des communes:

George Baker  
Michel Biron  
Céline Hervieux-Payette  
James Kelleher

John Lynch-Staunton  
Wilfred Moore  
Pierre Claude Nolin

Rob Anders  
Robert Bouchard  
Monique Guay  
Art Hanger  
Randy Kamp

Derek Lee  
Paul Harold Macklin  
Lloyd St. Amand  
Tom Wappel

(20)

### Membres associés

Jim Abbott  
Diane Ablonczy  
Dean Allison  
Rona Ambrose  
David Anderson  
Dave Batters  
Leon Benoit  
James Bezan  
Garry Breitkreuz  
Gord Brown  
Colin Carrie  
Bill Casey  
Rick Casson  
David Chatters  
Michael Chong  
John Cummins  
Stockwell Day  
Barry Devolin  
Norman Doyle  
John Duncan  
Ken Epp  
Diane Finley  
Brian Fitzpatrick  
Steven Fletcher  
Paul Forseth

Cheryl Gallant  
Peter Goldring  
Gary Goodyear  
Jim Gouk  
Nina Grewal  
Helena Guergis  
Stephen Harper  
Richard Harris  
Jeremy Harrison  
Loyola Hearn  
Russ Hiebert  
Jay Hill  
Betty Hinton  
Rahim Jaffer  
Brian Jean  
Dale Johnston  
Gerald Keddy  
Jason Kenney  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mario Laframboise  
Guy Lauzon  
Tom Lukiwski  
Gary Lunn

James Lunney  
Peter MacKay  
Dave MacKenzie  
Richard Marceau  
Inky Mark  
Serge Ménard  
Ted Menzies  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Bob Mills  
James Moore  
Rob Moore  
Rob Nicholson  
Gordon O'Connor  
Deepak Obhrai  
Bev Oda  
Brian Pallister  
Charlie Penson  
Pierre Poilievre  
Jim Prentice  
Joe Preston  
James Rajotte  
Scott Reid  
John Reynolds

Lee Richardson  
Gerry Ritz  
Andrew Scheer  
Gary Schellenberger  
Werner Schmidt  
Carol Skelton  
Joy Smith  
Monte Solberg  
Kevin Sorenson  
Darrel Stinson  
Belinda Stronach  
Greg Thompson  
Myron Thompson  
David Tilson  
Vic Toews  
Bradley Trost  
Merv Tweed  
Peter Van Loan  
Maurice Vellacott  
Mark Warawa  
Jeff Watson  
Randy White  
John Williams  
Lynne Yelich

## COMITÉS LÉGISLATIFS

### PROJET DE LOI C-38

**Président:** Marcel Proulx

**Vice-président:**

Rona Ambrose  
Françoise Boivin  
Don Boudria

Gord Brown  
Paul Harold Macklin  
Richard Marceau

Réal Ménard  
Rob Moore  
Anita Neville

Michael Savage  
Bill Siksay  
Vic Toews

(13)

### Membres associés

**Le Président**

L'HON. PETER MILLIKEN

**Comité des présidents des comités législatifs**

**Le vice-président et président des comités pléniers**

M. CHUCK STRAHL

**Le vice-président des comités pléniers**

M. MARCEL PROULX

**La vice-présidente adjointe des comités pléniers**

L'HON. JEAN AUGUSTINE

## MEMBRE DU MINISTÈRE

Par ordre de préséance

Le très hon. Paul Martin	premier ministre
L'hon. Jacob Austin	leader du gouvernement au Sénat
L'hon. Jean Lapierre	ministre des Transports
L'hon. Ralph Goodale	ministre des Finances
L'hon. Anne McLellan	vice-première ministre et ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile
L'hon. Lucienne Robillard	présidente du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ministre des Affaires intergouvernementales et ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences
L'hon. Stéphane Dion	ministre de l'Environnement
L'hon. Pierre Pettigrew	ministre des Affaires étrangères
L'hon. Andy Scott	ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits
L'hon. Jim Peterson	ministre du Commerce international
L'hon. Andy Mitchell	ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire
L'hon. Bill Graham	ministre de la Défense nationale
L'hon. Albina Guarnieri	ministre des Anciens Combattants
L'hon. Reg Alcock	président du Conseil du Trésor et ministre responsable de la Commission canadienne du blé
L'hon. Geoff Regan	ministre des Pêches et des Océans
L'hon. Tony Valeri	leader du gouvernement à la Chambre des communes
L'hon. Aileen Carroll	ministre de la Coopération internationale
L'hon. Irwin Cotler	ministre de la Justice et procureur général du Canada
L'hon. R. John Efford	ministre des Ressources naturelles
L'hon. Liza Frulla	ministre du Patrimoine canadien et ministre responsable de la Condition féminine
L'hon. Joseph Volpe	ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration
L'hon. Joe Fontana	ministre du Travail et du Logement
L'hon. Scott Brison	ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux
L'hon. Ujjal Dosanjh	ministre de la Santé
L'hon. Ken Dryden	ministre du Développement social
L'hon. David Emerson	ministre de l'Industrie
L'hon. Ethel Blondin-Andrew	ministre d'État (Nord canadien)
L'hon. Raymond Chan	ministre d'État (Multiculturalisme)
L'hon. Claudette Bradshaw	ministre d'État (Développement des ressources humaines)
L'hon. John McCallum	ministre du Revenu national
L'hon. Stephen Owen	ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien et ministre d'État (Sport)
L'hon. Joe McGuire	ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique
L'hon. Joe Comuzzi	ministre d'État (Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario)
L'hon. Mauril Bélanger	leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes, ministre responsable des langues officielles, ministre responsable de la réforme démocratique et ministre associé de la Défense nationale
L'hon. Carolyn Bennett	ministre d'État (Santé publique)
L'hon. Jacques Saada	ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec et ministre responsable de la Francophonie
L'hon. John Godfrey	ministre d'État (Infrastructure et Collectivités)
L'hon. Tony Ianno	ministre d'État (Famille et Aidants naturels)

## SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES

L'hon. Claude Drouin	du premier ministre (collectivités rurales)
L'hon. Marlene Jennings	du premier ministre (Canada—États-Unis)
L'hon. Jim Karygiannis	du ministre des Transports
L'hon. John McKay	du ministre des Finances
L'hon. Roy Cullen	de la ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile
L'hon. Gerry Byrne	de la ministre des Affaires intergouvernementales
L'hon. Peter Adams	de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences
L'hon. Gurbax Malhi	de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences
L'hon. Bryon Wilfert	du ministre de l'Environnement
L'hon. Dan McTeague	du ministre des Affaires étrangères
L'hon. Sue Barnes	du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits
L'hon. Mark Eyking	du ministre du Commerce international (marchés émergents)
L'hon. Wayne Easter	du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire (développement rural)
L'hon. Keith Martin	du ministre de la Défense nationale
L'hon. Diane Marleau	du président du Conseil du Trésor et ministre responsable de la Commission canadienne du blé
L'hon. Shawn Murphy	du ministre des Pêches et des Océans
L'hon. Dominic LeBlanc	du leader du gouvernement à la Chambre des communes
L'hon. Paddy Torsney	de la ministre de la Coopération internationale
L'hon. Paul Harold Macklin	du ministre de la Justice et procureur général du Canada
L'hon. Larry Bagnell	du ministre des Ressources naturelles
L'hon. Sarmite Bulte	de la ministre du Patrimoine canadien
L'hon. Hedy Fry	du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration
L'hon. Judi Longfield	du ministre du Travail et du Logement
L'hon. Walt Lastewka	du ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux
L'hon. Robert Thibault	du ministre de la Santé
L'hon. Eleni Bakopanos	du ministre du Développement social (économie sociale)
L'hon. Jerry Pickard	du ministre de l'Industrie
L'hon. Raymond Simard	du leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes, ministre responsable des langues officielles et ministre responsable de la réforme démocratique



# TABLE DES MATIÈRES

Le vendredi 6 mai 2005

## INITIATIVES MINISTÉRIELLES

### Loi sur la mise en quarantaine

Projet de loi C-12. Deuxième lecture et adoption des amendements du Sénat .....	5753
Mme Brown (Oakville) .....	5753
M. Vincent .....	5754
M. Szabo .....	5754
M. Siksay .....	5755
M. Lunney .....	5755
M. Szabo .....	5755
Mme Demers .....	5757
M. Lunney .....	5757
M. Roy .....	5758

## DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

### L'Association des bibliothèques de recherche du Canada

M. McGuinty .....	5759
-------------------	------

### Samuel Ian Seright

M. Obhrai .....	5759
-----------------	------

### Le programme Nouveaux Horizons pour les aînés

M. Silva .....	5760
----------------	------

### Le cyclisme

M. Paquette .....	5760
-------------------	------

### La santé

Mme Catterall .....	5760
---------------------	------

### L'assurance-emploi

M. Komarnicki .....	5760
---------------------	------

### La Constitution de la Pologne

Mme Bulte .....	5760
-----------------	------

### La Dictée lavalloise

M. Carrier .....	5761
------------------	------

### L'asthme

Mme Boivin .....	5761
------------------	------

### Le Programme de commandites

M. Watson .....	5761
-----------------	------

### L'environnement

Mme Karetak-Lindell .....	5761
---------------------------	------

### Le Jour de la Victoire en Europe

M. Siksay .....	5761
-----------------	------

### L'Ontario

Mme Stronach .....	5762
--------------------	------

### L'éclairage nocturne

Mme Bonsant .....	5762
-------------------	------

### Le Jour de la Victoire en Europe

Mme Hinton .....	5762
------------------	------

### Le budget

M. Powers .....	5762
-----------------	------

## QUESTIONS ORALES

### Les finances

M. Nicholson .....	5763
Mme McLellan .....	5763

### Le Programme de commandites

M. Nicholson .....	5763
M. Brison .....	5763
M. Nicholson .....	5763
M. Brison .....	5763
Mme Ablonczy .....	5763
M. Goodale .....	5763
Mme Ablonczy .....	5763
Mme Guay .....	5764
M. Brison .....	5764
Mme Guay .....	5764
Mme McLellan .....	5764
Mme Picard .....	5764
M. Brison .....	5764
Mme Picard .....	5764
M. Brison .....	5764

### La réforme démocratique

M. Broadbent .....	5764
M. Bélanger .....	5764
M. Broadbent .....	5764
M. Bélanger .....	5765

### Le Programme de commandites

M. Preston .....	5765
Mme McLellan .....	5765
M. Bezan .....	5765
M. Brison .....	5765
M. Anders .....	5765
M. Brison .....	5765
M. Harrison .....	5765
M. Brison .....	5765
M. Bellavance .....	5766
M. Brison .....	5766
M. Bellavance .....	5766
M. Brison .....	5766
M. Laframboise .....	5766
M. Brison .....	5766
M. Laframboise .....	5766
M. Brison .....	5766

### Les anciens combattants

Mme Hinton .....	5766
M. Fontana .....	5767
Mme Hinton .....	5767
M. Fontana .....	5767

### Les aéroports

M. Scheer .....	5767
M. Goodale .....	5767
M. Rajotte .....	5767
M. Goodale .....	5767

<b>Les ressources humaines et le développement des compétences</b>	
M. Silva .....	5767
Mme Robillard .....	5767
<b>Le logement</b>	
Mme Desjarlais .....	5768
M. Fontana .....	5768
Mme Desjarlais .....	5768
M. Fontana .....	5768
<b>Les pêches</b>	
M. Hearn .....	5768
M. Alcock .....	5768
<b>Les ressources naturelles</b>	
M. Moore (Fundy Royal) .....	5768
M. Goodale .....	5768
<b>Les syndicats</b>	
Mme Smith (Kildonan—St. Paul) .....	5768
M. Alcock .....	5768
<b>Les marchés publics</b>	
M. Poilievre .....	5769
<b>Le Programme de commandites</b>	
Mme Bourgeois .....	5769
M. Brison .....	5769
Mme Bourgeois .....	5769
M. Brison .....	5769
<b>Les affaires étrangères</b>	
M. Anderson (Cypress Hills—Grasslands) .....	5769
M. Pettigrew .....	5769
M. Anderson (Cypress Hills—Grasslands) .....	5769
M. Alcock .....	5770
<b>La santé</b>	
M. Boudria .....	5770
M. Dosanjh .....	5770
<b>La justice</b>	
M. Thompson (Wild Rose) .....	5770
M. Macklin .....	5770
M. Thompson (Wild Rose) .....	5770
M. Macklin .....	5770
<b>Le Programme de commandites</b>	
M. Roy .....	5770
Mme McLellan .....	5770
<b>Les garderies</b>	
Mme Brown (Oakville) .....	5770
M. Fontana .....	5770
<b>Recours au règlement</b>	
<b>La période des questions orales</b>	
M. Laframboise .....	5771
Mme Demers .....	5771

## AFFAIRES COURANTES

<b>Loi autorisant le ministre des Finances à faire certains versements</b>	
M. Goodale .....	5771
Projet de loi C-48. Présentation et première lecture .....	5771
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi .....	5771

<b>Les comités de la Chambre</b>	
<b>Procédure et affaires de la Chambre</b>	
M. Boudria .....	5771
<b>Le Code criminel</b>	
M. Hanger .....	5771
Projet de loi C-378. Présentation et première lecture .....	5771
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi .....	5771
<b>Les comités de la Chambre</b>	
<b>Citoyenneté et immigration</b>	
Mme Ablonczy .....	5771
Motion d'adoption .....	5772
M. Szabo .....	5774
M. Nicholson .....	5774
M. LeBlanc .....	5775
M. Macklin .....	5775
Motion .....	5775
Adoption de la motion .....	5775
<b>Pétitions</b>	
<b>Le mariage</b>	
M. Szabo .....	5776
<b>Les agents de la sécurité publique</b>	
M. Szabo .....	5776
<b>La Loi sur le droit d'auteur</b>	
M. McGuinty .....	5776
<b>L'aide au suicide</b>	
M. O'Connor .....	5776
<b>Le mariage</b>	
M. O'Connor .....	5776
<b>L'autisme</b>	
M. O'Connor .....	5776
<b>La justice</b>	
M. Williams .....	5776
<b>Le mariage</b>	
M. Williams .....	5776
<b>Les produits de santé naturels</b>	
M. Williams .....	5776
<b>La pornographie juvénile</b>	
M. Hill .....	5776
<b>Le mariage</b>	
M. Reid .....	5777
M. Vellacott .....	5777
<b>Les bureaux de poste ruraux</b>	
M. Vellacott .....	5777
<b>La citoyenneté et l'immigration</b>	
M. Vellacott .....	5777
<b>La Loi sur les aliments et drogues</b>	
M. Scheer .....	5777
<b>Le mariage</b>	
M. Warawa .....	5777
<b>Le diabète</b>	
M. Trost .....	5777
<b>Le mariage</b>	
M. Lunney .....	5777
<b>Questions au Feuilleton</b>	
M. LeBlanc .....	5778

**INITIATIVES MINISTÉRIELLES**

**Loi sur la mise en quarantaine**

Projet de loi C-12. Deuxième lecture et adoption des amendements du Sénat.....	5778
Adoption de la motion.....	5778

Report du vote sur la motion.....	5778
-----------------------------------	------

M. LeBlanc.....	5778
-----------------	------

**ANNEXE**

**POSTE  MAIL**

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

**Poste-lettre**

**Lettermail**

**1782711  
Ottawa**

*En cas de non-livraison,  
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*  
Les Éditions et Services de dépôt  
TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Internet: <http://publications.gc.ca>  
1-800-635-7943 ou appel local (613) 941-5995

*If undelivered, return COVER ONLY to:*  
Publishing and Depository Services  
PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5  
Internet: <http://publications.gc.ca>  
1-800-635-7943 or Local 613-941-5995

**Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes**

**Published under the authority of the Speaker of the House of Commons**

**Aussi disponible sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :**

**Also available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:**

**<http://www.parl.gc.ca>**

---

**Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.**

**On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les Éditions et Services de dépôt, TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5**

**The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.**

**Additional copies may be obtained from Publishing and Depository Services, PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5**

**The English version of this publication may be obtained from Publishing and Depository Services  
PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5**